Royal Canadian Mounted Police | Gendarmerie royale du Canada

Rapport sur le rendement de la Gendarmerie royale du Canada de 2002-2003

L'honorable Wayne Easter, C.P., deputé
Solliciteur général du Canada

Table des matières

Message du Ministre 7

Message du Commissaire 11

SECTION 1 : APERÇU DE LA GRC

Histoire de la GRC – une introduction 13
Ce que nous faisons 15
Notre cadre stratégique 16
La carte stratégique du Commissaire 18
La portée des services de police intégrés 21

SECTION 2 : CONTEXTE DE LA PLANIFICATION DES SERVICES ET DES PROGRAMMES

Tendances influant sur les priorités stratégiques de la GRC 23

SECTION 3 : STRUCTURE DES SERVICES ET DES PROGRAMMES

Structure de la direction 27
Où nous trouver 28
Structure des secteurs d'activité 29

SECTION 4 : RÉSULTATS STRATÉGIQUES ET SECTEURS D'ACTIVITÉ

Cadre de fonctionnement 31
Priorités stratégiques et secteurs d'activité 38

SECTION 5 : RÉSULTATS STRATÉGIQUES PAR PRIORITÉ STRATÉGIQUE

Terrorisme / crime organisé 41
Jeunesse 44
Services de police internationaux (y compris Maintien de la paix) 46
Justice réparatrice (alternative) 47
Services de police intégrés 48
Répondre aux besoins de la collectivité 53
Gestion et reddition de comptes 57

SECTION 6 : RENDEMENT FINANCIER ET RÉSULTATS DE VÉRIFICATION

Principales missions de vérification interne

Partie II du *Code canadien du travail* 61
Vérification du cadre de passation de marchés de la GRC 61
Vérification financière du Projet de renouvellement du Centre d'information de la police canadienne (R-CIPC) 62
Vérification de l'inventaire du matériel pour événements majeurs 62

Groupement des rapports

Achats et marchés 63
Fonction moderne de contrôleur 63
Initiative sur le secteur bénévole 64
Systèmes de stockage 64
Initiative d'amélioration des services 64
Stratégie de développement durable 65
De l'ordre dans la grande maison fédérale 68
GRC en direct 68

Rendement financier

Sommaire des crédits approuvés 69
Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles 70
Dépenses brutes par secteur d'activité 71
Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles 72
Paiements de transfert 73
Recettes : recettes disponibles et recettes non disponibles 74
Dépenses en capital par secteur d'activité 76
Projets 77
Passif éventuel 78
États des grands projets d'immobilisations 79

SECTION 7 : AUTRES RENSEIGNEMENTS

Pour plus de renseignements sur ce rapport 83
Autres sites Internet de la GRC 84
Sites Internet d'organismes partenaires 84
Autres sites d'intérêt 84
Acronymes 85

Message du Ministre

J'ai le plaisir de présenter au Parlement le Rapport sur le rendement de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour la période se terminant le 31 mars 2003.

Le portefeuille du Solliciteur général comprend cinq secteurs clés – le ministère du Solliciteur général, la GRC, le Service correctionnel du Canada, la Commission nationale des libérations conditionnelles et le Service canadien du renseignement de sécurité – ainsi que trois organes de surveillance qui veillent à ce que ces organismes rendent des comptes devant le public et respectent intégralement la primauté du droit.

Ces organismes, dans le cadre de leurs mandats respectifs et en tant que composantes de ce portefeuille, assurent la sécurité des foyers et des collectivités au Canada, et la GRC est un partenaire essentiel dans cette coalition. À titre de service de police national du Canada, elle travaille aux quatre paliers d'application de la loi – municipal, provincial, fédéral et international – afin de prévenir les crimes, d'enquêter sur les infractions et d'exécuter la loi.

Au niveau communautaire, la GRC joue un rôle prépondérant dans la Stratégie nationale pour la prévention du crime, qui finance au-delà de 3000 projets dans plus de 740 collectivités. Au cours de l'année, j'ai eu l'occasion de visiter quelques-unes de ces collectivités et de rencontrer les enfants et les jeunes à risque qui ont profité de cette stratégie. Les résultats sont encourageants. Les projets de prévention du crime illustrent la contribution inestimable qu'apportent à la sécurité publique les partenariats entre la police, les collectivités locales et divers ordres de gouvernement.

Offrir aux collectivités des Premières nations du Canada des services de police adaptés à leur culture est une autre priorité du gouvernement du Canada, et la GRC, par sa contribution dans ces collectivités et au Programme des services de police des Premières nations, joue un rôle essentiel à cet égard.

En décembre, nous avons adopté une loi afin de créer un registre national des délinquants sexuels, qui contiendra des renseignements sur quiconque a été condamné pour des infractions sexuelles particulières. Je suis convaincu que ce registre sera aussi performant que d'autres systèmes nationaux tels que la Banque de données génétiques, qui a décuplé l'an dernier le nombre de liens établis entre des profils d'identification génétique et des lieux de crime ou des condamnés.

Nous avons poursuivi la lutte contre le crime organisé aux niveaux national et international, et mis en vigueur une nouvelle loi dans ce domaine. Nous sommes fiers d'initiatives telles que les unités mixtes des produits de la criminalité, qui saisissent les biens mal acquis d'organisations criminelles – plus de 215 M$ à ce jour, dont 89 M$ en confiscations et en amendes.

L'Équipe nationale de soutien à l'application de la Loi sur les armes (ENSALA) relève maintenant de la GRC. Cette équipe spécialisée appuie les corps policiers locaux qui enquêtent sur les armes à feu, notamment sur le trafic et la contrebande d'armes. Elle a joué un rôle de premier plan dans plusieurs enquêtes très médiatisées.

Notre tâche première consiste à protéger les Canadiens, et cette obligation ne s'arrête pas à la frontière. Nous avons travaillé encore plus étroitement avec nos partenaires internationaux, notamment les États-Unis. En décembre 2002, le procureur général des États-Unis, John Ashcroft, et moi-même avons signé un accord visant à améliorer l'échange de renseignements dactyloscopiques entre le FBI et la GRC. Nous avons aussi mis en oeuvre les équipes intégrées de la police des frontières et les équipes intégrées de la sécurité nationale – deux bons exemples de collaboration entre juridictions. Formées de membres de la GRC et d'autres organismes d'application de la loi canadiens, ces équipes s'unissent à leurs homologues aux États-Unis pour recueillir des renseignements et mener des enquêtes à la frontière. De plus, nous avons apporté une contribution multilatérale au Forum sur la criminalité transfrontalière, à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et au Sommet du G8 l'an dernier à Kananaskis. La GRC aide le Canada et les États-Unis à maintenir la frontière ouverte au commerce et aux déplacements légitimes, mais fermée aux terroristes et aux criminels. Nous sommes aussi fermement engagés à l'égard de groupes internationaux tels que le G8, dans le cadre desquels nous collaborons à de nombreuses questions importantes allant de la pédopornographie au recyclage d'argent.

La GRC a vu son mandat et son influence s'élargir à mesure que le monde et la société ont évolué. Je suis certain que les premiers membres de la Police à cheval du Nord-Ouest, en 1873, n'auraient jamais pu imaginer la portée et la sophistication de la criminalité au XXIe siècle.

Le présent rapport décrit l'excellent travail de la GRC à l'appui non seulement de la sécurité communautaire à tous les niveaux, mais aussi de la sécurité nationale et internationale. Je suis persuadé que la vision du Commissaire Zaccardelli et le travail considérable accompli par tous les hommes et femmes qui font partie de la GRC continueront d'assurer le succès de l'organisation et la sécurité et le mieux-être de tous les Canadiens.

Je vous invite à nous transmettre tout commentaire sur le présent rapport, ou sur celui d'autres organismes du portefeuille du Solliciteur général, susceptible de nous aider à mieux répondre aux besoins des Canadiens en matière de sécurité publique.

Wayne Easter

L'honorable Wayne Easter, C.P., deputé
Solliciteur général du Canada

Message du Commissaire

L'époque dans laquelle nous vivons et travaillons demeure incertaine. Tant le gouvernement du Canada et la GRC que nos alliés partout au monde ont dû rajuster leurs buts et priorités stratégiques en fonction des réalités de l'environnement de sécurité du XXIe siècle.

Je suis très heureux des progrès accomplis par la GRC au cours de la dernière année et dont fait état le présent rapport. Nous sommes restés vigilants face au terrorisme, tout en consacrant efforts et ressources à d'autres priorités essentielles pour les Canadiens, tels le crime organisé, la jeunesse, les services de police internationaux, la justice alternative et les services de police intégrés. Notre réussite a reposé sur le principe de l'« intégration » – accroître les partenariats et la collaboration entre organismes d'application de la loi. Nous continuons de coopérer avec nos collègues au Canada et à l'étranger pour lutter contre les menaces communes à la sécurité.

Depuis 2001-2002, la GRC fonctionne à l'intérieur d'un cadre stratégique intégrant les principes directeurs énoncés dans *Des résultats pour les Canadiens et les Canadiennes* et ceux liés à la fonction moderne de contrôleur. Elle est devenue une organisation orientée stratégie qui met l'accent sur la gestion du rendement par l'utilisation de l'outil et de la méthode du tableau de bord prospectif. Elle a aussi subi des transformations internes visant à mieux harmoniser ses ressources financières et humaines avec ses mandats national et international.

Aujourd'hui, la GRC est une organisation axée sur les résultats, plus efficace et mieux en mesure de répondre aux besoins de ses collectivités cibles – du simple citoyen dans un hameau éloigné aux services de police internationaux – et elle poursuit son engagement à l'égard de l'excellence opérationnelle et organisationnelle en fonction de ses quatre piliers : le renseignement, les valeurs, la construction de ponts et l'entière responsabilisation.

Le présent rapport décrit les progrès accomplis par la GRC à l'égard de ses priorités stratégiques pour 2002-2003. Il couvre la troisième année de sa transformation quinquennale en une organisation d'excellence entièrement orientée sur la stratégie. De ce fait, nous reconnaissons d'emblée qu'il y a encore matière à amélioration. Néanmoins, les résultats signalés continuent de montrer la contribution de la GRC à l'atteinte des résultats exigés par les Canadiens – la sécurité des foyers et des collectivités – et à l'environnement de sécurité mondial.

Pour l'année de planification 2003-2004 comme dans l'avenir, nous rajusterons nos priorités stratégiques en fonction de notre environnement et des besoins des Canadiens afin de rester pertinents et efficaces en tant que service de police national du Canada. Voici nos cinq secteurs d'intervention privilégiés : le terrorisme, le crime organisé, la jeunesse, nos rapports avec les collectivités autochtones et les services de police internationaux. Nous continuerons d'harmoniser nos objectifs et nos activités selon le cadre général des services de police intégrés, qui reconnaît la nécessité d'une collaboration accrue à l'intérieur et au delà de la collectivité d'application de la loi.

Je vous invite à lire ce document et à noter nos réussites et nos éventuelles carences. En tant que Commissaire, je m'engage à continuer de viser l'excellence dans tout ce que nous faisons afin d'atteindre nos objectifs à l'égard des collectivités et des Canadiens.

G. Zaccardelli

Le Commissaire G. Zaccardelli

Section 1 : Aperçu de la GRC

Priorités stratégiques

- Terrorisme/crime organisé
- Jeunesse
- Services de police internationaux
- Justice alternative
- Services de police intégrés

Objectifs stratégiques

- Prévention et éducation
- Renseignements
- Enquêtes
- Application de la loi
- Protection

Histoire de la GRC – une introduction

L'exercice 2002-2003 marque la troisième année de notre transformation quinquennale en une **organisation d'excellence orientée sur la stratégie**.

Tel que nous l'avons signalé dans le Rapport sur le rendement précédent et, plus récemment, dans le Rapport sur les plans et les priorités pour 2003-2004, nous continuons de faire des progrès notables en améliorant les programmes et les services de police que nous offrons aux Canadiens et en consolidant la gestion et l'administration de la GRC.

Nous voulons nous assurer que notre façon de « rendre compte du rendement de la GRC » aux Canadiens reflète fidèlement ces progrès.

Depuis 130 ans, la GRC offre des services de qualité exceptionnelle aux Canadiens, et ses 23 000 employés sont déterminés à poursuivre cette tradition. Les bouleversements qui touchent l'environnement policier commandent des transformations importantes à notre organisation tant sur le plan opérationnel que sur le plan des systèmes de gestion.

Nous sommes plus stratégiques, nous repérons et analysons les changements dans notre environnement et nous nous assurons d'atteindre pleinement nos résultats prévus au profit des Canadiens. Devenir une **organisation d'excellence** – une organisation qui mérite le respect, qui excelle dans ses pratiques de gestion, de calibre mondial dans ses opérations, transparente et sensible aux besoins des Canadiens – voilà un objectif de taille.

Le présent rapport démontre très bien au Parlement et aux Canadiens l'utilisation optimale que la GRC fait de l'argent des contribuables. Ces dernières années, les rapports sur le rendement de la GRC étaient organisés en fonction de ses secteurs d'activité. Or, ceux-ci reflètent la structure de gestion interne de la GRC et présentent peu d'intérêt pour beaucoup de Canadiens.

Notre mission

La GRC est le service de police national du Canada. Fière de ses traditions et sûre de pouvoir relever les défis des années à venir, elle s'engage à maintenir la paix, à assurer le respect de la loi et à offrir des services de qualité de concert avec les collectivités qu'elle sert.

La GRC offre aux Canadiens des services axés sur des résultats stratégiques concrets à l'appui du programme de sécurité publique du gouvernement.

Priorités stratégiques de la GRC pour 2002-2003 :

- **Terrorisme / crime organisé**
- **Jeunesse**
- **Services de police internationaux**
- **Justice alternative**
- **Services de police intégrés**

des priorités que les Canadiens comprennent et partagent, et qui les aident à cerner les réalisations qui comptent à l'appui de notre but d'**assurer la sécurité des foyers et des collectivités**.

C'est pourquoi nous harmonisons ces rapports avec notre cadre stratégique, conformément au cadre de gestion de responsabilisation du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Nous présentons nos extrants, nos résultats et nos réalisations à la lumière de ce cadre, c'est-à-dire le but, les priorités et les objectifs stratégiques qui expliquent aux Canadiens le travail qu'accomplit la GRC.

Dans ce tableau de notre rendement, nous décrivons les services essentiels offerts aux Canadiens et qui comptent pour eux, ainsi que l'utilisation judicieuse de nos ressources, mais nous voulons aussi être transparents en relatant tant nos résultats positifs que nos résultats négatifs. Les contribuables canadiens s'attendent, à juste titre, à ce que les programmes et les services du gouvernement soient rentables et utiles. Nous établissons donc le lien entre les fonds dépensés et les ressources consacrées aux activités et aux initiatives à l'appui de nos priorités stratégiques visant à réduire la criminalité.

Les rapports de la GRC reposent aussi sur les principes liés à l'initiative de la **fonction moderne de contrôleur** : la prise de décisions axées sur les résultats et fondées sur des valeurs, une transparence et une souplesse accrues, et des dépenses judicieuses.

Nous avons mis en oeuvre une méthode de gestion du rendement basée sur le tableau de bord prospectif afin d'assurer une gestion axée sur un rendement optimal, en fonction de notre programme stratégique. Cette méthode favorise l'**excellence en gestion** et crée une culture de transparence dans la planification, l'exécution et l'évaluation. Il s'agit là non seulement du processus discipliné dont nous avons besoin pour mieux rendre compte de nos réalisations auprès de tous les intéressés, mais aussi d'un moyen sûr de susciter commentaires et rétroactions.

À l'avenir, nos rapports sur le rendement continueront d'être fondés sur des mesures obtenues à l'aide de la méthode, de plus en plus robuste, du tableau de bord prospectif.

Toutefois, l'exercice 2002-2003 demeure une année de transition. Malgré tout le chemin que nous avons parcouru vers l'excellence, nous ne sommes pas suffisamment avancés dans notre transformation pour entièrement rendre compte en fonction de notre cadre stratégique. C'est pourquoi le présent rapport réunit de l'information financière par secteur d'activité et des réalisations ou extrants à l'appui de nos objectifs et priorités stratégiques. Dans la mesure du possible, nous avons harmonisé et recoupé nos résultats stratégiques et ceux des secteurs d'activité.

Soulignons enfin que le « baromètre du crime » n'appartient pas uniquement à la GRC. Nous envisageons de plus en plus la gestion de notre planification et de nos priorités stratégiques, et l'exécution de nos programmes et services selon le principe que l'**intégration** est la pierre angulaire du modèle policier du XXIe siècle.

En fait, les **services de police et d'application de la loi intégrés** sont la vision d'avenir de la GRC. Tous les partenaires de la collectivité policière et d'application de la loi au Canada comme à l'étranger doivent établir des stratégies communes et unir leurs ressources afin d'assurer des progrès soutenus vers l'atteinte d'un objectif stratégique unique. Les Canadiens méritent un effort concerté en matière de sécurité. Avec nos partenaires, nous pourrons obtenir des résultats plus efficacement.

Ceque nous faisons

NOTRE MISSION

La GRC est le service de police national du Canada. Fière de ses traditions et sûre de pouvoir relever les défis des années à venir, elle s'engage à maintenir la paix, à assurer le respect de la loi et à offrir des services de qualité de concert avec les collectivités qu'elle sert.

NOTRE MANDAT

Le mandat de la GRC repose sur l'autorité et les responsabilités que lui confère l'article 18 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. Dans son expression la plus simple, il consiste *à exécuter les lois, à prévenir la criminalité et à maintenir la paix, l'ordre et la sécurité*.

Le mandat de la GRC est multiple :

- prévenir la criminalité, mener des enquêtes sur les infractions et maintenir l'ordre
- exécuter les lois dans des domaines aussi variés que la santé et la protection des recettes de l'État
- contribuer à la sécurité nationale
- protéger les représentants de l'État, les dignitaires en visite et les missions étrangères
- offrir des services de soutien opérationnel essentiels à d'autres corps policiers et organismes d'application de la loi

NOTRE VISION

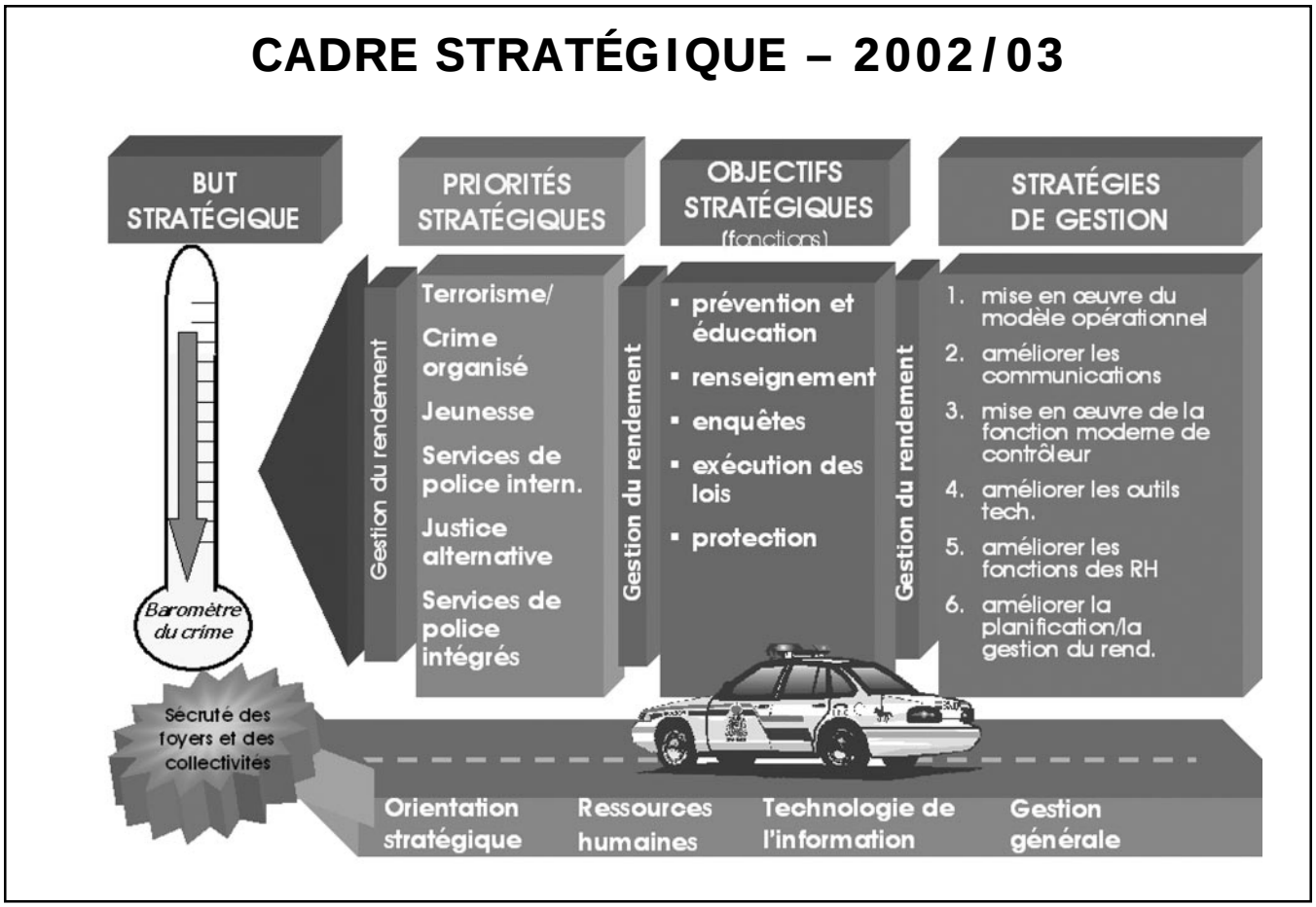
- être une organisation progressiste, proactive et innovatrice
- offrir un service de la plus haute qualité grâce à un leadership dynamique, à la formation et à la technologie, de concert avec les collectivités que nous servons
- être responsables et efficaces par le partage du processus décisionnel
- assurer un milieu de travail sain qui favorise l'esprit d'équipe, la libre communication et le respect mutuel
- promouvoir la sécurité des collectivités et faire preuve de leadership dans la quête de l'excellence

BUTS DU COMMISSAIRE

- l'excellence organisationnelle
- l'excellence opérationnelle

RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU COMMISSAIRE

- prôner des valeurs fondamentales qui font de la GRC un partenaire de confiance
- exceller en matière de services de police de pointe
- être l'organisation la mieux gérée du gouvernement



Notre cadre stratégique

Élaboré en novembre 2000, le **cadre stratégique** de la GRC continue d'orienter nos efforts en vue d'atteindre non seulement notre objectif stratégique d'assurer **la sécurité des foyers et des collectivités** au Canada, mais aussi notre objectif organisationnel, c'est-à-dire devenir un **modèle d'excellence**.

Le cadre de 2002-2003 englobe les priorités et objectifs (fonctions) stratégiques de la GRC et ses stratégies de gestion.

> En 2003, la GRC a saisi pour 10 M$ en produits de contrefaçon et ses partenaires, pour des dizaines de millions de dollars, ce qui représente un bon important dans les activités de répression.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

En tant que service de police national du Canada, la GRC a pour objectif premier d'assurer la sécurité des Canadiens. En 2002-2003, elle s'est concentrée sur les cinq priorités stratégiques suivantes comme meilleur moyen de faire baisser le « baromètre » du crime :

- **Terrorisme / crime organisé**

Nous nous sommes engagés à réduire la menace et l'incidence du terrorisme et du crime organisé en perturbant, en démantelant et en paralysant, aux niveaux national et international, les organisations criminelles et terroristes qui ont des répercussions sur le Canada.

- **Jeunesse**

Nous nous sommes engagés à investir dans le mieux-être à long terme des collectivités en mettant en oeuvre des activités de prévention de la criminalité visant les jeunes dès l'enfance et axées sur les causes sociales sous-jacentes.

- **Services de police internationaux**

Nous nous sommes engagés à offrir un soutien efficace aux opérations et initiatives internationales en appliquant des pratiques modernes de gestion et d'évaluation et en fournissant des services qui répondent aux besoins de nos clients et partenaires nationaux et internationaux et qui contribuent aux priorités communes liées à la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

- **Justice alternative**

Nous nous sommes engagés à utiliser des méthodes policières adaptées aux besoins et à la culture des collectivités en privilégiant des solutions de rechange au système de justice pénale qui permettent de réduire la récidive et qui tiennent compte à la fois de la victime et du contrevenant.

- **Services de police intégrés**

Nous nous sommes engagés à favoriser l'échange de renseignements criminels, d'outils et de techniques d'enquête et d'information, et la gestion stratégique des ressources aux niveaux municipal, provincial, national et international de l'application de la loi, y compris à former des partenariats à l'appui d'opérations policières internationales visant à établir des infrastructures civiles et démocratiques à l'étranger.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Afin de concrétiser nos priorités stratégiques pour 2002-2003, nous avons misé sur l'amélioration de nos fonctions essentielles – c'est-à-dire nos objectifs stratégiques que sont :

La prévention et l'éducation – offrir aux citoyens de l'information et des outils pour qu'ils évitent d'être victimisés, et pour dissuader et prévenir la participation à des activités criminelles.

Les renseignements – procéder à l'analyse de renseignements exacts et récents sur les activités, les individus et les groupes criminels afin que la GRC et ses partenaires puissent repérer et éliminer les menaces contre la société.

Les enquêtes – mener avec diligence des activités détaillées visant à établir les faits entourant des infractions au *Code criminel* et autres, et à les présenter devant les tribunaux.

L'application de la loi – intervenir à la suite d'infractions au *Code criminel* et autres – afin d'arrêter les suspects et de les traduire en justice.

La protection – offrir aux dignitaires canadiens et étrangers des services de protection et de sécurité.

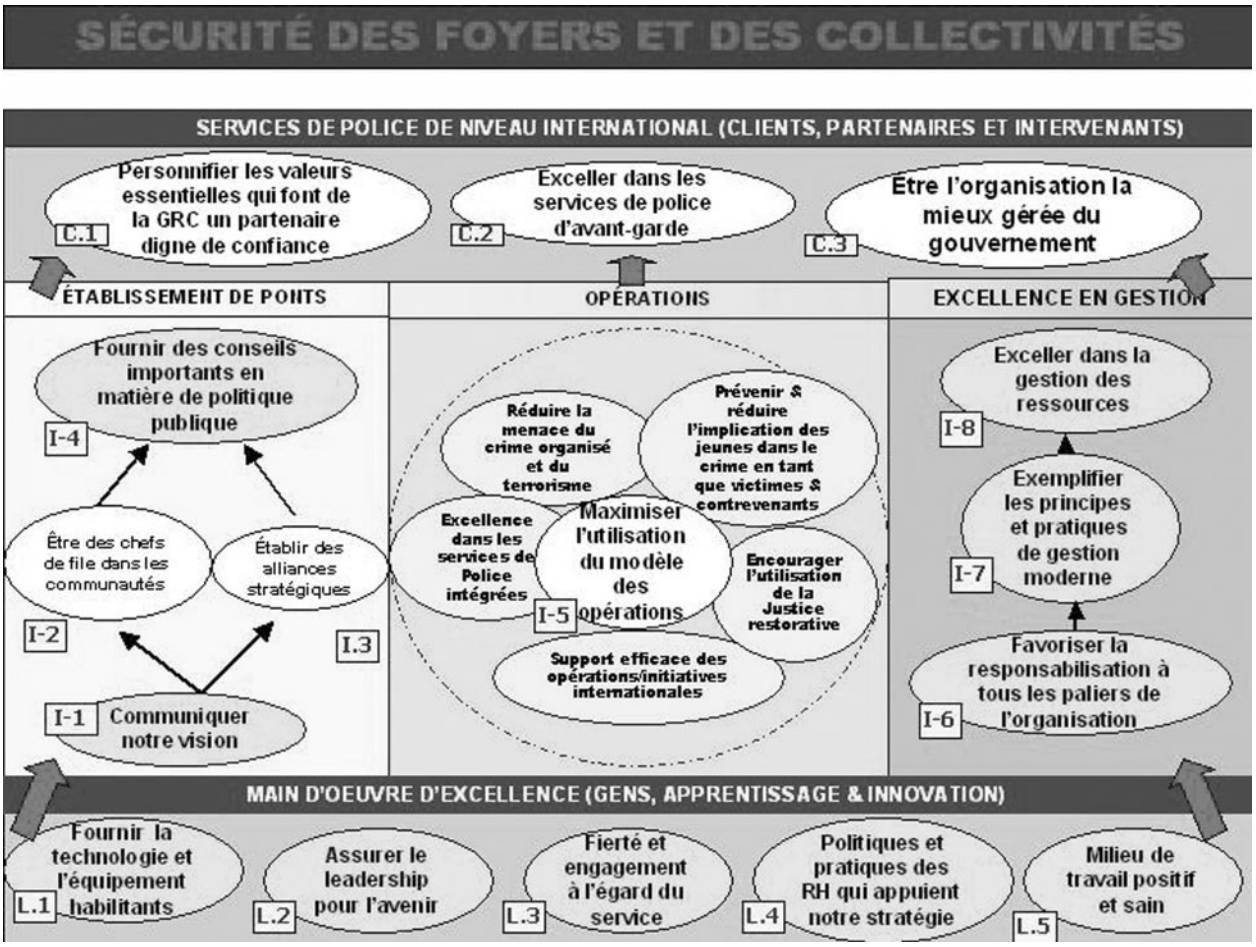
STRATÉGIES DE GESTION

Les stratégies de gestion renvoient aux méthodes et aux moyens plus immédiats à l'appui de nos priorités et objectifs stratégiques. Établies à l'aide de la gestion du rendement et de l'outil et de la méthode du tableau de bord prospectif, elles visent les objectifs clés suivants : mise en oeuvre du modèle opérationnel et de la fonction moderne de contrôleur, et amélioration des communications, des outils techniques, des fonctions liées aux ressources humaines, de la planification et de la gestion du rendement.

La carte stratégique du Commissaire

Élément initial de la méthode du tableau de bord prospectif de la GRC, la carte stratégique du Commissaire décrit le programme stratégique de ce dernier et des membres de l'État-major supérieur (EMS) de la GRC.

Elle présente sous la forme d'un graphique les résultats et les objectifs critiques qui définissent l'horizon à long terme de la GRC – ce que nous tendons à devenir et la façon dont nous canaliserons nos efforts pour y arriver selon un lien de cause à effet.



La carte se divise en trois parties :

- La partie du haut contient trois résultats – la façon dont nous voulons nous distinguer dans les services que nous offrons à nos clients, à nos partenaires et aux intervenants.
- La partie du centre représente les trois domaines dans lesquels nous devons exceller pour atteindre les objectifs et résultats cernés dans la partie supérieure. Celui des opérations s'avère particulièrement important, puisqu'il concerne les résultats visés selon les cinq priorités stratégiques de la GRC : le terrorisme/crime organisé, la jeunesse, les services de police internationaux, la justice réparatrice (alternative) et les services de police intégrés.
- La partie du bas est consacrée aux objectifs à atteindre pour établir des assises solides qui garantiront notre productivité, moteur de notre rendement à l'égard de tous nos objectifs et de notre but ultime d'assurer la « sécurité des foyers et des collectivités ».

Une fois la carte stratégique de l'EMS en place, c'est aux gestionnaires supérieurs de la GRC qu'il incombe d'assurer l'atteinte des résultats et des objectifs qu'elle contient. Ces gestionnaires s'approprient le processus en établissant eux-mêmes des objectifs – mesures et initiatives permettant de quantifier le succès obtenu – et ils rendent compte des progrès tous les 60 jours afin de pouvoir apporter des ajustements au besoin.

Pour 2002-2003, les régions, les divisions opérationnelles, les secteurs d'activité et de service et les entités organisationnelles ont tous dû élaborer leurs propres cartes stratégiques et tableaux de bord prospectifs, en conformité avec la carte stratégique du Commissaire et à l'appui du cadre stratégique de la GRC.

Comme cette méthode a été mise au point en 2002-2003, il faudra attendre le Rapport sur le rendement de 2003-2004 pour pouvoir rendre compte des objectifs et des résultats visés selon cette méthode.

RÉUSSITE EXEMPLAIRE DE LA DIVISION V

Le tableau de bord prospectif est une méthode permettant de lier les opérations et les activités quotidiennes de la GRC à son but stratégique général – assurer la sécurité des foyers et des collectivités. Dans un exemple récent de son application, la Division V a aidé à financer la production, par un groupe d'élèves du secondaire à Iqaluit, d'une vidéo sur la prévention du suicide présentée à des jeunes au cours de l'été et de l'automne 2003.

La décision d'appuyer ce projet a été facile à justifier compte tenu du taux de suicide élevé chez les jeunes autochtones dans les communautés du Nord et des priorités contenues dans la carte stratégique de la Division V de « faire partie intégrante de la trame communautaire » et de « contribuer de façon importante au mieux-être de la communauté ».

Ce projet cadrait aussi avec **les priorités stratégiques** de la GRC que sont la jeunesse et les collectivités autochtones, tout en misant sur des outils qu'elle privilégie, soit la prévention et l'éducation.

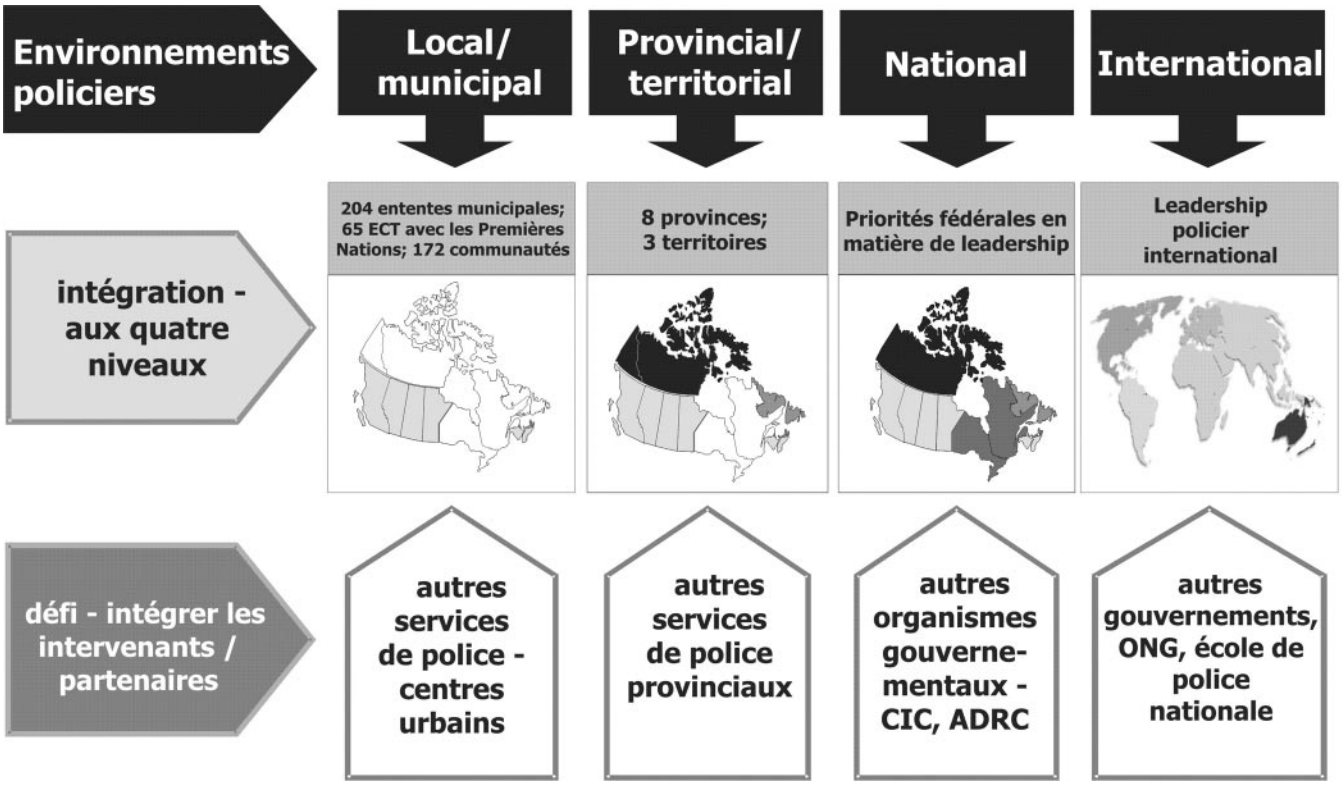
Si la GRC n'avait pas adopté la méthode du tableau de bord prospectif pour définir clairement ses priorités stratégiques et les transmettre au niveau opérationnel, une telle occasion n'aurait peut-être pas été saisie.

RÉUSSITE EXEMPLAIRE DES SERVICES DE POLICE DE PROTECTION

Les Services de police de protection ont utilisé l'outil et la méthode du tableau de bord prospectif pour déterminer le niveau de ressources humaines et financières affectées à ce secteur d'activité à l'échelle du Canada en vue d'éliminer le travail de faible valeur et d'améliorer le modèle de prestation de services, tout en assurant une souplesse accrue et une meilleure gestion des risques au niveau local. Les économies réalisées ont été réinvesties dans d'autres secteurs d'activité et servi à appuyer les priorités stratégiques.

SERVICES DE POLICE INTÉGRÉS – NOTRE VISION D'AVENIR

Des services de police intégrés consistent à collaborer à tous les niveaux dans les collectivités et avec elles, et avec l'ensemble des services de police et des organismes d'application de la loi – tant au Canada qu'à l'échelle internationale – en vue d'atteindre un même objectif selon des valeurs et des priorités communes. Il s'agit essentiellement d'une « alliance mondiale » qui intègre les activités d'enquête et d'application de la loi de partout dans le monde et qui mise sur les ressources collectives pour lutter le mieux possible contre les menaces criminelles internationales.

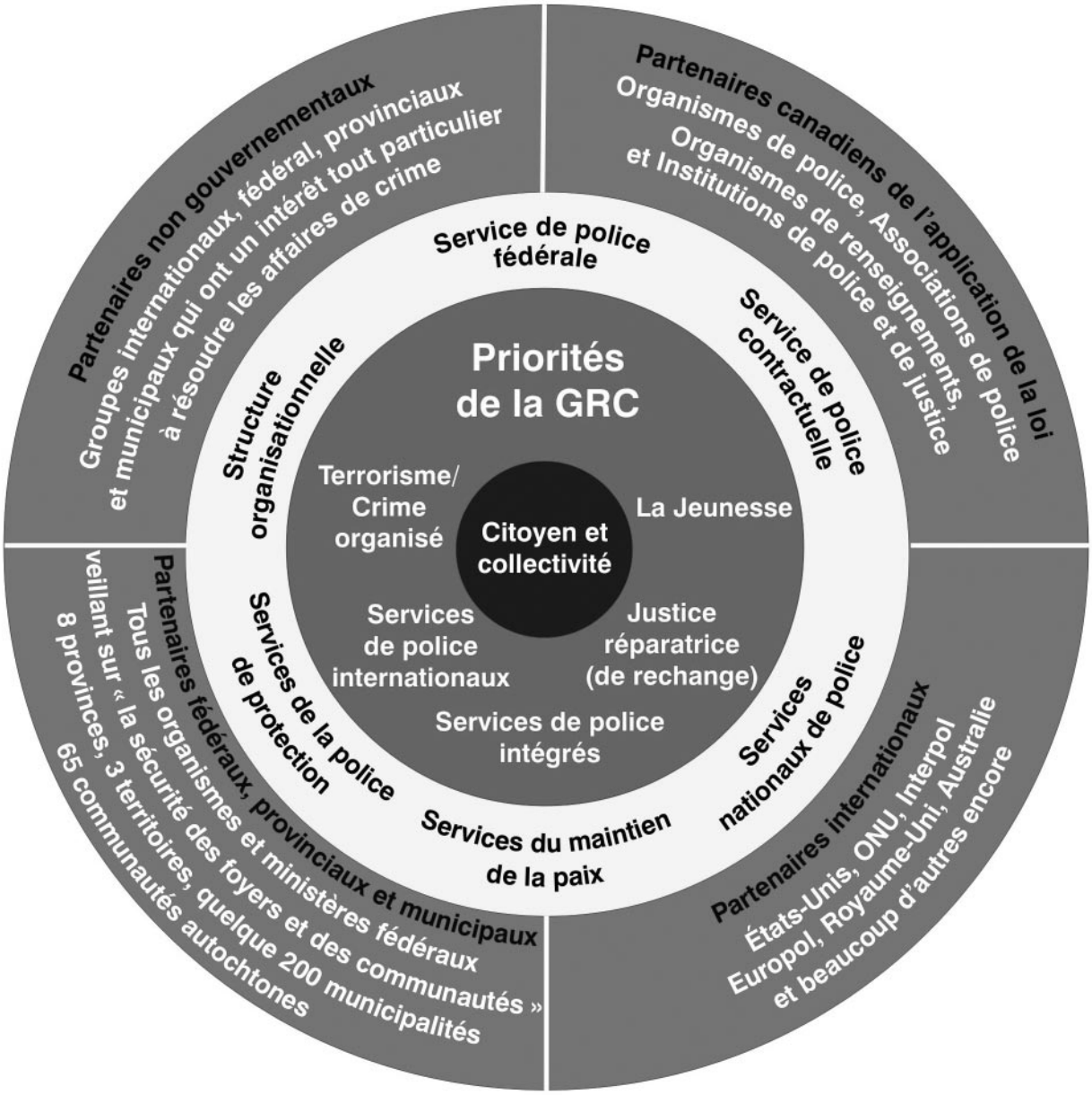


Voici les principales caractéristiques des services de police intégrés :

1. Des priorités communes, aux niveaux national et international – trouver la meilleure façon de tirer le maximum des efforts et des ressources de la police afin d'atteindre des objectifs communs et d'assurer la planification à long terme.
2. La libre circulation des renseignements – transmettre la bonne information à la bonne personne au bon moment en s'appuyant sur un large éventail de sources.
3. L'interopérabilité des systèmes – assurer la communication entre les systèmes de renseignements et d'information d'une organisation à une autre, d'un endroit à un autre.
4. Des économies d'échelle – tirer le maximum des ressources allouées aux services de police et se concentrer sur ce qu'on fait de mieux.
5. Des services harmonisés – éliminer les activités et les services redondants et le fractionnement des fonctions.

Les Services nationaux de police (SNP), épine dorsale de toutes les opérations policières et élément essentiel des **services de police intégrés**, maintiennent des partenariats efficaces avec des organismes d'application de la loi nationaux et internationaux et s'efforcent continuellement d'améliorer ces opérations.

La portée des services de police intégrés



SÉCURITÉ DES FOYERS ET DES COMMUNAUTÉS

La GRC s'est engagée à déployer tous ses efforts et ses ressources pour atteindre ses cinq priorités stratégiques : terrorisme/crime organisé, la jeunesse, les services de police internationaux, la justice réparatrice (de rechange) et les services de police intégrés. Pour les réaliser, nous travaillons en étroite collaboration avec nos collègues et partenaires au Canada et à travers le monde afin de faire face aux menaces fréquentes qui planent sur la sécurité.

Section 2 : Contexte de la planification des services et des programmes

Priorités stratégiques

- Terrorisme/crime organisé
- Jeunesse
- Services de police internationaux
- Justice alternative
- Services de police intégrés

Objectifs stratégiques

- Prévention et éducation
- Renseignements
- Enquêtes
- Application de la loi
- Protection

Tendances influant sur les priorités stratégique de la GRC

La GRC possède une solide capacité d'**analyse de l'environnement** qui lui permet de suivre les nouveaux enjeux et tendances aux niveaux local, national et mondial. Elle peut ainsi non seulement anticiper les défis et les possibilités en matière de changements stratégiques, mais aussi s'adapter afin d'intervenir efficacement dans un environnement en constante évolution.

Effectuée une fois l'an, l'analyse de l'environnement de la GRC vise sept éléments clés : démographie, société, économie, politique et gouvernance, environnement, science et technologie, et services de police.

On peut consulter l'analyse de l'environnement de la GRC pour 2002-2003 aux adresses suivantes :

http://rcmp.ca/enviro/scan2002_june_e.htm (anglais)

http://rcmp.ca/enviro/scan2002_f._juin.htm (français)

On peut aussi y accéder à partir du site Web de la GRC.

Voici des renseignements clés tirés de l'analyse de l'environnement de la GRC pour 2002. Ils décrivent le contexte dans lequel la GRC a établi ses priorités stratégiques.

Terrorisme/crime organisé

Le visage toujours changeant du terrorisme :

- La menace terroriste à laquelle fait face la société contemporaine ne cesse de se métamorphoser, posant un défi de taille aux gouvernements du monde entier sur le plan du renseignement. Les terroristes en puissance n'étant pas nécessairement impliqués dans l'activité criminelle, ils sont difficiles à intercepter. Les organisations terroristes sont de plus en plus sophistiquées et leurs membres, instruits et reliés entre eux par la technologie, opèrent en cellules partout dans le monde.

- Les forces de l'ordre considèrent comme une menace grave le « terrorisme axé sur des intérêts particuliers » (groupes extrémistes qui soutiennent des causes précises par opposition au changement politique en général). L'envergure planétaire des groupes terroristes souligne l'importance d'adopter une approche axée sur les services de police intégrés et l'échange de renseignements entre pays.

Le crime organisé, un enjeu de plus en plus international :

- Les organisations criminelles, dont bon nombre sont associées à des activités terroristes, demeurent la principale menace à la sécurité publique dans les pays développés. De plus en plus polyvalentes, sophistiquées et tournées vers la technologie, elles essaiment à l'échelle transnationale. Le trafic de la drogue et le crime organisé ont fait du recyclage d'argent la deuxième industrie au monde, la circulation d'argent « sale » étant évaluée à trois billions de dollars.
- Sur le plan international, on s'inquiète du lien entre le crime organisé et la déstabilisation sociale dans les pays en développement. La nature transnationale des organisations criminelles exige un effort concerté des forces de l'ordre à l'échelle mondiale.

Jeunesse

Lien entre la disparité économique et les jeunes à risque – comme victimes et contrevenants :

- Partout dans le monde, on reconnaît que la disparité économique accroît le risque de criminalité. Les jeunes hommes sous-employés en milieu urbain forment un groupe particulièrement instable qui peut facilement être entraîné dans le crime organisé ou l'action politique violente telle que l'activité terroriste.

- Au Canada, près de 20 % des enfants vivent dans un foyer à faible revenu. Ces enfants sont deux fois plus susceptibles de connaître la violence et plus de trois fois plus susceptibles de vivre avec un parent dépressif.

Les autorités policières, les gouvernements, les écoles et les organismes privés et communautaires ont tous un rôle à jouer auprès des jeunes. L'intégration des efforts et la mise en commun des renseignements et des ressources aux niveaux local, national et international sont essentielles pour empêcher que des jeunes en milieu défavorisé ne tombent dans la criminalité.

Services de police internationaux

L'accent est de plus en plus mis sur le renforcement des capacités et la formation spécialisée :

- Depuis le 11 septembre 2001, de nombreux pays ont revu leur gestion du renseignement et de l'application de la loi. De plus en plus, ils s'emploient à acquérir des compétences non traditionnelles et à renforcer leur capacité à faire face au nouvel environnement criminel et terroriste.

- Beaucoup de pays ont restructuré ou sont en voie de restructurer leurs fonctions de sécurité, de renseignement et d'application de la loi. L'exemple le plus frappant est le département de la sécurité intérieure des États-Unis, qui regroupera 22 organisations auparavant distinctes. Dans le réexamen de leurs fonctions de gestion du renseignement et l'acquisition de nouvelles compétences, les forces de l'ordre partout dans le monde ont reconnu l'importance d'intégrer les services de police et apprennent de l'expérience des pays alliés.

Justice alternative

Croissance exponentielle de la population autochtone du Canada :

- L'explosion de la population de jeunes autochtones au Canada reflète la situation du tiers monde et entraîne notamment un besoin urgent de création d'emplois pour les Autochtones. On prévoit que 160 000 emplois devront être créés d'ici 2006 pour maintenir la participation actuelle des Autochtones au marché du travail – une augmentation de 50 % du nombre actuel d'Autochtones employés.
- Les Autochtones représentent 18 % de la population carcérale dans les établissements fédéraux, mais ne totalisent que 2,8 % de la population canadienne. Vu le lien important entre la disparité économique et le risque de criminalité, la hausse du niveau de vie de ce groupe constitue une mesure clé de prévention du crime. Les gouvernements, les communautés, la police, les organisations autochtones et le secteur privé ont tous un rôle à jouer pour accroître les possibilités offertes à cette population en pleine croissance.

Les initiatives de justice alternative s'adresseront aussi à des jeunes canadiens.

Dans le cadre du projet Evenhanded, la GRC a mené une enquête conjointe avec la police municipale de Vancouver à Port Coquitlam (C.-B.) sur de présumés meurtres en série commis sur une période de 15 ans – l'une des enquêtes judiciaires les plus médiatisées jamais entreprises.

Des éléments de preuve génétiques ont joué un rôle important dans le dépôt d'accusations contre le suspect.

Services de police intégrés

Les services de police intégrés sont reconnus à l'échelle nationale et internationale comme un élément clé de l'objectif ultime d'assurer la sécurité publique et de bâtir le Canada que nous souhaitons. Ils mettent en jeu les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les services de police publics, les agences de sécurité privées, les entreprises et les citoyens.

La GRC a élaboré une vision préliminaire de l'intégration durable des organismes de sécurité, de renseignements et d'application de la loi. Cette vision repose sur la collaboration à tous les niveaux dans les communautés et avec elles, et avec l'ensemble des services de police et des organismes d'application de la loi – tant au Canada qu'à l'échelle internationale – en vue d'atteindre un même objectif selon des valeurs et des priorités communes. Elle s'appuie sur les principes suivants :

- la **libre circulation des renseignements** à tous les niveaux, à l'intérieur des organisations et entre celles-ci;
- l'**interopérabilité des systèmes** pour assurer des communications en temps réel entre les organisations, d'un côté à l'autre des frontières, d'un continent à un autre;
- des **services harmonisés** pour éliminer les chevauchements et le fractionnement;
- des **économies d'échelle** pour maximiser l'utilité des ressources individuelles et collectives;
- des **priorités stratégiques communes** pour s'assurer que les ressources sont consacrées à l'atteinte d'objectifs communs et que les mesures prises respectent les normes les plus élevées de transparence et de responsabilisation.

Section 3 : Structure des services et des programmes

Priorités stratégiques

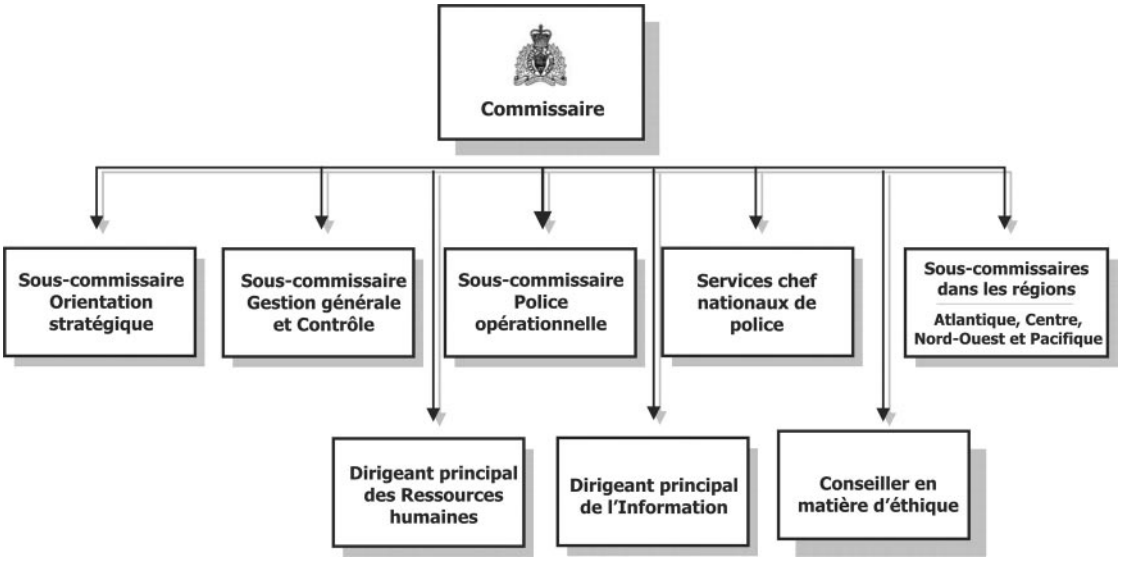
- Terrorisme/crime organisé
- Jeunesse
- Services de police internationaux
- Justice alternative
- Services de police intégrés

Objectifs stratégiques

- Prévention et éducation
- Renseignements
- Enquêtes
- Application de la loi
- Protection

Structure de la direction

En 1996, la GRC a mis en oeuvre un modèle de gestion régionale. Quatre régions relevant de sous-commissaires ont ainsi été formées : Pacifique, Nord-Ouest, Centre et Atlantique. Ce modèle favorise une plus grande participation des membres sur le terrain à la prise de décisions et permet à la GRC d'investir davantage de ressources dans les services de première ligne.

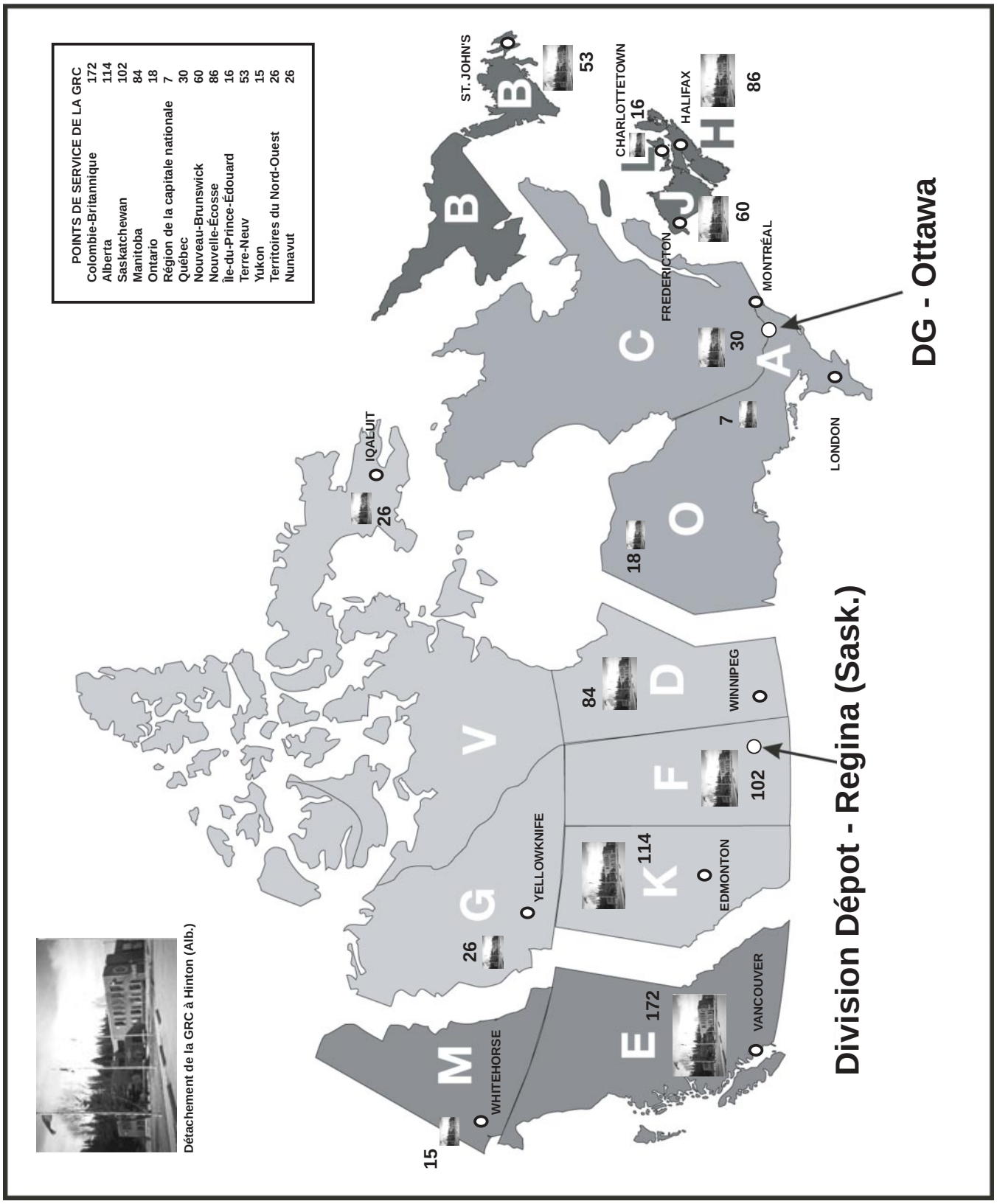


Sous la direction du Commissaire, l'orientation opérationnelle est assurée par les sous-commissaires et commissaire adjoint suivants :

le sous-commissaire à la Police opérationnelle
le sous-commissaire – Région de l'Atlantique (Halifax)
le sous-commissaire – Région du Centre (Ottawa)
le sous-commissaire – Région du Nord-Ouest (Regina)
le sous-commissaire – Région du Pacifique (Vancouver)
le commissaire adjoint aux Services nationaux de police
le sous-commissaire à l'Orientation stratégique
le sous-commissaire à la Gestion générale et au Contrôle

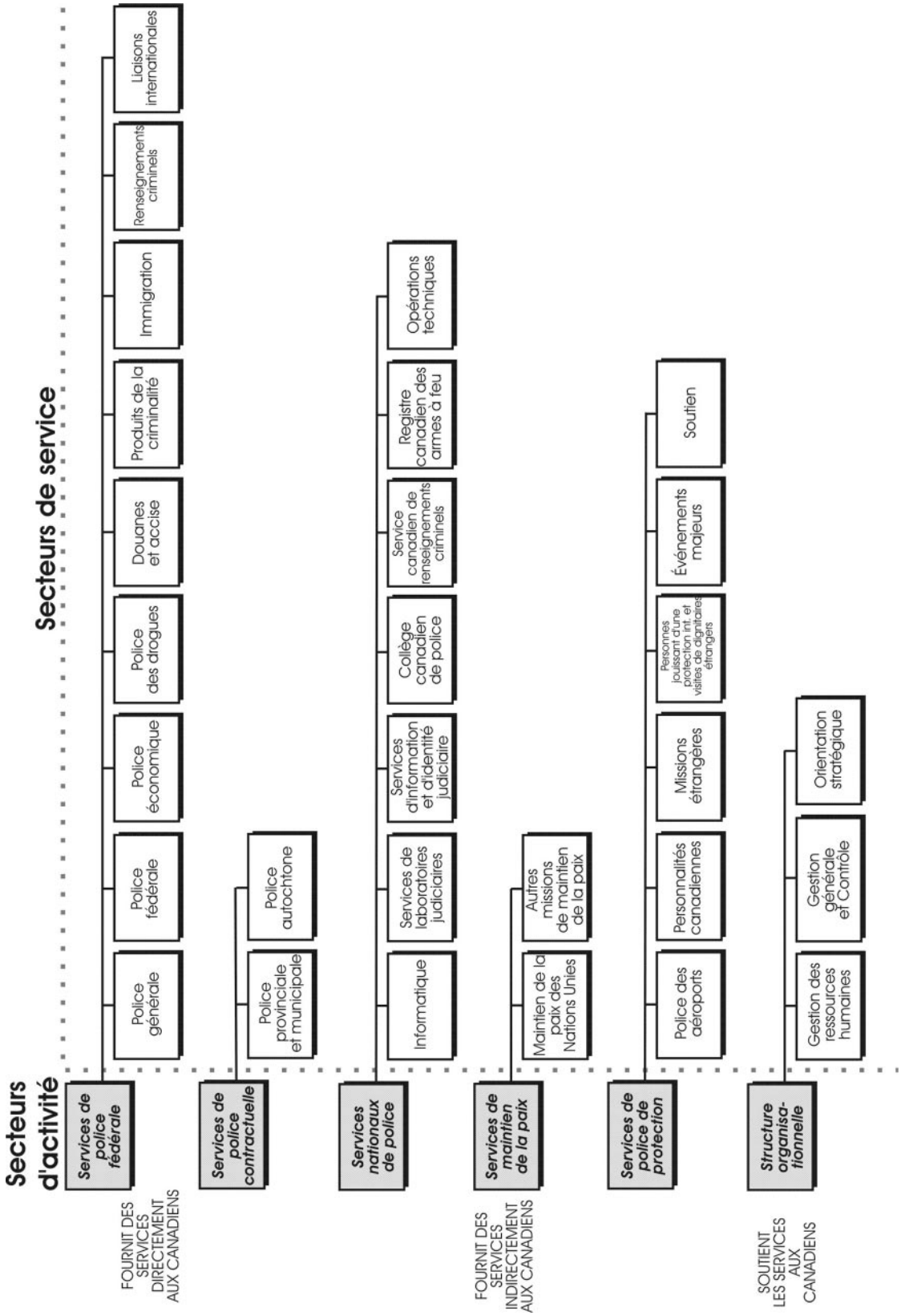
Le dirigeant principal des Ressources humaines, le dirigeant principal de l'Information et le bureau du conseiller en matière d'éthique fournissent à la GRC la structure organisationnelle dont elle a besoin pour atteindre ses buts opérationnels.

Où nous trouver



Outre quatre régions, la GRC compte quatorze divisions en plus de la Direction générale à Ottawa et de la Division Dépôt à Regina où se donne la formation. Chaque province et territoire ainsi que la région de la capitale nationale forment une division. Chaque division est dirigée par un commandant et désignée par une lettre.

Structure des secteurs d'activité



Section 4 : Résultats stratégiques et secteurs d'activité

Priorités stratégiques

- Terrorisme/crime organisé
- Jeunesse
- Services de police internationaux
- Justice alternative
- Services de police intégrés

Objectifs stratégiques

- Prévention et éducation
- Renseignements
- Enquêtes
- Application de la loi
- Protection

Cadre de fonctionnement

Les priorités contenues dans notre cadre stratégique, présenté dans le *Rapport sur les plans et les priorités* de la GRC pour 2002-2003, ont servi à polariser le travail de nos secteurs d'activité sur l'atteinte de nos résultats stratégiques. La GRC compte cinq secteurs d'activité opérationnels : les Services de police fédérale, les Services de police contractuelle, les Services de maintien de la paix, les Services de police de protection et les Services nationaux de police. On décrit ci-dessous les fonctions que chacun est tenu de remplir.

SERVICES DE POLICE FÉDÉRALE

Mandat

Les Services de police fédérale (SPF) ont un mandat national : celui d'offrir des services d'enquête et de police et d'application des lois fédérales aux ministères et organismes fédéraux et aux Canadiens.

Ils assurent les services suivants : **intégrité des frontières** – douanes et accise, exécution des lois fédérales, immigration et passeports, ports et équipes intégrées de la police des frontières (EIPF); **police économique** – infractions commerciales, produits de la criminalité et crimes liés aux marchés; **drogues et crime organisé**; **services de police internationaux** – programme des agents de liaison internationale, maintien de la paix internationale, Interpol et voyages internationaux; **programme des renseignements criminels** – enquêtes/exécutions relatives à la sécurité nationale (p. ex. équipes intégrées de la sécurité nationale [EISN]/sections des enquêtes relatives à la sécurité nationale), renseignements sur le crime organisé et analyses criminelles divisionnaires.

Grâce à une approche multidisciplinaire, intégrée et axée sur les renseignements, les SPF contribuent à l'objectif premier de la GRC d'assurer **la sécurité des foyers et des collectivités**.

Les partenariats et les principes de la police communautaire figurent au coeur des activités des SPF. Ces derniers établissent de façon continue des partenariats avec des organismes gouvernementaux et d'application de la loi fédéraux, provinciaux, territoriaux, municipaux, américains et internationaux afin de recueillir, d'analyser et d'échanger des renseignements criminels.

Ils sont aussi engagés dans la lutte contre l'activité criminelle et terroriste qui ne touche pas nécessairement tous les Canadiens directement, comme le crime organisé aux frontières et dans les ports nationaux, les menaces terroristes, le financement du terrorisme, la criminalité des

entreprises, la fraude par télémarketing, la fraude boursière et la cybercriminalité. Les menaces telles que le terrorisme et le crime organisé ont des répercussions sur les structures sociales, économiques et politiques du Canada ainsi que sur ses infrastructures terrestres, aériennes et maritimes.

Les SPF contribuent à la prospérité et à la stabilité économique du Canada aux niveaux national, provincial, territorial et municipal en décelant et en décourageant l'activité criminelle et terroriste qui menace la sécurité nationale, en enquêtant sur cette activité et en protégeant le Canada et ses citoyens contre ses effets.

Partenaires

Les SPF comptent de nombreux partenaires avec qui ils échangent de l'information et du personnel, regroupent des employés en un même endroit, constituent et gèrent des équipes intégrées, établissent des priorités communes, participent à des groupes de travail et offrent de la formation intégrée et y participent. En voici quelques-uns :

> Banque du Canada, Forces canadiennes, Garde côtière canadienne, ADRC, MDN, SCC, CST, SGC, Interpol, Justice Canada, Transports Canada, ministère des Finances, Santé Canada, Industrie Canada, Patrimoine canadien, SCRC, CIC, MAECI, NORAD, Police civile de la Force des Nations Unies, USINS, CANAFE, DGJ, DGBS, SCRS, entreprises privées (c.-à-d. lignes aériennes internationales, Association des banquiers canadiens), organismes municipaux, provinciaux et territoriaux, et organismes d'application de la loi et services de renseignements canadiens, américaines et internationaux.

SERVICES DE POLICE CONTRACTUELLE

Mandat

Les Services de police contractuelle (SPC) offrent des services de police généraux, assurés principalement par des membres opérationnels, à huit provinces, aux trois territoires, à plus de 200 municipalités, à 65 communautés autochtones[1] et à trois aéroports. La GRC compte au-delà de 700 détachements qui lui permettent d'affecter des membres directement dans les collectivités qu'elle sert. Ces services de première ligne fournis par la GRC découlent d'accords de services de police négociés entre le Solliciteur général du Canada et les provinces, les territoires et les municipalités. Les accords actuels, basés sur le recouvrement des coûts, ont une durée de 20 ans et prendront fin en 2012. La durée des ententes conclues avec les communautés autochtones et les aéroports varie.

En vue d'atteindre l'objectif stratégique d'assurer la ***sécurité des foyers et des collectivités***, les SPC offrent des services de qualité axés sur la police communautaire, c'est-à-dire la prévention et la résolution des problèmes de criminalité locaux, par des moyens proactifs et réactifs, en partenariat avec la collectivité.

Par conséquent, leurs activités reposent sur la consultation des clients et des intervenants, les partenariats avec les collectivités et les organismes locaux, l'habilitation des membres de première ligne et la mobilisation des ressources communautaires, de services de police partenaires et d'autres entités pour compléter leurs propres ressources. Comme les SPC sont à l'écoute de leurs clients et de leurs partenaires, les services qu'ils offrent sont mieux adaptés aux besoins et aux priorités de chaque collectivité. Ils améliorent aussi continuellement la qualité de ces services grâce à des projets pilotes et en adoptant des pratiques exemplaires. Les membres de la GRC affectés à la police contractuelle traitent environ 2,8 millions de dossiers chaque année. Ces dossiers transcendent les besoins des Canadiens en matière d'interactions avec leur service de police. Répondre aux demandes de service, enquêter sur les crimes,

[1] Dans le cadre d'ententes communautaires tripartites (ECT) conclues par le gouvernement fédéral, la province et la communauté autochtone.

prêter assistance au public et s'engager dans la communauté, voilà quelques exemples du genre d'interactions auxquelles prennent part les membres de la GRC.

Pour appuyer ses efforts, la GRC peut compter sur plus de 75 000 bénévoles partout au pays et sur le fait que ses employés font partie intégrante de la structure sociale des collectivités qu'ils servent.

Les SPC améliorent aussi leurs services en appliquant une approche de résolution de problèmes aux victimes, aux contrevenants et au public. Ainsi, ils adaptent diverses stratégies complémentaires à chaque problème et à chaque collectivité.

Les SPC offrent aussi du soutien à tous les autres secteurs d'activité concernant diverses questions : essai et approbation de matériel, modalités et processus policiers, gestion de l'information, défense d'intérêts auprès d'autres intervenants, administration de programmes fédéraux/nationaux, etc.

Le travail accompli par les SPC dans le domaine de la planification, de la gestion et de l'intervention d'urgence, qui touche aussi la Police de protection et les Services de police fédérale, offre un autre exemple de leur intégration à d'autres secteurs d'activité. De plus, les secteurs d'activité collaborent entre eux à la recherche liée au crime organisé, puisque celui-ci a des répercussions sur tous les agents de première ligne et groupes spécialisés et qu'il incombe à tous de le réprimer.

Partenaires

Compte tenu des accords contractuels et des partenariats conclus par la GRC à l'échelle du Canada avec les trois ordres de gouvernement, des organisations non gouvernementales et des particuliers, les SPC considèrent la collectivité canadienne comme leur partenaire dans la résolution des problèmes liés aux crimes. Plus particulièrement, tel qu'on le signale plus haut, ils collaborent étroitement avec huit provinces, les trois territoires, plus de 200 municipalités, 65 communautés autochtones et trois aéroports.

> La GRC a été choisie comme service de police par toutes les provinces qui ne possèdent pas leur propre police provinciale, par tous les territoires, par plus de 200 municipalités et par 65 collectivités des Premières nations selon des ententes communautaires tripartites.

SERVICES DE POLICE DE PROTECTION

Mandat

La Police de protection a pour mandat d'assurer la sécurité des dignitaires canadiens et étrangers et de leurs résidences officielles, et celle des personnes jouissant d'une protection internationale en visite au pays. Ces services sont fournis en temps opportun par des membres hautement compétents et très bien formés qui utilisent des technologies de pointe.

La Police de protection doit composer avec de nombreuses difficultés, comme l'imprévisibilité de la demande, les répercussions au Canada d'événements internationaux et la nature délicate d'opérations à haut risque qui laissent très peu de place à l'erreur. La menace liée au terrorisme et au crime organisé, et la tendance actuelle vers la désobéissance civile viennent accentuer le caractère imprévisible de ses fonctions.

Pour relever ces défis, la Police de protection utilise un groupe d'employés spécialisés déployés stratégiquement au Canada et elle fait appel à d'autres policiers de la GRC partout au pays selon les besoins. Les partenariats font aussi partie intégrante de ses activités : elle collabore avec les services de police locaux, d'autres organismes d'application de la loi et des ministères.

Partenaires

Air Canada, Agence des douanes et du revenu du Canada, Service canadien du renseignement de sécurité, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Défense nationale, services de sécurité étrangers, Service de sécurité de la Chambre des communes, services de police locaux partout au Canada (provinciaux et municipaux), Commission de la capitale nationale, Bureau du Conseil privé, Service de sécurité du Sénat.

SERVICES DE MAINTIEN DE LA PAIX

Mandat

La GRC gère, pour le compte du gouvernement du Canada, la participation des policiers canadiens aux opérations multilatérales qui visent à promouvoir la paix et la sécurité internationales et qui comportent un volet policier.

La GRC fournit des policiers civils ayant les connaissances, les aptitudes, les habiletés et le profil linguistique requis pour répondre aux besoins des missions de maintien de la paix et autres opérations de soutien de la paix. Selon l'entente conclue, la police civile maintient l'ordre suivant un mandat exécutif ou non, surveille, encadre et forme les policiers locaux, et facilite la coopération entre les policiers et les collectivités qu'ils servent. L'objectif est de renforcer la capacité multilatérale afin de rétablir l'ordre et d'aider les services de police locaux à s'acquitter de leurs responsabilités policières conformément aux principes démocratiques.

La décision d'affecter des agents canadiens afin d'appuyer des pays aux prises avec des conflits internes incombe aux ministres du Cabinet responsables des ministères visés (MAECI, ACDI et Solliciteur général du Canada) en vertu de l'Arrangement sur la police civile au Canada, conformément à la politique étrangère du Canada en matière de maintien de la paix. En général, les missions relèvent des Nations Unies.

Le succès global de la participation canadienne aux missions civiles de maintien de la paix dépend de facteurs externes sur lesquels la GRC a peu d'emprise, comme la nature et l'ampleur du conflit interne dans le pays étranger, le professionnalisme, le leadership, les normes et la formation de la police de ce pays et le désir de ses citoyens d'être protégés par leur propre service de police.

Le comm. adj. Peter Miller a occupé le poste de commissaire de police des Nations Unies au Timor oriental de novembre 2001 à mai 2003.

Partenaires

La contribution du Canada au maintien et à la consolidation de la paix repose sur un partenariat réunissant des expertises en perfectionnement, en services de police et en politique étrangère canadienne. L'Arrangement sur la police civile au Canada sert de modèle de travail à la collaboration interministérielle :

> le MAECI fournit une orientation et un leadership en matière de politique étrangère, l'ACDI gère le financement des missions et s'assure qu'elles s'inscrivent dans le vaste cadre de développement démocratique, le SGC, avec l'aide de la GRC, évalue la viabilité d'une mission, les retombées sur les ressources et l'environnement de sécurité, et, pour certaines opérations de soutien de la paix, le MDN collabore étroitement avec la police en lui fournissant des renseignements et un soutien logistique.

La demande croissante de ressources policières à l'appui d'opérations de soutien de la paix a présenté un défi à la GRC. Depuis 1995, celle-ci a formé des partenariats avec plus de 30 services de police provinciaux, régionaux et municipaux au Canada. De nos jours, environ 45 % des policiers participant aux déploiements internationaux proviennent d'un service de police autre que la GRC.

SERVICES NATIONAUX DE POLICE

Mandat

Les Services nationaux de police (SNP) offrent des services de soutien de première ligne essentiels aux organismes d'application de la loi au Canada et à l'étranger. Administrés par la GRC, ils constituent un modèle de services de police intégrés reconnu à l'échelle internationale. Les milieux de la justice pénale, les services de police municipaux et provinciaux, les ministères fédéraux et les organismes d'application de la loi et de la réglementation au Canada, ainsi que des organisations policières étrangères, dont Interpol et le Federal Bureau of Investigation (FBI), ont recours aux outils d'enquête offerts par les SNP.

Les SNP appuient tous les éléments et organismes de la justice pénale partout au Canada : environ 70 % de leurs services et programmes sont offerts à l'extérieur de la GRC. Notamment, les SNP fournissent à plus de 500 corps policiers et organismes d'application de la loi canadiens des services et technologies de pointe pour les aider dans leurs enquêtes criminelles et favoriser ainsi l'atteinte de l'objectif stratégique de la GRC d'assurer **la sécurité des foyers et des collectivités**.

Les SNP s'efforcent d'améliorer la nature, la portée et la qualité des renseignements judiciaires échangés et d'établir une base solide pour ce domaine unique et essentiel. Ils comptent quatre secteurs de service : le Service des laboratoires judiciaires (SLJ), les Services d'information et d'identité judiciaire (SIIJ), le Collège canadien de police et le Service canadien de renseignements criminels (SCRC). Ensemble, ces secteurs offrent aux agents de la paix de première ligne des analyses judiciaires d'éléments de preuve criminels, des services relatifs aux casiers judiciaires et d'information et d'identité judiciaire, des occasions d'apprentissage améliorées et un service d'échange d'information et de renseignements criminels.

Les SNP continuent de participer à de nombreux comités interorganismes et ont formé de nouveaux partenariats à l'appui de l'application de la loi dans toute la collectivité de la justice pénale. Dans le cadre du Symposium des trois pays, les SIIJ ont établi un partenariat avec le FBI aux États-Unis et la Police Information Technology Organization (PITO) au

Royaume-Uni en vue de l'échange de renseignements dactyloscopiques. Le SLJ a aussi conclu un partenariat avec le FBI concernant l'application PDQ (Paint Data Query) et le système CODIS (Combined DNA Index System). (PDQ est une base de données sur les peintures mise au point par la GRC. Norme mondiale en la matière, elle est utilisée par les services de police dans 41 États américains, par le FBI ainsi qu'en Australie, au Japon et dans 31 autres pays, dont ceux de la Communauté économique européenne.) Les SIIJ participent au groupe de travail scientifique du FBI concernant les empreintes digitales, la photographie numérique et la morphologie du pieds.

Les SNP consultent régulièrement leurs partenaires, experts et intervenants, et ils s'appuient sur les conseils stratégiques et les orientations générales que leur fournissent leurs huit comités consultatifs, dont le Conseil consultatif des SNP, formé d'éminents Canadiens issus des secteurs privé et public.

Le **Service des laboratoires judiciaires** (SLJ) effectue des analyses scientifiques d'éléments de preuve recueillis sur les lieux de crime, présente des preuves judiciaires devant les tribunaux et fait de la recherche et du développement dans de nouveaux domaines de la police scientifique, comme l'analyse génétique. Voici ses principales disciplines : la Biologie (ADN), la Chimie (éléments de preuve non biologiques), les Documents, les Armes à feu et la Toxicologie. Les services nationaux centralisés comprennent les explosifs, les contrefaçons (monnaie et documents de voyage) et l'établissement de profils de diamants. Le SLJ compte six emplacements de service et tient, à Ottawa, la Banque nationale de données génétiques (BNDG), qui a aidé des organismes d'application de la loi, tant au Canada qu'à l'étranger, à résoudre des crimes. Les agents d'exécution de la loi partout au Canada tirent profit de l'intégration de la science et du travail policier pour inculper les criminels et disculper les personnes innocentes.

Grâce à un système national d'échange de renseignements, les **Services d'information et d'identité judiciaire** (SIIJ) appuient les organismes d'application de la loi canadiens et internationaux dans les domaines suivants : casiers judiciaires, empreintes digitales, imagerie judiciaire et enfants disparus. Ce secteur novateur travaille aussi à des initiatives telles que l'Identification en temps réel (ITR), qui permettra d'accroître de façon importante la capacité d'échange de renseignements dactyloscopiques, la biométrie, qui facilite l'identification formelle de personnes, et l'Index national de justice pénale (INJP), qui assurera l'échange centralisé de renseignements entre partenaires clés de la justice pénale. Le personnel des SIIJ gère des millions de casiers judiciaires et examine un grand nombre d'empreintes digitales afin de fournir aux enquêteurs criminels au Canada et à l'étranger les outils de pointe dont ils ont besoin pour assurer la sécurité des collectivités au Canada.

Le **Collège canadien de police** (CCP) offre une formation avancée et spécialisée aux services de police canadiens et étrangers, en mettant l'accent sur le crime organisé et multijuridictionnel. Ses priorités stratégiques, qui donnent suite à des recommandations du vérificateur général du Canada, sont l'apprentissage continu des cadres, le crime organisé et le terrorisme, les renseignements et la criminalité technologique.

Le CCP s'est engagé à atteindre l'excellence en formation policière, et ses trois secteurs – l'École des sciences policières, le Centre des cadres policiers et la Bibliothèque – proposent des occasions clés d'apprentissage et de formation à cette fin.

Le CCP offre de la formation aux chefs de police et, comme valeur ajoutée, il appuie les services de police intégrés au Canada : des agents provenant de services de police petits et grands reçoivent la même

formation. De plus, le CCP est doté d'un conseil consultatif, dont les membres représentent la vaste collectivité policière et d'autres intervenants du domaine policier au Canada, qui lui donne des conseils stratégiques et pratiques.

Les installations et les systèmes du **Service canadien de renseignements criminels** (SCRC) visent à améliorer l'échange de renseignements criminels et à unir les organismes d'application de la loi canadiens dans la lutte contre le crime organisé. Le SCRC offre une expertise et un leadership général à ses organismes membres pour les aider à déceler, à réduire et à prévenir le crime organisé et d'autres crimes graves qui touchent le Canada.

Il compte un bureau central établi à Ottawa, qui recueille de l'information et des renseignements criminels auprès de neuf bureaux provinciaux, et qui assure la liaison avec eux. Modèle d'intégration multiorganismes et multijuridictionnelle, le SCRC a pour membres des organismes d'application de la loi fédéraux, provinciaux, régionaux et municipaux et le personnel d'enquête de divers organismes gouvernementaux. Tous contribuent à la collecte, à l'évaluation, à l'analyse et à la diffusion de renseignements sur les organisations criminelles à l'aide du Système automatisé de renseignements criminels (SARC).

La GRC figure parmi les 380 organismes membres du SCRC et, à ce titre, elle a accès à la base de données du SARC et au réseau du SCRC, ce qui lui permet d'obtenir les renseignements sur le crime organisé et autres crimes graves recueillis par tous les organismes d'application de la loi du Canada. Le SCRC aide à rendre nos rues plus sûres en faisant le suivi et en rendant compte non seulement des priorités nationales en matière de renseignements, mais aussi de questions liées au crime organisé et à d'autres crimes graves qui touchent le Canada.

Partenaires

Modèle de services de police intégrés reconnu à l'échelle mondiale, les SNP se distinguent par leurs relations de travail interdépendantes avec plus de 500 organismes d'application de la loi canadiens et internationaux.

Les SNP doivent s'harmoniser avec de multiples organismes grâce à la consultation et aux partenariats puisque environ 70 % des services qu'ils offrent sont destinés à l'extérieur de la GRC. En fait, de nombreuses activités des SNP visent à fournir des services centralisés, si bien que la participation des clients et les partenariats sont essentiels à la crédibilité et à l'efficacité des SNP.

En favorisant un dialogue permanent et en entretenant une étroite collaboration avec leurs clients, les SNP s'assurent qu'ils tiennent compte des besoins de ces derniers dans l'élaboration de leurs programmes et initiatives. La vision de la GRC en matière de services de police intégrés – une tradition de collaboration dans les collectivités et avec elles ainsi qu'avec l'ensemble des organismes d'application de la loi – est concrétisée par les réussites exemplaires des SNP tant au Canada qu'à l'échelle internationale dans l'établissement de nombreux partenariats stratégiques, et par leurs démarches vers une collaboration, une intégration et une interopérabilité accrues.

Principaux partenaires :

Secrétariat du Solliciteur général, Bureau du vérificateur général du Canada, MJ, SCT, ADRC, CIC, MDN, autres organismes du portefeuille du Solliciteur général (SCC, Commission nationale des libérations conditionnelles et SCRS), MAECI, Association canadienne des chefs de police (ACCP), Association internationale des chefs de police, Association canadienne des directeurs d'académie de police, de nombreux autres ministères et organismes fédéraux, autorités et organismes provinciaux, de nombreux collèges et universités, de nombreuses entreprises privées spécialisées, un laboratoire de génoscopie privé entièrement accrédité, organismes sans but lucratif, et services de police et d'application de la loi municipaux, provinciaux et internationaux (Interpol, FBI).

Priorités stratégiques et secteurs d'activité

La première colonne du graphique qui suit contient les priorités stratégiques découlant de notre cadre stratégique. Certaines priorités peuvent être davantage liées à tel ou tel secteur, mais les secteurs d'activité opérationnels de la GRC travaillent collectivement à l'atteinte de nos résultats stratégiques. Les réussites présentées ici ne sont que quelques exemples de ces résultats.

Notons que ces cinq priorités stratégiques sont « horizontales » et relèvent en général de plusieurs secteurs d'activité en même temps. Ainsi, ces secteurs sont interdépendants sur le plan opérationnel, ce qui reflète la complexité du travail policier au quotidien. De plus, collaborent avec la GRC dans la mise en oeuvre de ces priorités, des ministères et des organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux, des administrations et des organismes municipaux, des gouvernements et des organismes internationaux, des groupes de citoyens canadiens et des organisations non gouvernementales.

Priorités stratégiques	Secteur d'activité opérationnel / Priorités	Résultats stratégiques
A Terrorisme / crime organisé	Priorités des Services de police fédérale : ***A, B, C, D, E***	**Terrorisme/crime organisé** • Le nouveau Programme de protection des transporteurs aériens canadiens (PPTAC) est axé sur les renseignements et sur les évaluations de la menace et des risques, et vise à améliorer la sécurité des voyageurs aériens canadiens, à prévenir les attentats terroristes et à accroître la capacité d'intervention opérationnelle en présence de menaces graves. • Kingston (Ont.) – le 5 juillet 2002. Grâce à une collaboration policière internationale, la Section des produits de la criminalité et la Section antidrogue ont mené à bien deux enquêtes d'envergure : elles ont saisi environ 590 kg de cocaïne avec l'aide des autorités au Costa Rica, à Trinité, en Colombie, à Saint-Vincent, à Sainte-Lucie, au Panama et aux Îles Turks et Caicos. • 12 tonnes de pseudoéphédrine ont été interceptées à la suite d'une enquête criminelle sur l'importation de cette drogue par un réseau du Moyen-Orient. • Les programmes nationaux de **dépistage des véhicules contrebandiers et Jetway** ont aidé à saisir plus de 350 M$ en marchandises de contrebande, à arrêter des criminels en déplacement et à recueillir des renseignements sur des activités criminelles et terroristes.
B Jeunesse	Priorités des Services de police contractuelle : ***A, B, C, D, E***	**Jeunesse** • Au Manitoba, la GRC a mis en oeuvre le portail **cyberaide.ca**, qui sert au signalement des cas d'exploitation d'enfants, et le programme Alerte AMBER, et elle a été chef de file dans le domaine des enquêtes sur la fabrication et la distribution de matériel pédopornographique. • Le Groupe intégré de lutte contre l'exploitation des enfants, qui réunit des ressources de la GRC et des services de police de Winnipeg et de Brandon, arrive en tête au Canada pour le nombre d'arrestations effectuées et d'accusations déposées. • À Terre-Neuve, la GRC gère plusieurs programmes uniques destinés aux jeunes à l'échelle de la province. L'un de ces programmes, intitulé « Hands are not for Hitting », est offert dans les écoles et vise à renseigner les enfants sur le caïdage. • La GRC a collaboré avec Justice Canada et des fonctionnaires provinciaux afin d'élaborer et d'organiser des ateliers d'apprentissage interactif sur la Stratégie nationale sur la jeunesse pour les organismes d'application de la loi canadiens. • Le Solliciteur général, Patrimoine canadien et la GRC ont investi 250 000 $ dans une programme visant à offrir à de jeunes autochtones un emploi d'été de 17 semaines pour le permettre d'acquérir discipline, assurance et esprit d'équipe, et les encourager à poursuivre leurs études et à se diriger vers une carrière dans un domaine lié à la justice.

Priorités stratégiques	Secteur d'activité opérationnel / Priorités	Résultats stratégiques
C Services de police internationaux	Priorités des Services de police de protection : ***A, C, E***	**Services de police internationaux** • La GRC a affecté des enquêteurs criminels au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, chargé de poursuivre les principaux responsables des crimes de guerre commis dans ce pays pendant le conflit de 1999. • Trois officiers de la GRC, tous issus de secteurs différents, ont agi à titre de coprésidents canadiens de six groupes de travail lors d'un événement binational organisé par le secrétaire à la Justice des É.-U. et le Solliciteur général du Canada et réunissant plus de 150 fonctionnaires et représentants d'organismes d'application de la loi du Canada et des É.-U. Cet événement annuel jette les bases de partenariats binationaux tout en permettant l'examen de problèmes de criminalité transnationale qui touchent les deux pays. • Interpol a joué un rôle dans le premier échange d'empreintes génétiques, qui a visé à retrouver au Canada une personne recherchée à l'échelle internationale pour avoir commis plusieurs meurtres aux É.-U.
D Justice alternative	Priorités des Services de maintien de la paix : ***A, C, E***	**Justice alternative (réparatrice)** • En Saskatchewan, la GRC a formé un partenariat avec la Federation of Saskatchewan Indian Nations et le ministère provincial de la Justice en vue d'offrir de la formation sur la justice réparatrice dans les collectivités. La Saskatchewan est la province où l'on fait le plus souvent recours par habitant à la justice réparatrice ou à des mesures de rechange.
E Services de police intégrés	Priorités des Services nationaux de police : ***A, C, E***	**Services de police intégrés** • Pour la première fois au Canada, des membres de la Police de protection – Services généraux (PPSG) d'Ottawa ont été assermentés à titre de gendarmes spéciaux par le Service de police d'Ottawa (SPO). Ces agents pourront ainsi intervenir en présence d'incidents qui nécessitent une action policière immédiate en vertu de lois comme le *Code de la route*, la *Loi sur les permis d'alcool* et la *Loi sur la santé mentale* de l'Ontario. • Une évaluation mixte Canada-É.-U. de la menace liée au crime organisé a permis d'améliorer les enquêtes transnationales menées conjointement par la GRC et le FBI. • Un nouveau groupe de travail coopère avec le BKA à des questions opé rationnelles communes liées à la sécurité nationale. • Saisie de 1360 kg de cocaïne – On a procédé à de nombreuses arrestations en Colombie, au Panama, au Mexique et au Canada et on a saisi de la drogue évaluée à 136 M$ au terme d'une enquête sur une organisation criminelle qui avait des liens étroits en Colombie et qui complotait pour importer de la cocaïne au Canada.

La GRC s'est fondée sur ces priorités et résultats stratégiques et sur ces responsabilités pour définir les programmes et les services qu'elle offre aux Canadiens, et elle s'en sert maintenant pour rendre compte de ses résultats.

Section 5 : Résultats stratégiques par priorité stratégique

Priorités stratégiques

- Terrorisme/crime organisé
- Jeunesse
- Services de police internationaux
- Justice alternative
- Services de police intégrés

Objectifs stratégiques

- Prévention et éducation
- Renseignements
- Enquêtes
- Application de la loi
- Protection

Terrorisme / crime organisé

1. RÉDUIRE LA MENACE QUE REPRÉSENTENT LE TERRORISME ET LE CRIME ORGANISÉ

Énoncé de résultat stratégique :

Désorganiser et démanteler les organisations criminelles et terroristes, et les empêcher d'exercer leurs activités au Canada.

Indicateurs de rendement :

- nombre de sous-groupes gravement désorganisés ou démantelés au sein des organisations criminelles et terroristes considérées comme représentant les principales menaces pour le Canada;
- nombre de menaces, d'incidents ou de tentatives interceptés associés à des personnes protégées désignées.

Secteurs d'activité responsables :

- Services de police fédérale
- Services de police de protection
- Services nationaux de police

Extrants/résultats stratégiques :

- Sécurité
  - nous avons mis en place quatre équipes intégrées de la sécurité nationale (EISN) à Vancouver, à Toronto, à Montréal et à Ottawa;
  - nous avons doté en personnel le Groupe de lutte contre le financement du terrorisme (GLFT) pour saisir les occasions de répression financière;
  - nous avons placé des agents de la sûreté aérienne (ASA) dûment formés à bord de vols nationaux et internationaux dont certains présentent une menace particulière;
  - nous avons effectué des évaluations de la menace et des risques pour le Groupe des renseignements relatifs à la protection de l'aviation civile (GRPAC);
  - nous avons créé cinq postes d'agents de liaison adjoints (Kingston, Madrid, La Haye, Beijing et Vienne) afin d'établir de nouveaux partenariats internationaux et d'offrir du soutien en matière d'enquêtes et de renseignements;
  - nous avons saisi aux aéroports de Vancouver, de Toronto et de Montréal pour 170 072 404 $ de marchandises illégales, notamment de la drogue, des passeports contrefaits et des cartes de crédit volées;

- nous avons participé au Conseil fédéral, provincial et territorial sur l'identité afin d'accroître l'intégrité des documents de voyage et des passeports canadiens, et de la procédure d'obtention de la citoyenneté;
- nous avons participé au Groupe de travail technique sur l'intégrité des documents;
- nous avons enrichi le programme de formation d'Immigration et Passeports en ce qui touche à l'examen des documents de voyage;
- nous avons conçu des modules de formation intranet sur le traitement des documents de voyage contrefaits;
- nous avons distribué des bulletins d'alerte de contrefaçon aux organismes d'application de la loi autorisés;
- nous avons créé des équipes intégrées d'exécution de la *Loi sur l'immigration* (EIELI) à Montréal, à Toronto et à Vancouver;
- nous avons mis sur pied trois groupes du recrutement de sources humaines afin d'accroître la capacité de la GRC de prévenir les activités terroristes au Canada et d'enquêter sur ces activités;
- nous avons soutenu la stratégie d'apprentissage relative à la lutte contre le crime organisé : une initiative intégrée de formation sur les sources humaines destinée aux enquêteurs;
- nous avons mis sur pied l'équipe de gestion du Programme du crime organisé pour faire le suivi des paramètres et de l'incidence du crime organisé et du terrorisme;
- nous avons offert la formation sur le modèle SLEIPNIR et sur le modèle opérationnel dans toute la GRC pour améliorer les évaluations de la menace et des risques;
- nous avons produit une évaluation nationale complète de la menace liée au crime organisé et aux autres crimes graves et des bulletins mensuels sur cette menace;
- nous avons publié le *Rapport annuel sur le crime organisé au Canada* du SCRC.

- Contrebande et produits de la criminalité
  - nous avons établi un groupe de travail chargé d'élaborer une matrice d'évaluation de l'incidence des produits de la criminalité du crime organisé;
  - nous avons conçu un module d'introduction aux ressources de renseignements pour les agents d'infiltration;
  - nous avons collaboré avec le BCBP et le BATF des É.-U. dans le contexte du Groupe de travail sur le renseignement à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme;
  - nous avons organisé une conférence internationale en collaboration avec l'ADRC et le BATF;
  - nous avons publié six rapports de renseignements et deux évaluations de la situation relative au tabac effectuées conjointement avec l'ADRC;
  - nous avons déployé cinq techniciens en surveillance pour appuyer les enquêtes à la frontière;
  - nous avons restructuré et accru la capacité de coordination et de gestion du Programme des produits de la criminalité en réponse aux préoccupations soulevées par des organismes centraux au sujet de la répartition stratégique des ressources à l'échelle du pays.
- Technologie
  - nous avons mis en service une nouvelle version de la BNDC, une application Web qui permet de conserver des textes, des photos, des vidéos, des enregistrements audio et d'autres types de fichiers pour les rendre accessibles aux postes de travail de la GRC ayant accès à INFOWEB, qu'ils soient au pays ou à l'étranger;
  - nous avons conçu une nouvelle interface entre le SURS et la BNDC qui a permis d'augmenter de 10 % les fichiers et de 143 % l'information consignée;
  - nous avons ajouté au SRPC une fonction de courriel pour faciliter la communication d'information et de renseignements;
  - nous avons amélioré le SARC afin d'assurer la mise en commun des systèmes de renseignements;

- nous avons équipé les auto-patrouilles à la frontière de postes CIIDS/ROADS pour que les agents aient accès à des renseignements critiques sur les incidents, les véhicules et les personnes et comportement suspects;
- nous avons conçu et construit des systèmes blindés portatifs pour la protection des personnes de marque et les opérations tactiques, équipé six limousines blindées, révisé des véhicules plus vieux et restauré quatre véhicules blindés à six roues; modernisé le Système d'alarme centralisé (SAC) et négocié des contrats d'entretien et de réparation d'urgence dans la région de la capitale nationale; amplifié les systèmes de sécurité vidéo et l'équipement de surveillance dans des immeubles fédéraux désignés; augmenté l'équipement et la capacité des équipes opérationnelles de déploiement rapide et mené des recherches pour le projet d'experts en explosions en milieu urbain.

- Partenariats
  - nous avons signé un PE avec EC concernant les crimes environnementaux impliquant de grandes organisations criminelles;
  - nous avons établi un protocole d'échange de renseignements;
  - nous avons travaillé avec le MJ, l'ADRC et le secteur privé afin d'établir une approche intégrée en matière d'échange de renseignements;
  - nous avons collaboré avec le SCRS, le SCRC, le SGC, Ressources naturelles Canada, le MAECI, l'ADRC et le BCP afin de surveiller l'activité illégale dans l'industrie canadienne du diamant;
  - nous avons participé au groupe de travail sur les protocoles de l'ONU concernant le trafic de personnes;
  - nous avons travaillé étroitement avec des collaborateurs clés et avec CIC dans des aéroports à l'étranger pour freiner l'immigration clandestine;
  - nous avons constitué l'équipe de cogestion internationale (GRC, CIC, ADRC, USBP, USCS et USCG) pour mettre en oeuvre la stratégie d'intégrité de la frontière;
  - nous avons déployé des EIPF à 23 endroits répartis dans les 14 régions des EIPF, dont 94 nouveaux ETP qui travaillent avec de multiples organismes d'application de la loi;
  - nous avons fait des évaluations mixtes de renseignements criminels au Canada;
  - nous avons accru l'interopérabilité des équipes qui luttent contre les organisations terroristes et criminelles, et négocié des détachements d'exécutants avec TC, l'ADRC, CIC et le SCRS;
  - nous avons publié *Ne devenez pas une victime de la contrebande de personnes* en huit langues;
  - nous avons collaboré avec d'autres organismes d'application de la loi afin d'accroître la sensibilisation à la frontière;
  - nous avons élaboré une brochure sur le programme côtier et aéroportuaire;
  - nous avons fixé des priorités nationales communes avec CIC en vue de cibler les organisations criminelles et terroristes qui gèrent des fabriques d'identité;
  - nous avons été membres fondateurs du Groupe de travail national sur le vol d'identité;
  - nous avons formé des enquêteurs en matière d'immigration et de passeports et des enquêteurs financiers, et affecté les ressources d'analyse appropriées à cette priorité.

- Autochtones
  - nous avons affecté des agents des Premières nations à des postes de renseignements ou opérationnels au sein d'EIPF dans la Division O;
  - nous avons constitué dans la Division C un groupe de travail sur le crime organisé dans les Premières nations afin de lutter contre les activités liées au crime organisé à l'intérieur et autour des Premières nations partout au Québec.

Phénomène en pleine croissance, la criminalité dans le domaine de la propriété intellectuelle entraîne des pertes énormes pour l'industrie, l'économie et le gouvernement du Canada, et selon Interpol, elle serait liée au crime organisé et au terrorisme.

Améliorations prévues selon la planification et les priorités établies pour 2003-2004 :

- procéder à des évaluations et à des consultations pour s'assurer que les agents de liaison sont affectés à des endroits stratégiques;
- rendre opérationnelles toutes les équipes de recrutement de sources d'ici octobre 2003;
- élaborer un processus de vérification permettant de saisir des données à l'appui d'indicateurs de rendement de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé;
- assurer le suivi de la réorganisation et de la responsabilisation accrue du Programme des produits de la criminalité;
- accroître les initiatives communes et l'échange d'information et mettre en commun la technologie avec les É.-U. concernant les produits du tabac de contrebande;
- tenir des discussions avec Finances Canada et divers partenaires sur des questions relatives au commerce illicite du tabac;
- produire une brochure sur le trafic de personnes à faire traduire en six langues;
- faire la présentation de sensibilisation à la frontière à tout le personnel des EIPF pour qu'il puisse informer le public, les partenaires et les autres organismes d'application de la loi du rôle des EIPF;
- renforcer la capacité de recherche du Programme du crime organisé pour opposer aux organisations criminelles des contre-mesures proactives et stratégiques;
- resserrer les liens avec des ministères, le milieu universitaire et des ONG;
- produire une évaluation nationale de la menace liée au crime organisé et aux autres crimes graves au Canada.

Principaux partenaires :

- organismes d'application de la loi canadiens et étrangers, ministères, organismes municipaux, provinciaux et territoriaux, Police civile de la Force des Nations Unies, USINS, CANAFE, DGJ, DGBS, SCRS, secteur privé (Association des banquiers canadiens, lignes aériennes internationales).

Jeunesse

2. RÉDUIRE LA PARTICIPATION DES JEUNES AUX ACTIVITÉS CRIMINELLES

Énoncé de résultat stratégique :

Investir dans le mieux-être à long terme des collectivités en mettant en oeuvre des activités de prévention de la criminalité visant les jeunes dès l'enfance et axées sur les causes sociales sous-jacentes.

Indicateurs de rendement :

- nombre de membres de la GRC qui ont reçu une formation sur les principes et les dispositions de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA);
- nombre de membres de la GRC qui ont pris part à des occasions d'apprentissage nationales ou divisionnaires liées à la priorité jeunesse de la GRC;
- nombre de membres de la GRC qui ont reçu une formation sur la prévention du crime par le développement social (PCDS).

Secteur d'activité responsable :

- Services de police contractuelle

Extrants / résultats stratégiques :

- Formation / apprentissage
  - nous avons mis l'accent sur des méthodes de prévention du crime qui ciblent les risques pour les enfants et les jeunes;
  - nous avons informé les policiers au sujet de la LSJPA et de ses principes;
  - nous avons collaboré afin de réduire des risques précis pour les jeunes (drogues, victimisation sexuelle, crimes liés à Internet, violence familiale, etc.);

Depuis six ans, les membres du Détachement de la GRC à Grande Prairie organisent un camp d'une semaine, appelé Camp Little Buffalo, pour les jeunes à risque de participer à des activités criminelles. Les membres font don de leur temps pour encadrer ces jeunes, âgés de 11 à 13 ans.

- nous avons renseigné les employés sur le syndrome d'alcoolisme foetal (SAF);
- nous avons évalué les programmes pour nous assurer qu'ils prenaient en compte les problèmes des jeunes et certaines populations de jeunes, dont les jeunes autochtones;
- nous avons distribué aux employés de la documentation de formation complète sur le système de justice pour les adolescents;
- nous avons tenu des séances de formation sur la LSJPA dans tous les territoires et provinces;
- nous avons organisé des ateliers sur la LSJPA partout au pays;
- nous avons coordonné un atelier national sur la priorité jeunesse pour les membres de toutes les divisions;
- nous avons collaboré avec nos partenaires fédéraux et d'autres services de police à l'élaboration de modèles de formation intégrée sur les drogues de club et les raves;
- nous avons mis en oeuvre des programmes de liaison avec les écoles à l'échelle du pays afin d'appuyer le Programme de sensibilisation aux dangers de la drogue (DARE) et le site Web choix.org, qui visent tous deux la prévention du crime et de la victimisation chez les jeunes;
- nous avons élaboré de la documentation de formation sur la PCDS et sur le SAF.

- Intervention
  - toutes les divisions ont fait de la jeunesse une priorité stratégique;
  - nous avons élaboré une politique sur le SAF;
  - nous avons fait le suivi du recours aux mesures extrajudiciaires prévues par la LSJPA;
  - nous avons lancé des projets pilotes à l'Î.-P.-É. et au Yukon visant à analyser les problèmes des jeunes, à déterminer les ressources nécessaires et à appuyer les ressources communautaires (travailleurs d'approche auprès des jeunes, coordonnateur communautaire);
  - nous avons mis au point un site Web de signalement en direct des cas de pédopornographie (cyberaide.ca), géré par Child Find Manitoba;
  - nous avons mené des consultations auprès de trois populations de jeunes particulières : les jeunes victimes d'agression sexuelle, les jeunes autochtones et les jeunes de minorité visible;
  - nous avons prêté notre concours à Santé Canada pour l'Étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants;
  - nous avons recueilli des données sur les connaissances des membres de la GRC à l'égard de la LSJPA et de la justice réparatrice.

Améliorations prévues selon la planification et les priorités établies pour 2003-2004 :

- améliorer la documentation de formation sur la PCDS;
- accroître les occasions d'apprentissage offertes aux membres sur la PCDS;
- rédiger des brochures d'information à l'intention des jeunes et des parents sur la LSJPA et sur les répercussions de posséder un casier judiciaire;
- mettre au point un guide d'interaction avec des populations de jeunes particulières;
- soutenir les communautés autochtones dans leurs efforts de prévention de la violence familiale, du suicide et d'autres formes de victimisation.

Principaux partenaires :

- MJ, SGC, Centre national de prévention du crime, Santé Canada, Industrie Canada, MAINC, Patrimoine canadien, MAECI, ACCP, autres services de police, ministères et organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux, organisations non gouvernementales, bénévoles auprès des jeunes.

La GRC, en partenariat avec le gouvernement du Yukon et des organismes des Premières nations, a élaboré un programme intégré de sensibilisation aux drogues pour les élèves de la maternelle à la 12e année.

Initiative unique au Canada, le programme SASSY (Substance Abuse Strategy and Solutions Yukon) permet de réduire la violence et les perturbations en classe.

Le groupe chargé de SASSY a aussi rédigé une brochure intitulée Keeping Youth Drug Free pour aider les adultes à aborder la question des drogues avec les jeunes.

Services de police internationaux (y compris aux Maintien de la paix)

3. OFFRIR UN SOUTIEN EFFICACE AUX OPÉRATIONS INTERNATIONALES, Y COMPRIS AUX MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

Énoncé de résultat stratégique :

Offrir un soutien efficace aux opérations et initiatives internationales en appliquant des pratiques modernes de gestion et d'évaluation.

Fournir des services qui répondent aux besoins de nos clients et partenaires nationaux et internationaux.

Contribuer aux priorités communes liées à la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

Indicateurs de rendement :

- degré de satisfaction exprimé par les partenaires quant à la qualité des partenariats;
- efficacité des services de police locaux en matière de lutte contre le crime transfrontalier;
- augmentation du volume de données valables reçues sur la criminalité et le terrorisme;
- déplacements sécuritaires des personnes jouissant d'une protection internationale (PPI) et des dignitaires canadiens;
- sécurité du transport aérien.

Secteurs d'activité responsables :

- Services de police fédérale
- Services de police de protection
- Services nationaux de police

Extrants / résultats stratégiques :

- nous avons constitué l'équipe de cogestion internationale (GRC, CIC, ADRC, USBP, USCS et USCG) pour mettre en oeuvre la stratégie d'intégrité de la frontière;
- nous avons participé à de nombreux comités et sous-comités internationaux (p. ex. WITS, ILETS, CNC sur le crime organisé, Conseil de l'Europe et Groupe de recherche de Lyon du G8) afin d'établir des contacts et de faciliter les échanges dans la collectivité du renseignement;
- nous avons organisé des ateliers et des séminaires de formation internationaux;
- nous avons participé à des enquêtes à l'étranger avec les services de police et de renseignements compétents (groupe de travail canado-chinois sur l'immigration illégale, aide aux pays membres d'Europol en matière de formation sur la protection des sources et des témoins);
- nous avons conçu un module de gestion de l'information et de création de rapports sur les crimes pour les activités d'importance transnationale;
- nous avons établi une méthode de diffusion pour les renseignements criminels à transmettre au groupe de gestion de l'information du Maintien de la paix internationale;
- nous avons offert une expertise policière canadienne hautement qualifiée et novatrice aux missions de maintien de la paix;
- nous avons appuyé la mise en oeuvre de programmes communautaires canadiens fructueux sur le « théâtre des opérations » dans le cadre de missions de l'ONU, en collaboration avec les services de police locaux;
- nous avons entrepris un projet de police communautaire avec la République dominicaine sous les auspices de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD).

Première dans le domaine des services de police internationaux – deux policiers ont été déployés afin de collaborer avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à l'établissement de conditions sécuritaires (formation et liaisons) dans les camps de réfugiés en Guinée.

Améliorations prévues selon la planification et les priorités établies pour 2003-2004 :

- poursuivre les évaluations et les consultations pour s'assurer que les agents de liaison occupent des postes dans des endroits stratégiques à l'appui de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme;
- mettre sur pied un comité pour évaluer la formation en collaboration avec des partenaires internationaux;
- constituer des groupes de travail nationaux et internationaux sur le maintien de l'ordre public;
- établir de nouveaux contacts dans la collectivité internationale du renseignement;
- élaborer un PE entre la GRC et le SCRS prévoyant une collaboration accrue et établissant des protocoles d'échange.

Principaux partenaires :

- organismes d'application de la loi canadiens et étrangers, ministères, organismes municipaux, provinciaux et territoriaux, Police civile de la Force des Nations Unies, USINS, SCRS, secteur privé (lignes aériennes internationales).

Justice réparatrice (alternative)

4. FAVORISER LA JUSTICE RÉPARATRICE (ALTERNATIVE)

Énoncé de résultat stratégique :

Utiliser des méthodes policières adaptées aux besoins et à la culture des collectivités en privilégiant des solutions de rechange au système de justice pénale traditionnel qui permettent de réduire la récidive et qui tiennent compte à la fois de la victime et du contrevenant.

Indicateurs de rendement :

- les collectivités sont réceptives aux approches de justice réparatrice, dont les forums de justice communautaire;
- nombre de séances de formation sur les forums de justice communautaire tenues;
- normalisation de la formation sur la justice réparatrice;
- tendances dans le nombre d'adultes déjudiciarisés;
- tendances dans le nombre de jeunes traités selon des processus de justice réparatrice plutôt que par le système de justice traditionnel.

Secteur d'activité responsable :

- Services de police contractuelle

Extrants / résultats stratégiques :

- nous avons amélioré le système RSO : modifications du système, rapports remaniés, nouvelles fonctions et capacité de révision en direct;
- nous avons effectué un exercice prospectif national afin de planifier des priorités stratégiques;
- nous avons élaboré un plan de mise en oeuvre de la justice réparatrice comprenant une proposition de financement;
- nous avons collaboré avec des organismes fédéraux à la mise en place de processus visant à évaluer l'incidence des activités de justice réparatrice;

- nous avons donné aux employés des instructions sur les techniques à utiliser pour recueillir des données sur les mesures de justice réparatrice;
- nous avons examiné les pratiques afin de surveiller les tendances dans le domaine de la justice alternative;
- nous avons analysé des données sur l'incidence de la formation sur les forums de justice communautaire et des efforts de résolution des conflits dans les districts scolaires;
- nous avons participé à la Conférence nationale sur la justice réparatrice, tenue conjointement avec l'Association canadienne de justice pénale et portant sur les questions et les problèmes liés à la justice alternative;
- nous avons participé au Groupe consultatif national sur la justice réparatrice;
- nous avons revu la politique nationale sur le recours à la justice réparatrice;
- nous avons fourni au Réseau de justice autochtone des ressources afin d'améliorer la compréhension des forums de justice communautaire et de l'histoire et de la culture autochtones.

Améliorations prévues selon la planification et les priorités établies pour 2003-2004 :

- terminer les normes de formation sur les forums de justice communautaire (composantes « formation des formateurs » et « formation des animateurs »);
- mettre à jour toute la documentation sur la justice réparatrice en fonction des principes nationaux et internationaux en la matière.

Principaux partenaires :

- MJ, SGC, MAINC, Centre national de prévention du crime, fonctionnaires provinciaux et territoriaux.

Services de police intégrés

5. FAIRE PREUVE DE LEADERSHIP DANS LES SERVICES DE POLICE INTÉGRÉS À TOUS LES NIVEAUX

Énoncé de résultat stratégique :

Favoriser l'échange de renseignements criminels, d'outils et de techniques d'enquête et d'information, et la gestion stratégique des ressources aux niveaux municipal, provincial, national et international de l'application de la loi.

Former des partenariats à l'appui d'opérations policières internationales visant à établir des infrastructures civiles et démocratiques à l'étranger.

Favoriser l'analyse de renseignements et la formation sur les enquêtes spécialisées afin d'obtenir des résultats à un coût direct moindre.

Faire avancer les enquêtes grâce au soutien scientifique et technique et au dépôt de données offerts par les SNP.

Indicateurs de rendement :

- degré de satisfaction exprimé par les partenaires quant à la qualité des services et des partenariats;
- diffusion de données exactes et nombre d'enquêtes criminelles améliorées;
- efficacité des services de police locaux en matière de lutte contre le crime transfrontalier;
- volume de données valables sur la criminalité et le terrorisme reçues et analysées;
- degré de satisfaction des partenaires du SCRC à l'égard de la qualité et de l'actualité des renseignements criminels;
- déplacements sécuritaires des personnes jouissant d'une protection internationale (PPI) et des dignitaires canadiens;
- sécurité du transport aérien;
- nombre de correspondances établies entre des lieux de crime situés dans des juridictions différentes grâce aux outils judiciaires et à la comparaison d'empreintes digitales;

- inclusion des ressources des partenaires/clients/intervenants dans l'exécution du programme des SNP – détachement de ressources auprès d'organismes partenaires;
- réduction de l'arriéré de travail et des erreurs – méthodes plus rapides et plus efficientes de produire des fiches dactyloscopiques;
- adoption de normes, d'outils et de règles administratives communs pour l'échange d'information et l'interopérabilité de l'INJP;
- recherches accrues dans le domaine de la modélisation anatomique et de la reconstitution virtuelle des lieux de crime;
- nombre de normes de formation, participation à des réseaux d'échange de pratiques (en personne ou de façon virtuelle), partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur;
- attribution de crédits universitaires pour des cours du CCP.

Secteurs d'activité responsables :

- Services de police fédérale
- Services de police contractuelle
- Services de maintien de la paix
- Services de police de protection
- Services nationaux de police

Extrants/résultats stratégiques :

- Formation/apprentissage
  - nous avons organisé des ateliers et des séminaires de formation, et travaillé conjointement avec des services de police municipaux et provinciaux afin d'établir des plans, offrir de la formation, assurer un déploiement opérationnel et mettre en commun les ressources lors d'événements risquant de perturber l'ordre public (Sommet du G8, visite du pape);
  - nous avons participé à des enquêtes à l'étranger avec les services de police et de renseignements compétents (groupe de travail canado-chinois sur l'immigration illégale, aide aux pays membres d'Europol en matière de formation sur la protection des sources et des témoins);
  - nous avons participé à des équipes mixtes de renseignements sur le maintien de l'ordre public pour notamment assurer la liaison essentielle en vue de la coordination nationale et internationale des renseignements et de l'information;
  - nous avons parrainé un réseau d'échange de pratiques pour l'apprentissage de la police grâce à des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur;
  - nous avons fondé le Groupe d'action international pour la formation en enquêtes sur la cybercriminalité (GAIFEC) et continuons de faire partie de l'Association canadienne des intervenants en formation policière (ACIFP);
  - nous avons collaboré avec Bénévoles Canada à la rédaction d'une brochure informative sur la vérification des antécédents judiciaires pour la sélection des bénévoles;
  - nous avons mis à jour les programmes de formation du CCP dans un souci de qualité et d'actualité, procédé à des analyses de l'environnement et adopté de nouvelles normes de formation – les enquêteurs font souvent valoir devant les tribunaux leur formation au CCP comme preuve de leur expertise;
  - nous avons travaillé à accroître le volume de formation offerte par le CCP via Internet et amélioré l'apprentissage à distance et la formation en enquêtes sur Internet – nous avons donné des cours à Vancouver (C.-B.), à Brampton (Ont.), à St. John's (T.-N.) et aux Bermudes.
- Partenariats
  - nous avons resserré les partenariats nationaux et internationaux avec les organismes d'application de la loi afin de produire des évaluations de la menace plus à jour et plus pertinentes;
  - nous avons constitué l'équipe de cogestion internationale (GRC, CIC, ADRC, USBP, USCS et USCG) pour mettre en oeuvre la stratégie d'intégrité de la frontière, et déployé des EIPF à 23 endroits répartis dans les 14 régions des EIPF, dont 94 nouveaux ETP qui travaillent avec de multiples organismes d'application de la loi;

- nous avons renforcé nos partenariats avec des organismes d'application de la loi canadiens et internationaux et nos clients externes afin de promouvoir l'adoption des normes du National Institute of Standards and Technology (NIST) pour l'échange d'empreintes digitales, d'empreintes palmaires et de portraits-robots, et l'identification de cicatrices, de marques et de tatouages;
- nous avons signé un PE avec le FBI concernant l'utilisation d'un module de gestion de l'information et de création de rapports sur les crimes, conforme aux normes du NIST, pour les activités transnationales;
- nous avons établi une méthode de diffusion pour les renseignements criminels à transmettre au groupe de gestion de l'information du Maintien de la paix internationale;
- nous avons créé des EISN à Montréal, à Ottawa, à Vancouver et à Toronto en collaboration avec l'ADRC, CIC, le SCRS, Transports Canada et des organismes d'application de la loi municipaux et internationaux;
- nous avons signé un PE avec CIC redéfinissant le partenariat d'application de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR);
- nous avons fixé des priorités nationales communes avec CIC;
- un agent de renseignements de CIC a été détaché auprès de la GRC;
- nous avons rédigé une ébauche de PE avec la Direction des droits et des taxes d'accise de l'ADRC sur la répartition des responsabilités d'enquête et d'application de la loi;
- nous avons détaché quatre agents d'application de la loi provinciaux et municipaux (OPP, Montréal, Toronto et Halifax) au bureau d'Interpol Ottawa, qui coordonne les grandes initiatives internationales pour le Secrétariat général d'Interpol à Lyon, en France;
- nous avons élaboré une stratégie portuaire nationale en partenariat avec TC;

La Banque nationale de données génétiques (BNDG) a permis d'établir 474 correspondances avec des contrevenants. Elle contient 17 906 profils de condamnés et 3 919 profils prélevés sur des lieux de crime, pour un total de 21 825 profils.

- nous avons mis au point avec TC des protocoles opérationnels pour le PPTAC;
- nous avons rédigé un mémoire au Cabinet sur la sécurité maritime;
- un employé de TC a été détaché afin d'effectuer des évaluations de la menace pour les fonctions de protection;
- nous avons conclu un PE avec le bureau du Médecin légiste en chef de l'Alberta en janvier 2002 pour la prestation de services de toxicologie.

• Autres activités

- nous avons doté en personnel le Groupe de lutte contre le financement du terrorisme (GLFT), qui coordonne les renseignements financiers, les analyses, les priorités et les poursuites, en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux;
- nous avons terminé la version 1.0 du logiciel RECOL (Signalement en direct des crimes économiques), qui permet de regrouper et de profiler les plaintes du public et de les transmettre aux organismes d'enquête compétents;
- nous avons effectué une analyse de rentabilisation sur la faisabilité d'utiliser un format Web pour l'OIGPC;
- nous avons conféré le titre de gendarme spécial surnuméraire (GSS) de la Sous-direction du crime organisé aux policiers affectés à une OPC transjuridictionnelle;
- nous avons amélioré la stratégie des EIPM afin d'accroître notre capacité d'analyse des fraudes en valeurs mobilières;
- nous avons conservé un rôle de chef de file dans le consortium du système Market Integrity Computer Analysis (MICA);

- nous avons mis sur pied le Groupe des renseignements relatifs à la protection des personnalités canadiennes et le Groupe des renseignements relatifs à la protection de l'aviation civile afin d'accroître la capacité de renseignements;
- nous avons élaboré des sondages pour recueillir des données de base sur le degré de satisfaction des partenaires et des intervenants afin de satisfaire aux besoins en matière de gestion du rendement aux niveaux national et international;
- nous avons encouragé l'utilisation du processus national d'évaluation de la menace établi par le SCRC;
- nous avons évalué l'application de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité* à l'aide d'outils de mesure du rendement (examens de dossiers, entrevues);
- nous avons amélioré le soutien opérationnel, ou « capacité de pointe », offert par le SLJ et contribué au maintien d'un service de haut niveau.

• Technologie/matériel

- nous avons renouvelé et modernisé les outils technologiques qui facilitent les opérations policières : CIPC, Stratégie nationale de radio (2 734 377,36 $ pour améliorer les systèmes radio des EIPF), SIRP, Index national de justice pénale, SCIC II (pour l'interception légale des communications privées);
- nous avons examiné la technologie d'identification des empreintes génétiques afin d'harmoniser et d'intégrer davantage les services à ceux de nos partenaires de la justice pénale;
- nous avons conclu des protocoles d'entente, des ententes ou des marchés avec des intervenants de la justice pénale;
- nous avons versé dans la BNDG des profils d'identification génétique provenant de lieux de crime;
- nous avons établi 32 correspondances entre des échantillons prélevés sur les lieux de crimes commis dans des juridictions différentes;
- nous avons accru le recours au Système automatisé d'identification dactyloscopique (SAID) conforme aux normes du NIST par les utilisateurs fédéraux, provinciaux, locaux et internationaux;
- nous avons amélioré la sécurité et la fonctionnalité de l'application SARC du SCRC;
- nous avons intégré des technologies et des mises à niveau aux services offerts grâce à l'identification en temps réel (ITR), au Système d'inscription, de mise à jour et de contrôle des casiers judiciaires/d'entrée directe (SIMCCJ-ED) et au Système d'accès régional au SAID (SARSAID);
- nous avons utilisé l'ITR, les normes du NIST, le SIMCCJ-ED et le SARSAID pour transmettre des images et des photographies à haute résolution;
- nous avons terminé l'élaboration des spécifications fonctionnelles et des besoins en matière de données et certains travaux de conception afin d'établir une plate-forme normalisée pour l'Index national de justice pénale (INJP);
- nous avons élaboré une stratégie de financement à long terme pour le développement de l'INJP;
- nous avons acheté des dactyloscanneurs pour les principaux passages frontaliers, aéroports, ports et services de police afin de permettre la transmission électronique d'empreintes digitales, d'empreintes palmaires et de photographies au site du SAID.

Améliorations prévues selon la planification et les priorités établies pour 2003-2004 :

- le projet de modélisation anatomique et de reconstitution virtuelle des lieux de crime est suspendu en raison des résultats mitigés et de nouvelles priorités;
- mettre sur pied un comité pour évaluer la formation internationale en collaboration avec des partenaires internationaux, p. ex. CICAD;
- pour la stratégie d'intégrité de la frontière, étudier la colocation, l'interopérabilité radio et le lancement d'une campagne de sensibilisation à la frontière;

- constituer une équipe locale/régionale de gestion chargée de concrétiser les priorités nationales communes liées à la LIPR; évaluer le partenariat avec CIC;
- terminer l'examen de l'ébauche de PE entre la GRC et l'ADRC sur la répartition des responsabilités d'enquête et d'application de la loi;
- établir officiellement des partenariats concernant RECOL avec d'autres organismes d'application de la loi et d'enquête dans les secteurs réglementaire et privé;
- former un partenariat avec le Centre national d'enquête sur la criminalité en col blanc, nouvel organisme à but non lucratif;
- mettre sur pied des équipes intégrées d'enquête dans les ports de Vancouver, de Montréal et de Halifax – chaque équipe comptera huit membres de la GRC et travaillera avec l'ADRC et le service de police local;
- constituer des groupes de travail nationaux et internationaux sur le maintien de l'ordre public – améliorer et rendre officielle la stratégie de collaboration afin de communiquer avec les intervenants lors d'événements risquant de perturber l'ordre public;
- appuyer la mise en oeuvre nationale de l'OIGPC comme moteur d'intégration;
- établir de nouveaux contacts dans la collectivité internationale du renseignement;
- élaborer un PE entre la GRC et le SCRS prévoyant une collaboration accrue et établissant des protocoles d'échange;
- étendre l'utilisation du titre de gendarme spécial surnuméraire à d'autres services de police suivant l'expansion du concept d'UMECO;
- mettre sur pied des EIPM à Toronto, à Vancouver, à Montréal et à Calgary;
- améliorer les solutions radio temporaires des EIPF;
- continuer d'intégrer et d'harmoniser les programmes des SNP à ceux des clients, des partenaires et des intervenants;
- mettre en oeuvre la norme du NIST afin d'être « prêts à utiliser » tous les dispositifs biométriques futurs;
- accroître l'utilisation du SARC par les organismes d'application de la loi canadiens;
- intégrer le réseau complet d'organismes de justice pénale et d'application de la loi à l'aide de l'INJP;
- faire reconnaître des cours du CCP par les universités canadiennes;
- continuer de développer et de mettre en oeuvre des plates-formes technologiques normalisées offertes par l'ITR, le NIST, le SIMCCJ-ED et le SARSAID;
- amorcer des discussions avec les partenaires participant à l'Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité et les organismes centraux afin de préciser notre cadre de collecte de données et de rapports;
- mettre en oeuvre, appuyer et valider une nouvelle technologie afin de fournir une nouvelle gamme d'outils scientifiques pour la détection des preuves médico-légales;
- renforcer les partenariats avec les organismes d'application de la loi canadiens et internationaux et nos clients externes afin de promouvoir l'adoption des normes du NIST;
- accroître le pourcentage d'atteinte des délais de traitement visés selon les normes de service adoptées par le SLJ;
- sonder les organismes membres et les partenaires du SCRC afin de recueillir des données de base sur la qualité et la rapidité des services;
- élaborer au CCP un nouveau programme d'études et un nouveau cours destiné aux cadres supérieurs – poursuivre les démarches en vue d'obtenir l'attribution de crédits universitaires pour des cours offerts par le CCP;
- établir des partenariats en matière de sécurité publique et mettre en oeuvre des systèmes permettant d'échanger des renseignements électroniques rapidement.

Principaux partenaires :

- SGC, BCP, CPM, ACDI, SCRC, MDN, CIC, ACCP, TC et autres organismes et ministères fédéraux, Interpol, Europol, groupe d'experts du G8 sur le crime organisé transnational et le terrorisme international, CICAD de l'Organisation des États américains, Association internationale des chefs de police, International Association of Intelligence Analysts, organismes d'application de la loi aux É.-U., en Angleterre, en Australie et ailleurs dans le monde, services judiciaires et de police provinciaux, territoriaux et municipaux, établissements d'enseignement/de formation policière, Comité directeur pour l'Initiative sur la justice intégrée (IJI), Conseil canadien de la sécurité.

Répondre aux besoins de la collectivité

6. MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA COLLECTIVITÉ

Énoncé de résultat stratégique :

Cibler les groupes extrêmement susceptibles de commettre des crimes avec violence.

Venir en aide aux groupes qui, selon les statistiques, sont les plus susceptibles d'être victimes de violence (enfants, personnes âgées, groupes ethnoculturels, Premières nations, femmes, etc.).

Améliorer les services offerts à l'ensemble des organismes d'application de la loi.

Indicateurs de rendement :

- tendances dans le nombre de crimes contre la personne signalés à la police;
- tendance dans les taux de victimisation d'après les enquêtes sur la victimisation;
- documentation d'apprentissage sur la prévention du crime et la victimisation prête à distribuer;
- nombre d'organismes partenaires collaborant avec la police aux programmes de sensibilisation;
- nombre de policiers ayant recours aux divers programmes de sensibilisation;
- nombre de cours tenus sur la prévention du crime et du suicide, et sur la police de la circulation, et nombre d'employés formés;
- tendance dans le taux de port de la ceinture de sécurité par le public;
- tendances dans le pourcentage de conducteurs avec facultés affaiblies dans les régions rurales;
- réduction de la violence observée lors d'événements majeurs risquant de perturber l'ordre public (G8, GATT, etc.).

Secteurs d'activité responsables :

- Services de police contractuelle
- Services nationaux de police

Extrants/résultats stratégiques :

- Police communautaire
  - nous avons établi de nouveaux partenariats afin de sensibiliser le public à la prévention du crime;
  - nous avons terminé l'examen des résultats de l'Enquête sociale générale (ESG) sur la victimisation avec nos partenaires;
  - nous avons mené des enquêtes de référence sur le port de la ceinture de sécurité en milieu rural dans plusieurs provinces, en collaboration avec Transports Canada, et effectué une enquête sur l'alcool au volant de nuit en Alberta;
  - nous avons offert aux membres de la Police de la circulation un cours de trois jours sur les principes de la résolution de problèmes centrée sur la sécurité publique;
  - nous avons offert une formation visant à accroître le port de la ceinture de sécurité par le public et à réduire le nombre d'incidents de conduite en état d'ébriété suivant les objectifs fixés dans *Vision sécurité routière 2010*;
  - nous avons produit la vidéo *Sois prudent, c'est gagnant* en collaboration avec divers organismes publics et Scouts Canada;
  - nous avons fait équipe avec divers organismes fédéraux pour élaborer des sondages sur les agressions sexuelles en milieu familial;
  - nous avons obtenu de l'initiative de lutte contre la violence familiale un soutien financier pour les enquêtes communautaires sur l'efficacité des programmes d'éducation;
  - nous avons formé 72 citoyens de diverses collectivités aux techniques de prévention du suicide;
  - nous avons apporté conseils et soutien au Cercle national autochtone pour la lutte contre la violence familiale;
  - nous avons élaboré un atelier national sur la violence familiale;
  - nous avons parrainé le forum national de l'ACCP sur la violence familiale en 2003;
  - nous avons participé à un groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les politiques et les mesures législatives concernant la violence conjugale;
  - nous avons soutenu les communautés autochtones dans leurs efforts de prévention de la violence familiale, du suicide et d'autres formes de victimisation;
  - nous avons donné une formation aux agents de la paix et aux fournisseurs de services sur l'agression conjugale;
  - nous avons offert le cours d'enquêteur sur les agressions sexuelles en C.-B. et au Nunavut;
  - nous avons collaboré avec Bénévoles Canada à la rédaction d'une brochure informative sur la vérification des antécédents judiciaires pour la sélection des bénévoles.
- Services offerts à la collectivité policière
  - nous avons accru la capacité de la GRC d'intervenir dans les incidents majeurs liés à l'ordre public afin de soutenir les droits démocratiques des personnes qui désirent exercer leurs droits et libertés;
  - nous avons mis en oeuvre une stratégie proactive pour améliorer la communication et les relations de travail avec les manifestants et autres intéressés à l'occasion d'événements majeurs;
  - nous avons réduit le niveau de violence associé aux manifestations anti-mondialisation pendant le Sommet du G8;
  - nous avons modernisé les systèmes des SIIJ afin de convertir trois millions de fiches dactyloscopiques (formule C-216) provenant du fichier décadactylaire selon la norme du NIST;
  - nous avons remplacé le système de photophone utilisé pour la transmission des empreintes digitales par le Système d'accès régional au SAID;

La victimisation a diminué (le taux de criminalité de nature sexuelle a baissé de 5 % et le taux de violence familiale, de 11 %) entre 2000 et 2002.

- nous avons converti des documents-papier (formules C-216) désuets sous forme électronique en fonction d'une norme internationale;
- les profils d'identification génétique ont été versés à la Banque nationale de données génétiques dans les huit jours suivant leur réception;
- nous avons mis en oeuvre de nouvelles technologies judiciaires à l'appui des enquêtes criminelles;
- nous avons élaboré des méthodes d'extraction et d'analyse de l'ADN par des postes de travail robotisés, et un processus de détection très sensible pour l'ADN humain;
- nous avons créé plusieurs bases de données qui ont été offertes à des clients et à des experts judiciaires;
- nous avons mis à l'essai des armes « quasi létales » (non meurtrières) à l'intention des policiers chargés de contenir des troubles publics;
- nous avons mis à l'essai et classé du matériel de laboratoire obtenu dans le cadre de l'Initiative de recherche et de technologie CBRN (IRTC) et des programmes de sécurité publique et antiterrorisme (SPAT);
- nous avons mis à l'essai le matériel de détection olfactive d'explosifs à utiliser dans les situations avant- et après-explosion;
- nous avons terminé la définition du projet ITR;
- nous avons fait connaître les SNP à l'échelle internationale;
- le SLJ a été reconnu par l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs pour avoir mis au point un programme permettant de déterminer la provenance des diamants et fait preuve d'innovation scientifique dans la lutte contre le commerce illicite des diamants « sales »;
- nous avons obtenu des droits d'auteur, des permis et des brevets pour le programme d'établissement de profils de diamants;
- la bibliothèque du CCP a offert deux séminaires par année sur l'orientation et les défis de la police canadienne, auxquels ont participé de grands spécialistes et chercheurs;
- nous nous sommes dotés d'une nouvelle TI pour la formation sur l'identité judiciaire et sur la cybercriminalité et pour les simulations, ainsi que de nouveaux outils pédagogiques;
- nous avons amélioré la viabilité à long terme du système du CIPC en remplaçant la technologie désuète et en modernisant les applications administratives, ce qui a permis de maximiser la contribution des intervenants et d'accroître l'efficacité de l'échange d'information;
- nous avons renforcé les partenariats avec les organismes d'application de la loi canadiens et internationaux afin de promouvoir l'utilisation des normes du NIST;
- les normes du NIST ont servi de fondement afin d'assurer l'interopérabilité entre les utilisateurs fédéraux, provinciaux, locaux et internationaux du SAID pour la mise en commun de la capacité de recherche dactyloscopique;
- nous avons terminé l'élaboration des spécifications fonctionnelles et des besoins en matière de données et certains travaux de conception pour l'INJP, qui permettra d'améliorer l'échange d'information;
- nous avons élaboré une stratégie de financement à long terme pour l'INJP;
- nous avons mis au point un cadre redditionnel et d'évaluation du rendement avec les intervenants des SNP;
- nous avons fait appel régulièrement aux comités consultatifs des SNP afin d'obtenir des conseils stratégiques et une orientation afin de maximiser la contribution des intervenants;
- nous avons évalué les ententes relatives aux analyses biologiques à la suite de préoccupations soulevées quant à la structure de ces ententes (difficulté d'expliquer l'entente aux gouvernements et absence de lien clair entre les frais judiciaires et les fonds alloués à la Banque nationale de données génétiques [BNDG]);

- les jours de formation offerts au CCP ont été plus efficients – à 1 % près, des fonds d'environ 4 M$ ont été utilisés pour la formation directe.

Améliorations prévues selon la planification et les priorités établies pour 2003-2004 :

- améliorer la connaissance chez les policiers des méthodes de prévention du crime axées sur le développement social;
- accroître la formation sur la police de la circulation offerte aux membres de la GRC (en partenariat avec Transports Canada) en insistant particulièrement sur les régions rurales;
- étendre le SPDO à la lutte antidrogue et au programme des équipes intégrées de la police des frontières (EIPF), et mettre en place des contrôles de la qualité afin d'assurer l'intégrité des données contenues dans le SPDO;
- mettre en oeuvre une base de données pour contrôler le travail accompli dans le cadre de l'initiative liée à la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité*;
- ajouter une fonction de modification en direct au système RSO afin d'améliorer la qualité des données;
- regrouper les services du SLJ et rationaliser la gestion des cas afin d'éviter le double emploi;
- obtenir une approbation et des fonds pour la technologie d'ITR, qui permettra d'identifier les suspects sous garde et d'actualiser les casiers judiciaires;
- améliorer les services offerts par les SIIJ en adoptant le déroulement électronique des opérations et en consolidant de multiples bases de données (ITR);
- poursuivre le Projet de renouvellement du CIPC, qui vise à stabiliser le système, à lui donner une nouvelle plate-forme et à le rendre plus puissant;
- étendre les capacités du SARC;
- lancer une gamme de produits et services électroniques à la bibliothèque du CCP et les offrir aux postes de travail des employés de la GRC, et embaucher un webmestre en 2003;
- accroître la qualité, la quantité et la diversité des nouveaux processus scientifiques pour les applications judiciaires liées à l'établissement de profils de diamants;
- renforcer les partenariats afin d'améliorer la qualité et d'accroître la capacité du SLJ;
- établir une convention de recherche entre le SLJ et Laser Diagnostics Inc. (LDI) afin d'adapter la technologie de LDI et de créer du matériel d'essai sur le terrain plus efficace;
- mettre en oeuvre la norme du NIST afin de permettre à tous les organismes nationaux et internationaux qui désirent participer à l'ITR d'être « prêts à utiliser » tous les dispositifs biométriques futurs.

Principaux partenaires :

- MJ, SGC, Centre national de prévention du crime, TC, Santé Canada, Industrie Canada, MAINC, Patrimoine canadien, Scouts Canada, MAECI, ACCP, autres services de police, organismes et ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux, organisations non gouvernementales, bénévoles auprès des jeunes.

Gestion et reddition de comptes rigoureuse

7. ASSURER UNE SAINE GESTION ET UNE REDDITION DE COMPTES RIGOUREUSE

Énoncé de résultat stratégique :

Démontrer, à la satisfaction de nos partenaires et des divers intervenants, que nous optimisons nos ressources grâce à une saine gestion et à une reddition de comptes rigoureuse.

Appliquer les autres principes de la fonction moderne de contrôleur.

Répondre aux normes reconnues (en vigueur dans l'industrie ou mutuellement convenues) en matière de services nationaux de police ou les surpasser.

Les SNP sont reconnus au sein du monde de l'enseignement, des affaires et des organismes d'application de la loi comme un chef de file en matière d'innovation et de recherche, que les travaux soient réalisés à l'interne ou facilités et confiés à des tiers dignes de confiance.

Indicateurs de rendement :

- degré de satisfaction exprimé par les partenaires et les intervenants quant à la qualité, à l'exactitude et aux délais liés aux rapports financiers, aux services et à l'utilisation des bases de données;
- nombre de réponses au questionnaire sur la qualité des services transmises au SLJ indiquant que le Groupe de la réception des dossiers de cas (GRDC) a permis d'accroître l'efficacité/l'efficience des clients;
- résultats du sondage mené auprès des organismes membres et des partenaires du SCRC afin d'établir une base pour la qualité des services;
- pourcentage des objectifs de prestation atteints selon les priorités en matière de normes de service du SLJ; certifications ou recertifications obtenues; satisfaction des clients;
- amélioration des délais de traitement et réduction de l'arriéré d'empreintes digitales;
- nombre d'éléments protégés par des droits de propriété intellectuelle ou de biens « exportés » par le SLJ;
- rendement et interopérabilité du CIPC;
- ratio le plus élevé possible de jours de formation du CCP en fonction du budget; investissement dans l'infrastructure et absence de crédit non utilisé à la fin de l'exercice;
- réponses au sondage mené auprès des clients par l'ACCP et les SNP;
- évaluation du rendement des intervenants par les membres des comités consultatifs des SNP.

Secteurs d'activité responsables :

- Services de police fédérale
- Services de police contractuelle
- Services de maintien de la paix
- Services de police de protection
- Services nationaux de police
- Structure organisationnelle

Extrants/résultats stratégiques :

- Processus
  - nous avons établi des objectifs clairs à l'intérieur de nos priorités stratégiques et secteurs d'activité à l'aide de la méthode du tableau de bord prospectif : les objectifs clés et les mesures et cibles connexes ont été transmis vers le bas, et les initiatives ont été harmonisées et contrôlées en fonction de ces objectifs;
  - nous avons mené plusieurs sondages afin de recueillir des données de base sur le degré de satisfaction de la clientèle (public, clients de la Police contractuelle, services de police canadiens et internationaux, et autres partenaires et intervenants);
  - nous avons élaboré une méthode pour mesurer l'écart entre les services fournis aux juridictions provinciales contractuelles et ceux à l'appui des responsabilités fédérales;

- nous avons mis en place un processus de consultation avec nos partenaires contractuels provinciaux afin d'examiner des questions liées à l'Entente sur les services de police provinciaux;
- nous avons établi un nouveau modèle de services pour le SLJ, fondé sur « un service de laboratoire, plusieurs points de service », ce qui a permis d'améliorer la consolidation et la reddition de comptes.

- Intervention
  - nous avons contribué au rapport de l'enquête de référence effectuée pour l'Initiative de lutte contre le crime organisé;
  - nous avons étendu le Système de priorisation des dossiers opérationnels (SPDO) afin d'améliorer la reddition de comptes en ce qui a trait aux ressources des Services de police fédérale;
  - nous avons évalué l'application de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité* à l'aide d'outils de mesure du rendement (examens de dossiers, entrevues) afin d'examiner des questions liées aux rapports sur les recettes et à l'obligation de rendre compte;
  - nous avons géré une réduction à 65 % des fonds alloués à l'origine à l'ILAC pour l'exercice 2003-2004;
  - en collaboration avec l'ACDI, nous avons offert deux ateliers de formation sur les rapports de gestion fondée sur les résultats afin d'améliorer la qualité des rapports;
  - nous avons révisé les crédits votés du secteur d'activité de la Police de protection afin d'éliminer le travail de faible valeur et de modifier le modèle de prestation de services;
  - nous avons consigné les heures consacrées aux fonctions de protection par les divers groupes de la Police fédérale et de la Police de protection;
  - le Collège canadien de police (CCP) a atteint sa cible de 3,5 M$ en matière de recouvrement des coûts pour la quatrième année consécutive; notamment, il a récupéré plus de 400 000 $ de la location à court terme de ses installations, une augmentation de 150 000 $ par rapport à deux ans auparavant;
  - nous avons mis en oeuvre des processus en direct pour les inscriptions, les réservations d'installations et autres interfaces avec les clients;
  - des fonds de 4 M$ ont été consacrés à la formation directe, si bien que les jours de formation offerts ont été beaucoup plus efficients; les économies ont été réinvesties dans la formation et l'infrastructure;
  - nous avons mené un sondage auprès des clients du SLJ et obtenu les réponses suivantes : la durée des enquêtes a été réduite dans 16 % des cas, le coût des enquêtes a été moindre, des suspects ont été identifiés et/ou écartés dans 33 % des cas, et le service du SLJ était rapide ou acceptable à 94 % du temps;
  - nous avons mis en oeuvre un système de gestion de l'information des laboratoires (SGIL) permettant aux six laboratoires judiciaires de fonctionner comme un laboratoire virtuel unique;
  - nous avons sollicité et suivi la participation des intervenants aux activités du SLJ et maximisé le rendement de cette participation; nous avons pris des arrangements pour permettre des détachements au sein du SLJ, obtenir des biens/services en nature et conclure des ententes de partage des coûts.

Améliorations prévues selon la planification et les priorités établies pour 2003-2004 :

- améliorer la capacité de consigner des données en intégrant à nos systèmes d'information une application de gestion de renseignements organisationnels;
- perfectionner nos méthodes de gestion du rendement afin d'établir des mesures plus utiles, tout en intégrant la gestion des risques;
- tenir d'autres ateliers sur la gestion fondée sur les résultats afin d'améliorer davantage les services;

- mettre en place un système afin d'appuyer le recours à des pratiques de gestion des risques dans la détermination des ressources nécessaires pour la Police de protection;
- optimiser les horaires des membres en fonction des besoins prévisibles de la Police de protection afin de réduire les coûts en heures supplémentaires;
- améliorer le principal outil de collecte de données de la GRC, soit le Système des rapports statistiques sur les opérations (RSO);
- réorganiser les Services d'affaires du CCP afin de simplifier les processus et de les axer davantage sur les clients et d'accroître la rentabilité; recourir à des processus en direct pour améliorer les services et réduire les coûts;
- mener des sondages annuels auprès de nos clients et de nos partenaires, aux plus bas échelons (districts ou détachements);
- assurer la transmission électronique uniforme de données sur les casiers judiciaires au dépôt central;
- élaborer une présentation au Conseil du Trésor afin d'obtenir une approbation préliminaire de projet (APP) pour l'ITR, rédiger une demande de proposition (DP) et effectuer une analyse de plan d'évaluation afin de déterminer des sources possibles de financement;
- mettre en oeuvre l'analyse de rentabilisation du CCP, qui comprend une demande de fonds pour les activités en direct et les améliorations à apporter aux systèmes de télécommunications des résidences d'étudiants;
- faire de l'INJP un outil essentiel pour les organismes d'application de la loi et de justice pénale, ce qui permettra d'arrêter les suspects plus rapidement grâce à l'indexage centralisé de l'information.

Principaux partenaires :

- SGC, organismes centraux, consultants du secteur privé, ministères et organisations ayant mis en oeuvre une pratique exemplaire.

Section 6 : Rendement financier et résultats de vérification

Priorités stratégiques

- Terrorisme/crime organisé
- Jeunesse
- Services de police internationaux
- Justice alternative
- Services de police intégrés

Objectifs stratégiques

- Prévention et éducation
- Renseignements
- Enquêtes
- Application de la loi
- Protection

Principales missions de vérifications interne

Partie II du *Code Canadien du Travail*

En 2001, la haute direction a demandé que la Vérification interne participe, à titre consultatif, à la mise en place par l'organisation d'un cadre de gestion à l'appui d'activités visant à assurer la conformité avec la partie II du *Code canadien du travail*.

Ce cadre devait servir à perfectionner les contrôles, à cerner des améliorations possibles et à proposer des options en vue d'assurer cette conformité.

Vérification du cadre de passation de marchés de la GRC

On a entrepris la vérification du cadre de passation de marchés de la GRC afin d'obtenir l'assurance raisonnable qu'il était adéquat et efficace et déterminer notamment :

- si les politiques de la GRC sur la passation de marchés étaient conformes aux politiques et aux règlements gouvernementaux;
- si le cadre de passation de marchés appuyait de façon efficace les activités de passation de marchés;
- si ces activités étaient menées en conformité avec ce cadre et les politiques et règlements gouvernementaux.

La vérification a permis de conclure que les politiques de la GRC sur la passation de marchés étaient conformes aux politiques et aux règlements gouvernementaux. On a cerné des améliorations possibles sur le plan de la planification, de la formation et de la surveillance. À l'examen de dossiers de marchés, on a constaté que des améliorations pouvaient aussi être apportées à la documentation et aux communications entre le centre de décision et les bureaux régionaux de la Gestion générale.

Vérification financière du Projet de renouvellement du Centre d'information de la police canadienne (R-CIPC)

La haute direction de la GRC a demandé la vérification financière du projet R-CIPC afin d'obtenir l'assurance raisonnable que le rapport financier du projet en date d'août 2002 présentait fidèlement la situation, à tous égards importants, conformément aux dispositions des règlements gouvernementaux applicables.

La vérification a permis de conclure que ce rapport présentait fidèlement la situation. Pour la période allant de 1996 au 31 mars 1999, les vérificateurs ont été incapables de recueillir assez d'éléments justificatifs pour fournir une assurance raisonnable quant aux dépenses connexes. Les mesures prises à la suite du rapport montrent que les politiques concernant la documentation seront renforcées.

Vérification de l'inventaire du matériel pour événements majeurs

À l'issue du Sommet du G8, on a effectué la vérification interne des stocks de matériel et de fournitures qu'il restait afin obtenir l'assurance raisonnable que le répertoire principal en date du 7 février 2003 présentait fidèlement la situation, à tous égards importants.

Des difficultés sont survenues lorsqu'on a rapproché l'inventaire matériel et les documents à l'appui. À l'issue de la vérification, on a recommandé des améliorations pour les événements majeurs à venir.

Groupement des rapports

Achats et marchés

Le Service des acquisitions et contrats (SAC) est le centre de décision chargé de fournir un cadre de contrôle et de politique en matière d'achats et de marchés. Il est aussi le centre opérationnel qui s'occupe des achats nationaux, de la distribution d'uniformes et d'équipement individuel et du service d'armurerie.

Au cours de la dernière année, le SAC s'est restructuré afin d'accroître l'efficacité de ses activités liées à la politique, au contrôle et à l'assurance de la qualité. Notamment, il a :

- établi une section de la planification, du contrôle et des rapports comprenant un sous-groupe de l'assurance de la qualité
- établi une section des politiques d'acquisition et de contrats
- élargi son rôle direct en matière d'achats en prenant en charge les activités d'approvisionnement à l'appui de la Direction générale

Conformément au concept de la fonction moderne de contrôleur et aux principes d'une saine administration, le SAC a mis en oeuvre les initiatives suivantes :

- offrir une formation professionnelle et technique au personnel de l'approvisionnement afin d'accroître son professionnalisme et la qualité du service
- lancer un grand projet visant à mettre à jour et à regrouper toutes les politiques en matière d'achats, de gestion et d'aliénation des biens, et à coordonner la mise à jour des politiques financières
- amorcer la rédaction d'un guide du gestionnaire sur l'approvisionnement
- établir un site Web afin d'améliorer la communication
- élaborer un tableau de bord prospectif définissant les résultats et les objectifs du SAC dans les domaines du service, de l'excellence en gestion et de l'établissement d'une main-d'oeuvre d'excellence

Comme investissement à long terme dans la productivité et la qualité du service, la GRC participera, à titre d'organisme directeur, au projet de Chaîne d'approvisionnement électronique de TPSGC.

Le SAC reste déterminé à offrir un service d'approvisionnement efficace, efficient, professionnel et sans cesse amélioré, et il a entrepris de nombreuses initiatives à l'appui de cet objectif, conformément aux engagements pris dans son tableau de bord prospectif.

Fonction moderne de contrôleur

La fonction moderne de contrôleur (FMC) demeure un important facteur d'amélioration des pratiques de gestion. En 2002-2003, au terme d'une phase pilote fructueuse de deux ans, la GRC a décidé de faire du Bureau de la modernisation de la fonction de contrôleur (BMFC, composé d'un gestionnaire supérieur et d'un chargé de programmes) un élément permanent de sa structure afin de poursuivre sur sa lancée et de canaliser les efforts vers la FMC.

Le BMFC continue de mettre en oeuvre les diverses recommandations formulées dans le Plan d'amélioration de la gestion (fondé sur les résultats de l'évaluation des capacités effectuée à l'échelle de la GRC en 2000-2001) et contribue à l'élaboration de méthodes de gestion des risques, tel le Cadre de gestion intégrée du risque, en vue de leur application générale.

La GRC a agi comme organisme pilote de la modernisation de la fonction de contrôleur, et ses efforts et son engagement à cet égard ont déjà été reconnus par le Bureau du vérificateur général et le Secrétariat du Conseil du Trésor. Les pratiques et les principes liés à la FMC sont de mieux en mieux ancrés à la GRC, et celle-ci continue d'apporter son expertise en la matière tant au niveau du gouvernement que des ministères. On a accru la rigueur et la discipline des processus de gestion et de contrôle financiers ainsi que des vérifications.

La GRC a mis en oeuvre la méthode du tableau de bord prospectif, conjointement avec un régime de gestion du rendement qui rehaussera la reddition de comptes en matière de résultats devant le Parlement, ses partenaires, divers intervenants et le public.

Cela permettra à la GRC de mieux harmoniser ses décisions avec ses priorités stratégiques, de s'assurer que ces décisions stratégiques sont fondées sur l'information sur les résultats et le rendement, et de démontrer, à tous les niveaux, qu'elle tire le maximum des fonds publics qui lui sont confiés.

La GRC a aussi mis en oeuvre des initiatives de communication, tant à l'interne qu'à l'externe, afin de renforcer et d'élargir l'orientation, la connaissance et l'acceptation des objectifs de la FMC, dont des séances d'information et des présentations (lors d'activités organisées par un organisme central, à d'autres ministères, etc.). La GRC appuie le SCT en aidant les ministères qui amorcent à leur tour la mise en oeuvre de la FMC. De plus, elle participe de façon permanente au Groupe de travail des sous-ministres sur la modernisation (dont le Commissaire est membre), au Conseil des sous-ministres adjoints sur la fonction de contrôleur et au Groupe de travail des directeurs généraux.

Initiative sur le secteur bénévole (ISB)

L'Initiative sur le secteur bénévole est un projet conjoint visant à renforcer les moyens d'action du secteur bénévole et à resserrer ses liens avec le gouvernement du Canada afin d'améliorer la qualité de vie des Canadiens. La phase I de l'initiative a pris fin à l'automne 2002, mais le travail se poursuivra au cours de la phase II jusqu'en 2005, moment auquel les ressources cesseront.

Avec plus de 75 000 bénévoles engagés dans une foule d'activités partout au pays (assistance aux victimes, recherche et sauvetage, gendarmes auxiliaires, etc.), la GRC donne l'exemple d'un partenariat actif avec les citoyens pour assurer le mieux-être de la collectivité. Élément fondamental de nos principes de police communautaire, notre relation avec les bénévoles sous-tend aussi notre vision de services de police intégrés.

Au cours de l'exercice qui vient de s'écouler, la GRC a continué de participer activement aux activités liées à l'ISB, notamment :

- en prenant part aux exercices de consultation et d'évaluation concernant le *Code des bonnes pratiques pour le dialogue sur les politiques*;
- en désignant un cadre supérieur afin de diriger la participation de la GRC à l'ISB et de resserrer les liens avec le secteur bénévole;
- en assurant le contrôle des liens et des projets parrainés et coparrainés par la GRC dans le cadre du processus de Participation du secteur à l'élaboration des politiques ministérielles (PSEPM);
- en participant au Comité de liaison du portefeuille du Solliciteur général sur les liens avec le secteur bénévole.

Systèmes de stockage

Le nombre de systèmes de stockage à déclaration obligatoire est de 52. Dix-huit réservoirs sont conformes et on poursuit les travaux en vue d'améliorer les autres, selon les ressources disponibles. La GRC a présenté un rapport détaillé à Environnement Canada.

Initiative d'amélioration des services (IAS)

Au cours de l'exercice 2002-2003, la GRC a lancé une importante initiative visant à déterminer le degré de satisfaction de tous ses clients et partenaires et autres intervenants. La stratégie adoptée à cette fin a consisté à mettre en oeuvre un programme de sondages annuels. Ces sondages coordonnés fourniront des données à l'appui du programme de gestion du rendement en vigueur à l'échelle de la GRC, qui utilise le tableau de bord prospectif.

Un aspect important du processus de mesure lié à la gestion du rendement basée sur le tableau de bord prospectif est l'établissement de données de référence afin de déterminer le degré de satisfaction des groupes suivants : les citoyens, les clients avec qui la GRC a passé des contrats de police (provinces, municipalités et Premières nations), d'autres services de police, tous les autres partenaires de la GRC (organisations gouvernementales et non gouvernementales aux niveaux municipal, provincial, fédéral et international) et les employés.

La GRC a travaillé avec des représentants de l'Institute for Citizen-Centered Service afin de s'assurer que les sondages étaient conformes aux principes de

l'Initiative d'amélioration des services et reposaient sur l'Outil de mesures communes. On a mené des consultations à la GRC afin de cerner les aspects les plus importants du service à la clientèle et d'établir l'information dont les secteurs d'activité et de service avaient besoin selon leurs tableaux de bord prospectifs, puis on a élaboré des questions visant à obtenir cette information. De plus, on a consulté les conseillers de la GRC en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels pour s'assurer que les diverses politiques en la matière étaient respectées et déterminer si une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée était nécessaire.

On a clairement défini chacune des populations (clients, partenaires et employés) pour ensuite dresser des listes afin de sélectionner des échantillons pour chaque sondage. On a soumis les listes à la consultation à l'intérieur de la GRC pour s'assurer qu'elles étaient les plus complètes possible. On a examiné différentes méthodes de collecte de données, puis on a déterminé celle qui convenait le mieux à chaque sondage.

Les sondages sur le degré de satisfaction à l'égard des services ont été élaborés en grande partie pendant l'exercice 2002-2003, mais les activités de collecte de données commenceront au prochain exercice.

Stratégie de développement durable

En janvier 2003, la GRC a adopté officiellement une politique environnementale à l'appui de la Stratégie de développement durable (SDD). Cette politique générale engage l'organisation à l'égard de l'amélioration continue et de la prévention de la pollution. Elle est aussi la pierre angulaire d'un système de gestion de l'environnement que la GRC mettra en place une fois qu'elle aura réglé certaines lacunes. On s'emploie à diffuser la politique complète sur Internet au cours du présent exercice.

La SDD engage la GRC à rechercher ce que pourrait être l'élément social du développement durable (DD) et où il pourrait être mis en oeuvre en premier lieu. Nous avons cerné les politiques et les programmes autochtones comme premier secteur d'activité pertinent et avons établi à cette fin des communications efficaces avec les Services de police communautaires, contractuels et autochtones en vue de l'élaboration de la troisième SDD. La prochaine stratégie sera un document réellement stratégique reflétant les priorités du Canada.

Le programme pilote de vérification et la mise en oeuvre du Système de gestion de l'information environnementale, prévus pour 2002, ne se sont pas concrétisés en raison d'autres priorités. Ces deux initiatives seront amorcées en 2003.GRC en direct

La GRC reste déterminée à privilégier Internet comme mode de communication lorsqu'il s'agit du meilleur moyen de faire profiter les Canadiens d'un service ou d'un programme. Le programme Fais le bon CHOIX… pour la vie (CHOIX) en est un bon exemple. Offert sur le Web depuis cinq ans, ce programme encourage des choix de vie sains et informe les jeunes au Canada et partout ailleurs dans le monde.

La contribution de la GRC à l'initiative Gouvernement en direct (GED) du gouvernement du Canada comprend un partenariat actif dans le Portail de sécurité publique du Canada. Depuis les événements du 11 septembre et à l'appui de la lutte internationale contre le terrorisme, la GRC affiche bien en vue sur ce portail le numéro de sa ligne Info-sécurité nationale. Elle y diffuse aussi des renseignements afin d'améliorer la sécurité de tous les Canadiens.

De plus, dans le cadre de l'initiative GED, la GRC met depuis peu à la disposition des Canadiens, par l'entremise de son site Web, des formulaires souvent demandés (Consentement à la divulgation de renseignements sur les casiers judiciaires, Demande d'extraction d'une libération inconditionnelle et/ou sous condition, InfoSource – Formule de demande d'accès à des renseignements personnels).

En raison d'autres priorités opérationnelles, la GRC n'a pas terminé l'analyse des besoins et des attentes de ses clients. Une fois cette information recueillie, elle formera la base d'activités futures et nous permettra de continuer à améliorer les renseignements et les services que nous offrons en direct aux Canadiens.

Sommaire des réalisations – Stratégie de développement durable

Programme	Objectif	Sommaire des réalisations
Gestion des déchets solides		
Encourager la mise en oeuvre du programme 3R		Adoption de pratiques hôtelières écologiques dans les casernes de toute la Région du Nord-Ouest. Mise en oeuvre d'un programme de recyclage des cartouches à jet d'encre au profit de banques alimentaires dans la Région du Centre. Un sondage initial sur les déchets a été effectué aux installations des quartiers généraux dans la Région de l'Atlantique.
Gestion des déchets dangereux		
Prévenir le rejet des matières et déchets dangereux et toxiques		Élaboration d'un guide de gestion des halocarbures destiné aux régions. On a terminé l'inventaire des halocarbures dans la Région du Pacifique. Les administrateurs d'installations ont reçu une formation sur la gestion des halocarbures dans les installations fédérales. Des programmes de gestion des halocarbures sont mis en oeuvre à l'échelle de la Région du Nord-Ouest. Dans la Région du Centre, on offre une formation de sensibilisation aux administrateurs des biens, aux chefs de parc de véhicules et aux préposés à l'entreposage des pièces à conviction. Des registres sur les halocarbures sont en place dans toutes les installations appartenant à la GRC dans la Région de l'Atlantique.Mise en oeuvre d'un programme de collecte de piles à École de la GRC à Regina et d'un programme de recyclage des piles de téléphones cellulaires dans la Division de l'Alberta. L'inventaire des halons par Ottawa est terminé.
Sites contaminés		
Gérer les sites conformément aux lois applicables		Des études de sites présumés contaminés sont en cours conformément au Plan de gestion des sites contaminés de la GRC et aux politiques du Conseil du Trésor. On a terminé l'étude d'impact préliminaire de tous les biens, détachements et logements familiaux dans la Région du Pacifique, à l'exception de ceux situés dans le district insulaire. Dans la Région du Centre, on a effectué l'étude d'impact préliminaire de sites proposés au Détachement de Cornwall (Ontario). On a terminé l'étude d'impact détaillée de sites dans les régions du Pacifique, du Nord-Ouest, du Centre et de l'Atlantique. On examine la mise en oeuvre d'une stratégie de gestion des risques et de mesures de biorestauration afin de réduire la contamination. Deux réservoirs de combustible ont été enlevés dans la Région du Centre. Un site contaminé a été restauré dans la Région de l'Atlantique. Des renseignements sur les sites contaminés connus ont été versés au Répertoire fédéral des sites contaminés.
Passation de marchés, approvisionnement et gestion du parc de véhicules		
Adopter des politiques et modalités régissant la passation de marchés, l'approvisionnement et la gestion du parc de véhicules qui atténuent l'impact sur l'environnement		La Région du Pacifique continue d'acheter des véhicules hybrides conformément à la politique sur le parc de véhicules administratifs. La plupart des régions continuent de rajuster la taille du parc à mesure que des véhicules sont réformés. Les régions du Nord-Ouest et du Centre examinent la possibilité de remplacer le carburant distribué par les carburants E-10 ou E-85. Dans le cadre du programme Air pur, la Région du Centre a terminé l'évaluation de tous les véhicules des divisions de l'Ontario. À ce jour, 100 % des véhicules ont réussi le test. En 2002-2003, la GRC a acheté des munitions écologiques pour la formation.
Économies d'énergie		
Accroître l'efficacité énergétique des locaux appartenant à la GRC		Le programme d'économies d'énergie de l'Initiative des bâtiments fédéraux (IBF) a débuté à l'École de la GRC à Regina : il devrait entraîner des économies d'énergie annuelles de 600 000 $ et réduire les gaz à effet de serre de 4968 kg d'équivalents CO2 par année. Énergie Nouveau-Brunswick a aussi effectué des audits énergétiques dans divers détachements de la Région de l'Atlantique.

Programme	Objectif	Sommaire des réalisations
Conception écologique des immeubles		
Minimiser l'impact environnemental lié à la conception, à la construction et à la démolition de biens immobiliers		Intégration d'un processus de conception durable au projet de réinstallation d'un quartier général dans la Région du Pacifique. La Région du Nord-Ouest applique maintenant les principes de la conception durable aux projets de construction de plus de 1 M$ (c.-à-d. Saskatoon, Iqaluit). Elle a aussi adopté les mesures d'atténuation de la Région du Pacifique afin de réduire les impacts environnementaux liés aux projets de construction et les met en oeuvre en utilisant le processus d'examen préalable par catégorie prévu par la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale. Des projets de bâtiment à Drummondville (Qc, Région du Centre) et à Hollyroad (T.-N., Région de l'Atlantique) prévoient l'installation de thermopompes puisant l'énergie dans le sol afin de réduire les émissions de CO2. Dans les deux cas, les pompes surpassent d'au moins 25 % les exigences du Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments.
Conservation et qualité de l'eau		
Réduire la consommation d'eau et s'assurer de sa qualité		Ottawa a préparé un document d'information technique à l'intention des régions. Ce document contient un aperçu et une description générale des eaux souterraines et des puits. On a terminé l'inventaire des puits d'eau potable dans la Région du Pacifique. Un programme de tests des puits et des fosses septiques est en cours dans la Région de l'Atlantique. Des mesures de conservation de l'eau ont été incorporées aux projets de l'IBF à l'École de la GRC à Regina, dans la Région du Nord-Ouest : elles devraient entraîner des économies annuelles de 52 000 $ et réduire la consommation de 37 587m3 d'eau par année. Une étude a été effectuée dans la Région de l'Atlantique sur le comptage de l'eau.
Communication et formation		
Améliorer la compréhension du développement durable		Pour améliorer la compréhension opérationnelle des exigences du développement durable (DD) se rapportant aux services de police (responsabilités, obligations de rendre compte, etc.), on élabore actuellement à Ottawa un programme pilote de formation assistée par ordinateur pour le Programme de formation pratique. Un autre cours est destiné au personnel administratif. Dans une série de modules, on examine diverses fonctions remplies par la GRC et leurs impacts, selon un processus décisionnel à l'appui du DD et une approche axée sur la diligence raisonnable.
Accroître la sensibilisation à l'environnement et encourager les comportements écologiques		À l'occasion du Jour national de la terre, on a organisé un concours afin de souligner la contribution d'employés et de leur famille à la gérance de l'environnement partout au pays. De plus, la Région du Centre a offert une formation de sensibilisation au DD aux chefs de district de la Division de l'Ontario, et 75 officiers dans la Région du Pacifique et de nombreux gestionnaires dans la Région du Nord-Ouest ont aussi reçu une telle formation.
Communiquer les activités liées au développement durable aux employés de la GRC		Ottawa a terminé la révision d'un site intranet (DD en direct) et l'a transmis aux fins de cyberédition. Ce site vise à sensibiliser les employés et à leur servir de document de référence selon la vision propre au gouvernement du Canada. Il décrit aussi les initiatives en cours à la GRC à l'appui du DD et son orientation stratégique en la matière. Tutes les régions ont incorporé la SDD à leur plan stratégique triennal et se sont engagées à coordonner l'intégration du DD à leurs activités administratives internes.
Respecter la législation environnementale et faire preuve de diligence raisonnable		On a établi des données de base visant à déterminer la conformité environnementale de l'actif de la GRC à l'échelle nationale. Des exigences en matière d'inspection environnementale annuelle ont été incorporées au manuel des opérations des installations de la GRC dans la Région du Pacifique. Dans la Région du Nord-Ouest, 95 % du personnel de la gestion de l'actif a reçu une formation sur les obligations de rendre compte et les responsabilités environnementales et, dans les régions du Pacifique et du Nord-Ouest, un processus d'examen préalable par catégorie a été mis au point pour tous les projets de construction. Dans la Région du Centre, 75 % du personnel de la gestion de l'actif a reçu une formation sur les obligations de rendre compte et les responsabilités environnementales.

De l'ordre dans la grande maison fédérale

La GRC s'est engagée publiquement à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de ses véhicules et de ses immeubles de 12 % et de 10 % respectivement par rapport aux niveaux de 1998-1999. Les données sur les émissions compilées pour le rapport d'étape de 2002-2003 ont été transmises à Ressources naturelles Canada.

Les émissions totales de GES produites par le parc de véhicules de la GRC se chiffrent à 105 890 tonnes d'équivalents CO_2. Près de 85 % de ces émissions proviennent des véhicules routiers (8914). Comparativement à 1998-1999 (année de référence), cela représente une hausse d'environ 3 % qui peut s'expliquer par l'augmentation de 15 % du nombre de véhicules (aéronefs, bateaux, véhicules routiers et tout terrain) de la GRC pendant la même période. Cependant, comme la GRC achète des véhicules consommant moins de carburant, les émissions par véhicule sont passées de 10,5 à 9,9 tonnes d'équivalents CO_2.

En ce qui concerne les immeubles de la GRC, les émissions totales de GES en 2002-2003 sont évaluées à 100 325 tonnes d'équivalents CO_2, soit une augmentation de 4 % par rapport à l'exercice précédent. Un hiver particulièrement froid et enneigé peut expliquer cette hausse. Par suite du transfert de la garde de grands immeubles à TPSGC, on réexaminera les réductions possibles et les cibles en matière d'émissions de GES. De plus, on a mis en oeuvre à l'École de la GRC à Regina le programme d'économies d'énergie de l'Initiative des bâtiments fédéraux, ce qui devrait entraîner des économies d'énergie annuelles de 600 000 $ et réduire les émissions de GES de 4968 kg d'équivalents CO_2 par année. Enfin, Énergie Nouveau-Brunswick a effectué des audits énergétiques dans divers détachements de la Région de l'Atlantique.

GRC en direct

La GRC reste déterminée à privilégier Internet comme mode de communication lorsqu'il s'agit du meilleur moyen de faire profiter les Canadiens d'un service ou d'un programme. Le programme Fais le bon CHOIX… pour la vie (CHOIX) en est un bon exemple. Offert sur le Web depuis cinq ans, ce programme encourage des choix de vie sains et informe les jeunes au Canada et partout ailleurs dans le monde.

La contribution de la GRC à l'initiative Gouvernement en direct (GED) du gouvernement du Canada comprend un partenariat actif dans le Portail de sécurité publique du Canada. Depuis les événements du 11 septembre et à l'appui de la lutte internationale contre le terrorisme, la GRC affiche bien en vue sur ce portail le numéro de sa ligne Info-sécurité nationale. Elle y diffuse aussi des renseignements afin d'améliorer la sécurité de tous les Canadiens.

De plus, dans le cadre de l'initiative GED, la GRC met depuis peu à la disposition des Canadiens, par l'entremise de son site Web, des formulaires souvent demandés (Consentement à la divulgation de renseignements sur les casiers judiciaires, Demande d'extraction d'une libération inconditionnelle et/ou sous condition, InfoSource – Formule de demande d'accès à des renseignements personnels).

En raison d'autres priorités opérationnelles, la GRC n'a pas terminé l'analyse des besoins et des attentes de ses clients. Une fois cette information recueillie, elle formera la base d'activités futures et nous permettra de continuer à améliorer les renseignements et les services que nous offrons en direct aux Canadiens.

Rendement financier

Sommaire des crédits approuvés

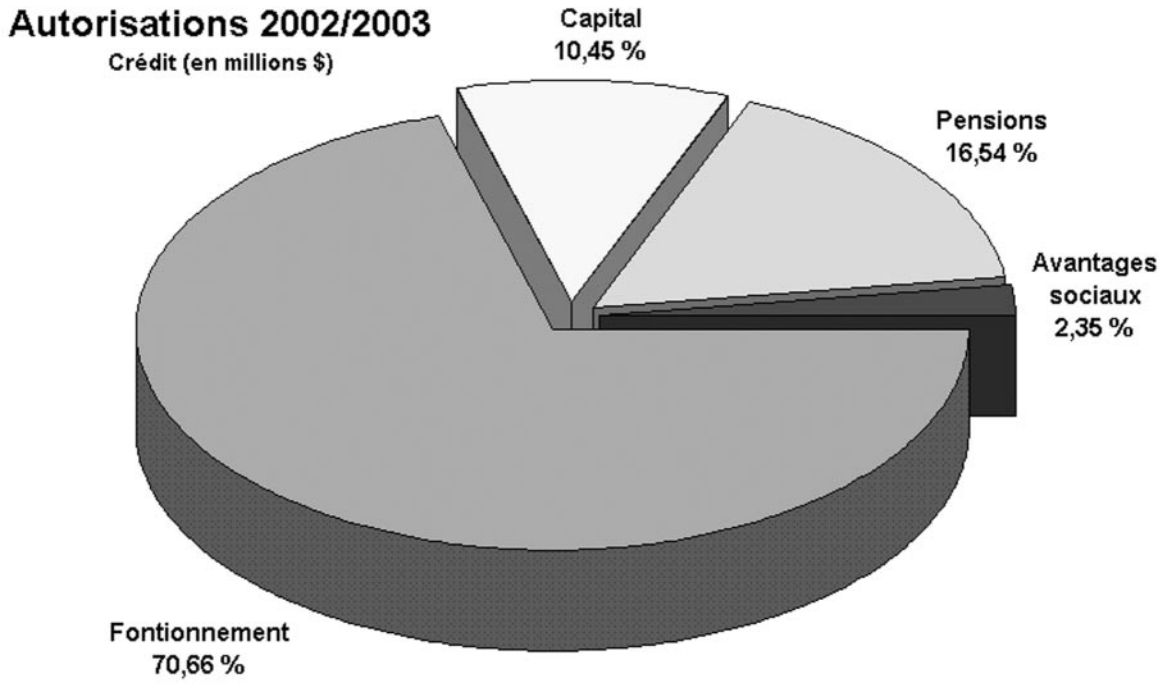
Besoins financiers par autorisation (en millions $)

Crédit	Dépenses prévues	2002-2003 Autorisations totales	Dépenses réelles
Gendarmerie royale du Canada - Programme d'application de la loi			
35 Dépenses de fonctionnement	1 128,8	1 322,3	1 284,7
40 Dépenses en capital	198,3	195,5	192,2
(S) Pensions et autres avantages sociaux - membres de la GRC	248,2	309,5	309,5
(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux	37,3	44,1	44,1
Total pour le ministère	**1 612,6**	**1 871,3**	**1 830,4**

Nota : Les autorisations totales sont la somme des montants prévus au Budget principal des dépenses, des Budgets supplémentaires des dépenses et des autres autorisations.
Les chiffres étant arrondis, ils peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

Autorisations 2002/2003

Crédit (en millions $)



Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

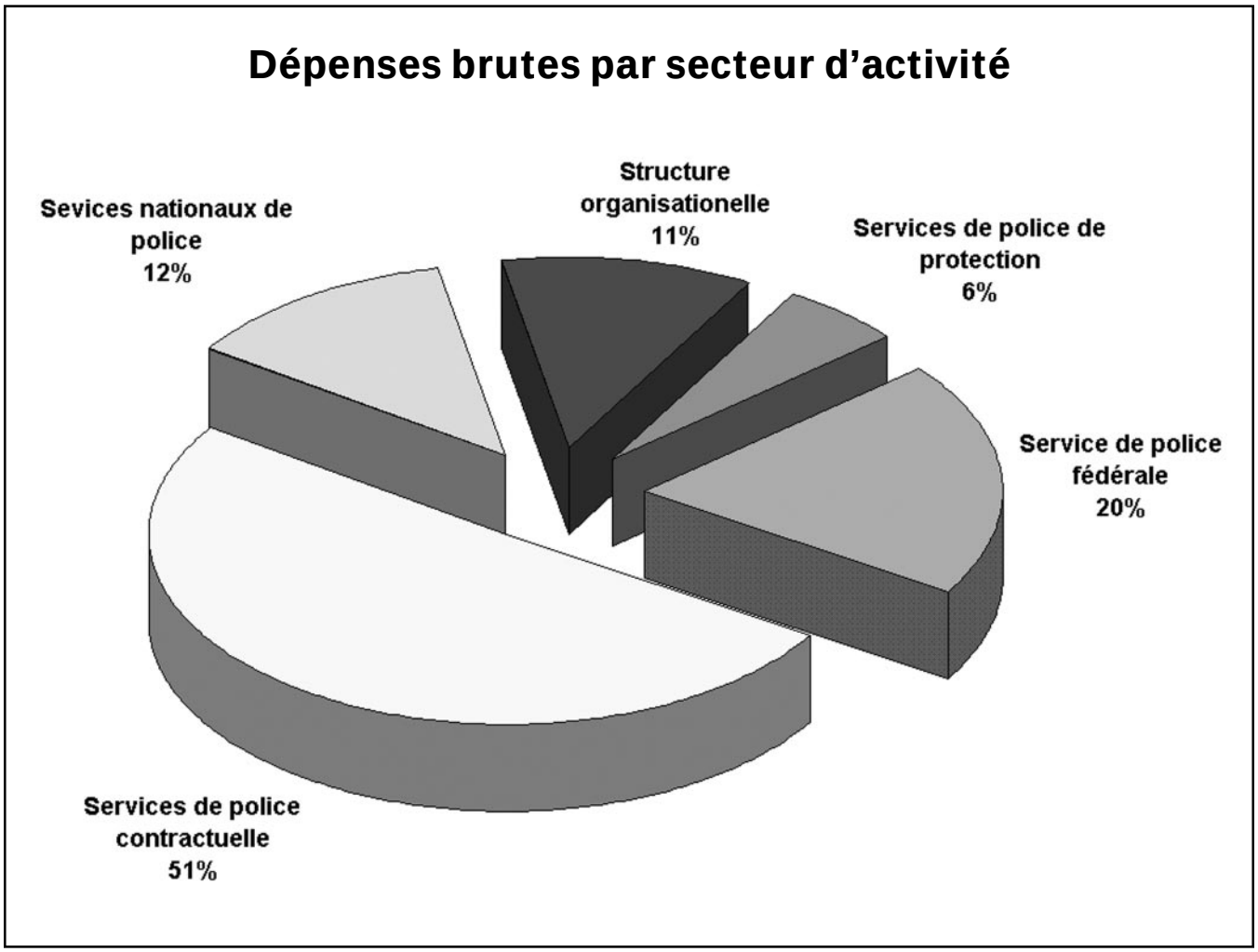
Dépenses prévues du ministère par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité (en millions $)

Secteur d'activité		ETP	Fonctionnement	Capital	Subventions et contributions	Total des dépenses brutes	Moins : Recettes disponibles*	Total des dépenses nettes
Services de police fédérale	(Prévues)	4 566	537,8	40,0	0,0	577,8	0,0	577,8
	(Autorisées)	*3 960*	*612,0*	*51,2*	*0,0*	*663,2*	*0,0*	*663,2*
	(Réelles)	**4 019**	**533,1**	**37,5**	**0,0**	**570,7**	**0,0**	**570,7**
Services de police contractuelle	(Prévues)	12 331	1 214,3	66,9	0,0	1,281,2	920,7	360,5
	(Autorisées)	*11 755*	*1 364,7*	*72,7*	*0,0*	*1,437,4*	*970,7*	*466,7*
	(Réelles)	**11 476**	**1 360,9**	**88,2**	**0,0**	**1,449,1**	**969,6**	**472,0**
Services nationaux de police	(Prévues)	1 865	300,4	79,9	0,4	380,7	12,6	368,1
	(Autorisées)	*2 042*	*318,4*	*57,0*	*0,4*	*373,7*	*12,6*	*363,2*
	(Réelles)	**2 412**	**318,2**	**38,7**	**0,4**	**357,2**	**10,5**	**346,7**
Structure organisationnelle	(Prévues)	2 656	175,2	11,5	40,6	227,4	0,0	227,4
	(Autorisées)	*2 908*	*223,1*	*11,2*	*53,4*	*287,7*	*13,1*	*274,6*
	(Réelles)	**3 322**	**251,2**	**16,8**	**53,3**	**321,2**	**13,6**	**307,7**
Maintien de la paixx	(Prévues)	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	(Autorisées)	*0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
	(Réelles)	**107**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,5**	**0,0**	**0,0**
Services de police de protection	(Prévues)	642	114,9	1,2	0,0	116,1	0,0	116,1
	(Autorisées)	*586*	*144,1*	*3,4*	*0,0*	*133,9*	*21,4*	*112,6*
	(Réelles)	**852**	**150,0**	**11,0**	**0,0**	**160,9**	**21,4**	**139,6**
Total	(Prévues)	22 060	2 342,5	199,6	41,0	2,583,1	933,2	1 649,9
	(Autorisées)	*21 251*	*2 662,3*	*195,5*	*53,8*	*2,911,6*	*1 031,4*	*1 880,2*
	(Réelles)	**22 188**	**2 613,3**	**192,2**	**53,6**	**2,859,1**	**1 015,0**	**1 844,1**
Autres recettes et dépenses : Recettes non disponibles							(Prévues)	11,6
							(Autorisées)	*25,8*
							(Réelles)	**23,1**
Coût des services offerts par d'autres ministères							(Prévues)	125,1
							(Autorisées)	*176,7*
							(Réelles)	**176,7**
Coût net du programme							(Prévues)	1 763,4
							(Autorisées)	*2 031,1*
							(Réelles)	**1 997,7**

Nota :
Les chiffres étant arrondis, ils peuvent ne pas correspondre au total indiqué.
*Anciennement « Recettes affectées aux dépenses ».

Dépenses brutes par secteurs d'activité
(en millions $)

Secteur d'activité	Dépenses brutes
Services de police fédérale	570,7
Services de police contractuelle	1 449,1
Services nationaux de police	357,2
Structure organisationnelle	321,2
Services de police de protection	160,9

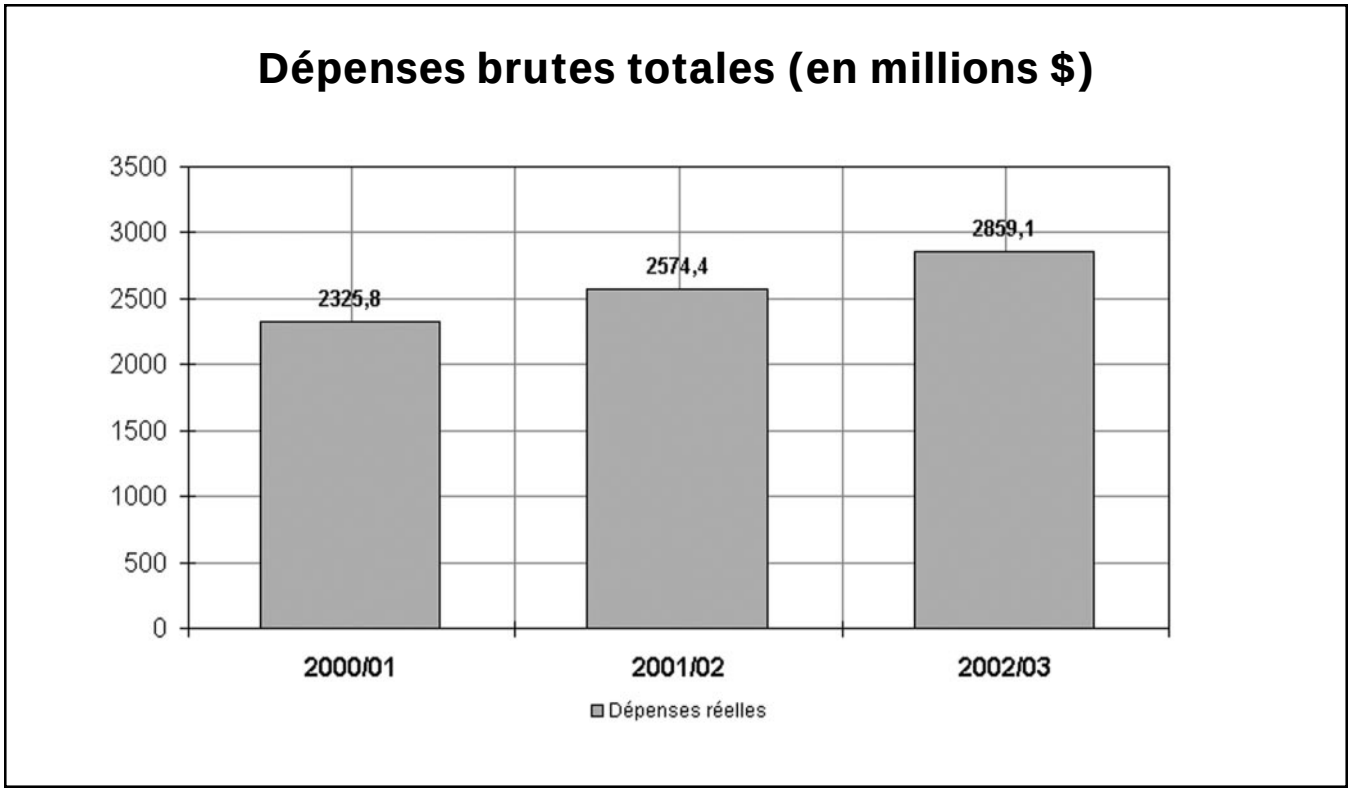


Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues du ministère par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité (en millions de dollars)

			2002/2003		
Secteur d'activité	**Dépenses réelles 2000/01**	**Dépenses réelles 2001/02**	**Dépenses prévues**	**Autorisations totales**	**Dépenses réelles**
Services de police fédérale	611,5	538,9	577,8	663,2	570,7
Services de police contractuelle	1 218,5	1 268,7	1 281,2	1 437,4	1 449,1
Services nationaux de police	244,3	354,4	380,7	375,8	357,2
Structure organisationnelle	250,8	277,2	227,4	287,7	321,2
Maintien de la paix	0,7	0,5	0,0	0,0	0,0
Services de police de protection	0,0	134,7	116,1	147,5	160,9
Dépenses brutes totales	**2 325,8**	**2 574,4**	**2 583,1**	**2 911,6**	**2 859,1**

Nota : Les chiffres étant arrondis, ils peuvent ne pas correspondre au total indiqué.



Paiements de transfert (en millions $)

			2002/2003		
Secteur d'activité	**Dépenses réelles 2000/01**	**Dépenses réelles 2001/02**	**Dépenses prévues**	**Autorisations totales**	**Dépenses réelles**
SUBVENTIONS					
Ass. des anciens de la GRC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ass. internationale des chefs de police	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Survivants de membres tués en service	0,9	1,5	1,5	1,5	1,4
Postes législatifs					
Pensions et autres avantages sociaux	15,8	24,3	23,0	23,0	23,0
Indemnités versées en vertu de la Loi sur la continuation des pensions de la GRC aux membres de la GRC blessés en service	15,7	21,5	16,0	28,8	28,8
Pensions aux familles des membres de la GRC morts en service	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Total des subventions	32,4	47,3	40,6	53,4	53,2
CONTRIBUTIONS					
Contributions aux candidats de l'extérieur de la GRC qui suivent des cours au Collège canadien de police	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Total des contributions	**0,3**	**0,3**	**0,4**	**0,4**	**0,4**
Total des paiements de transfert	**32,7**	**47,7**	**41,0**	**53,8**	**53,6**

Recettes

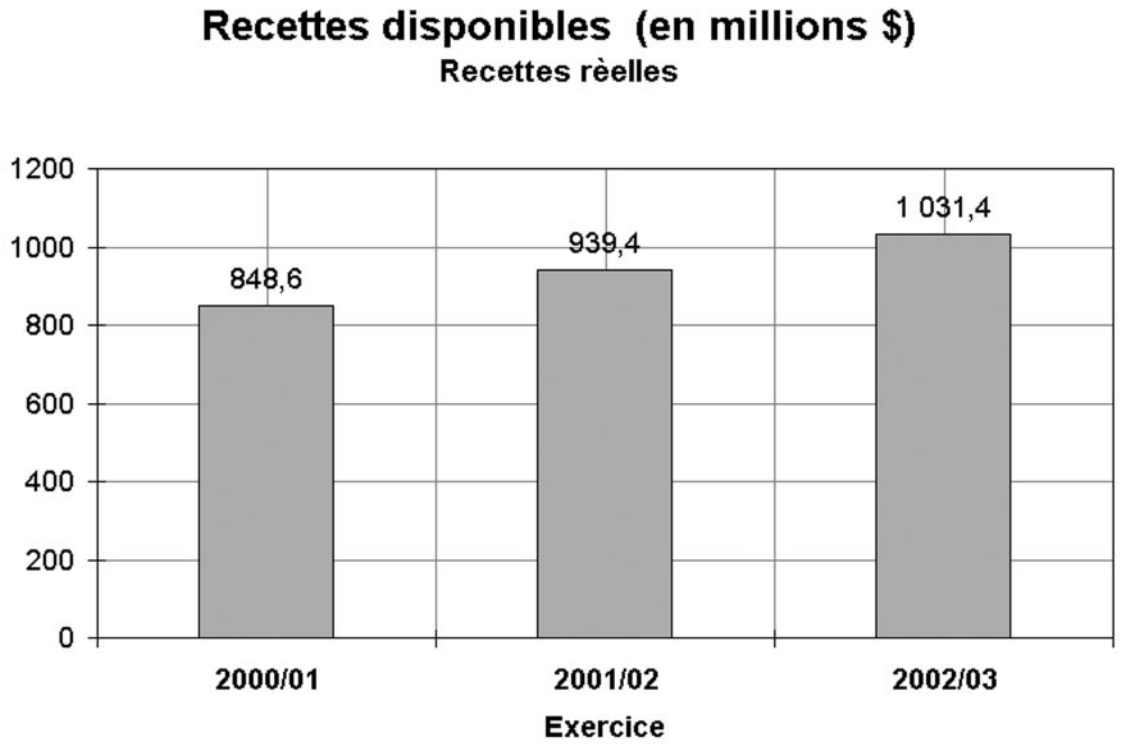
Recettes par secteur d'activité (en millions $)

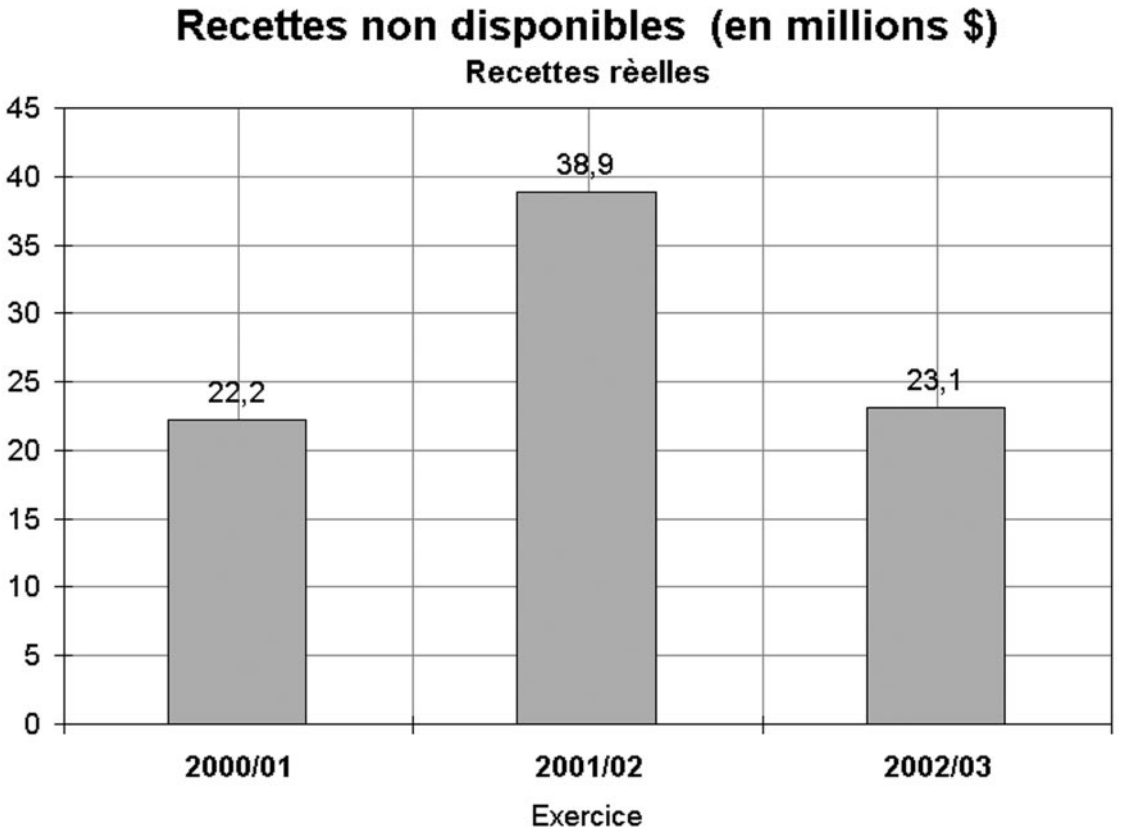
Recettes disponibles*			**2002/2003**		
Secteur d'activité	**Recettes réelles 2000/01**	**Recettes réelles 2001/02**	**Recettes prévues**	**Autorisations totales**	**Recettes réelles**
Services de police fédérale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de police contractuelle	842,4	921,5	920,7	970,7	969,6
Services nationaux de police	6,2	8,1	12,6	12,6	10,5
Structure organisationnelle	0,0	9,8	0,0	13,1	13,6
Maintien de la paix	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de police de protection	0,0	0,0	0,0	35,0	21,4
Total des recettes disponibles	**848,6**	**939,4**	**933,2**	**1 031,4**	**1 015,0**
Recettes non disponibles					
Services de police fédérale	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3
Services de police contractuelle	0,1	1,2	1,0	0,4	0,4
Services nationaux de police	1,3	1,7	1,5	1,2	1,2
Structure organisationnelle	13,9	28,5	4,5	15,0	15,0
Maintien de la paix	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de police de protection	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total partiel	15,3	31,4	7,0	16,9	16,9
Recettes non prévues**	6,9	7,5	4,6	8,9	6,2
Total des recettes non disponibles	**22,2**	**38,9**	**11,6**	**25,8**	**23,1**
Total des recettes	**870,8**	**978,3**	**944,8**	**1 057,2**	**1 038,1**

Nota : Les recettes disponibles proviennent principalement de la prestation de services de police à contrat aux provinces, aux territoires et aux municipalités. Les autres recettes ont trait aux frais de cours et d'hébergement au Collège canadien de police, ainsi qu'aux services technologiques, dont l'accès aux bases de données policières.

* Anciennement « Recettes affectées aux dépenses »

** Produits de l'aliénation de biens de la Couronne.

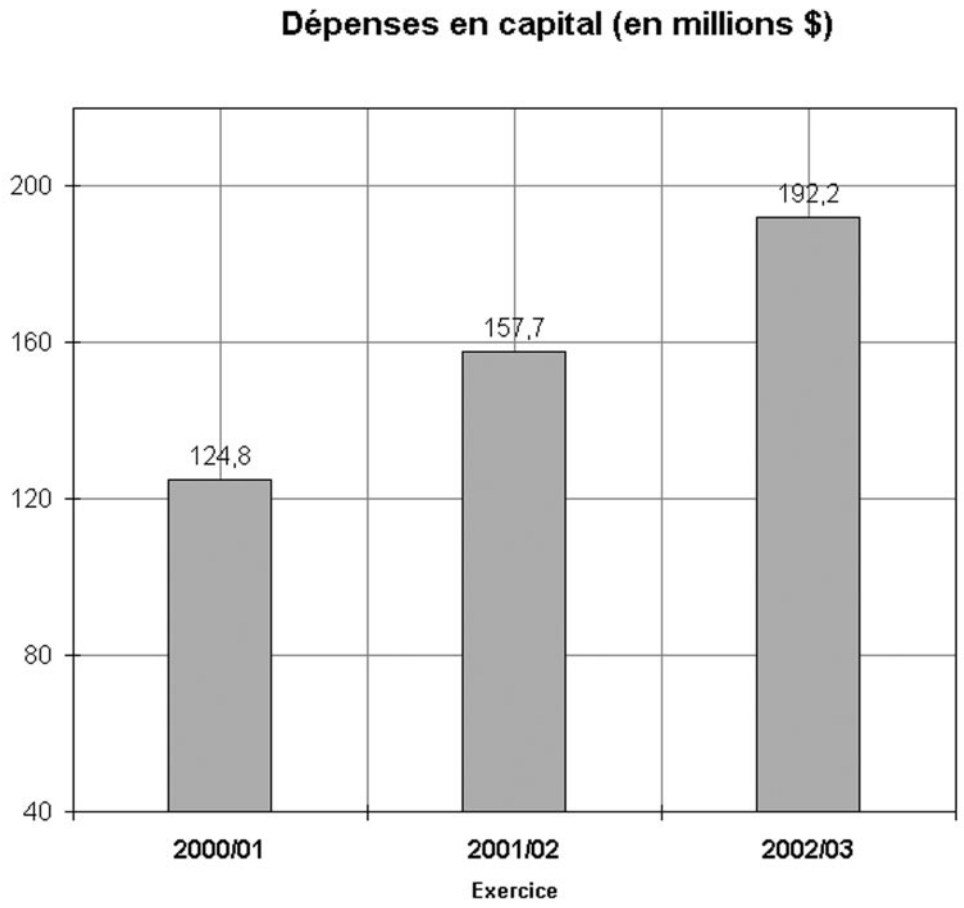

Recettes disponibles (en millions $)
Recettes rèelles
1200
1000
800
600
400
200
0
848,6
939,4
1 031,4
2000/01
2001/02
2002/03
Exercice


Recettes non disponibles (en millions $)
Recettes rèelles
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
22,2
38,9
23,1
2000/01
2001/02
2002/03
Exercice

Dépenses en capital par secteur d'activité

Dépenses en capital par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Dépenses réelles 2000/01	Dépenses réelles 2001/02	2002/2003		
			Dépenses prévues	Autorisations totales	Dépenses réelles
Services de police fédérale	29,6	37,5	40,0	51,2	37,5
Services de police contractuelle	63,2	88,2	66,9	72,7	88,2
Services nationaux de police	11,3	11,3	79,9	57,0	38,7
Structure organisationnelle	20,7	20,7	11,5	11,2	16,8
Maintien de la paix	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de police de protection	0,0	0,0	1,2	3,4	11,0
Dépenses brutes totaless	124,8	157,7	199,6	195,5	192,2



Projets

Projets par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Coût total estimatif courant	Dépenses réelles 2000/01	Dépenses réelles 2001/02	2002/2003		
				Dépenses prévues	Autorisations totales	Dépenses réelles
A. Services de police fédérale						
1 Cornwall (Ont.) : Détachement (en quête d'APP révisée)	8,5	0,0	0,0	**0,9**	0,0	0,0
2 Remplacement et mises à niveau du matériel/des systèmes de télécommunications (AM)	48,7	0,0	0,0	**5,3**	5,8	5,8
B. Services de police contractuelle						
1 Prince George (C.-B.) : District Nord (projet terminé)	7,7	6,3	0,1	**0,0**	0,0	0,0
2 Saskatoon (Sask.) : Sous-division (APP)	8,5	0,6	0,6	**4,0**	1,9	1,9
3 Calgary (Alb.) : bureau du district du Sud[1]	0,0	0,1	0,0	**1,0**	0,0	0,0
4 Iqaluit (Nunavut) : QG de la Division V et Détachement (en quête	12,0	0,0	0,0	**4,0**	0,0	0,0
d'une APP)	4,3	0,3	3,0	**0,5**	0,4	0,4
5 Selkirk (Man.) : Détachement (en construction)	4,7	0,1	0,7	**2,8**	3,7	3,7
6 Peace River (Alb.) : Détachement	3,1	0,0	0,0	**1,0**	0,9	0,9
7 Cross Lake : Détachement et logements familiaux (AM)	23,3	2,4	1,9	**10,0**	0,2	0,2
8 T.-N. : modernisation du système de télécommunications (AM)	87,3	14,2	14,8	**8,9**	8,9	8,9
9 Remplacement et mises à niveau du matériel/des systèmes de	10,8	2,5	0,2	**1,0**	1,4	1,4
télécommunications (AM)	33,9	0,0	0,0	**1,0**	0,9	0,9
10 Mise en oeuvre du système CIIDS (AEP)	68,0	0,0	9,0	**18,1**	10,1	9,4
11 Sask. : modernisation du système de télécommunications (AM)						
12 Système d'incidents et de rapports de police (SIRP) (en quête d'AEP et d'APP)						
C. Services nationaux de police						
1 Système automatisé d'identification dactyloscopique (SAID) (AM)	9,3	1,4	0,6	**1,9**	1,8	1,8
2 Renouvellement du CIPC	130,1	0,0	27,8	**38,8**	24,4	22,5
3 Établissement de profils de diamants	2,7	0,0	0,7	**0,5**	0,5	0,3
4 Système de gestion de l'information des laboratoires (SGIL)	6,5	0,0	2,4	**1,3**	1,3	0,9
5 Dispositifs Livescan (AM)	17,5	0,0	0,0	**2,3**	1,9	1,9
6 Identification en temps réel (ITR) [2]	137,4	0,7	1,3	**20,0**	1,2	1,2
7 Système d'accès régional au SAID (SARSAID)	4,5	0,0	0,8	**3,2**	3,1	3,1
D. Structure organisationnelle						
1 Ottawa (Ont.) : rénovation de la DG (en quête d'APP)[3]	40,0	0,4	0,2	**4,5**	0,0	0,0
2 Ottawa (Ont.) : système de climatisation centrale (terminé)	2,2	2,3	0,2	**0,0**	0,0	0,0
3 Ottawa (Ont.) : nouvelle arbre de la DG (en cours d'installation)	13,1	0,4	1,3	**9,0**	9,8	9,8
4 Ottawa (Ont.) : Stratégie de biens immobiliers du SCN – phase d'élaboration	1,75	0,0	0,2	**1,0**	0,5	0,5
5 Halifax (N.-É.) : QG divisionnaire (APP)	47,1	0,1	0,4	**2,0**	0,2	0,2
6 Regina (Sask.) : champ de tir de 50 m - installations de formation	3,0	0,3	0,1	**0,0**	0,0	0,0
centralisée	7,8	0,0	0,0	**0,6**	0,0	0,0
7 Regina (Sask.) : nouveau mess - installations de formation centralisée (en quête d'APP/AEP	16,5	0,1	0,0	**0,9**	0,0	0,0
8 Whitehorse (Yn) : QG divisionnaire (APP)	3,1	6,0	6,4	**2,8**	2,5	2,5
9 Chilliwack (C.-B.) : Centre de services de soutien de la Région du Pacifique	205,0	0,0	0,6	**0,3**	0,1	0,1
10 Vancouver (C.-B.) : réinstallation/plan directeur du QG de la Division E						

1 TPSGC doit fournir des locaux loués.
2 Retard dans le développement du projet en raison de problèmes liés à la stratégie de financement. Un mémoire au Cabinet doit être rédigé. On s'attend à diffuser une demande de proposition en 2004.
3 Une grande partie du projet relève maintenant de TPSGC par suite du transfert de garde.

Passif éventuel

Passif éventuel (en millions de dollars)

Liste des éléments de passif éventuel	**Au 31 mars 2001**	**Au 31 mars 2002**	**Courant au 31 mars 2003**
Litige			
	46,2	122,9	113,0
Total	**46,2**	**122,9**	**113,0**

États des grands projets d'immobilisations

États des grands projets de l'État
Projet de renouvellement du CIPC

1. Aperçu

Le 23 mars 1999, le Cabinet a approuvé le développement du Réseau canadien d'information sur la sécurité publique (RCISP), composante fondamentale du Cadre d'amélioration de la sécurité publique au Canada du gouvernement fédéral. La solution globale du RCISP prévoit la modernisation de l'infrastructure de la justice pénale et l'établissement de liens entre ses éléments, notamment par le Renouvellement du CIPC et l'Index national de justice pénale (INJP).

Le Centre d'information de la police canadienne (CIPC) est le seul service national stratégique à appuyer la sécurité publique en assurant l'échange efficace de renseignements entre les divers partenaires et organismes d'application de la loi au pays et à l'échelle internationale. Cependant, il est vieux de 30 ans et a besoin d'être modernisé.

Structure d'échange d'information entre organismes et juridictions, l'INJP sera administré par la GRC, mais régi par l'ensemble des intervenants de la justice pénale. Il offrira une passerelle nationale par laquelle tous les partenaires de la justice pénale et organismes d'échange internationaux pourront accéder aux données essentielles sur les crimes et les contrevenants.

En mai 2002, l'État-major supérieur de la GRC a approuvé la restructuration du Projet de renouvellement du CIPC de façon à mieux tenir compte de sa portée. On a ainsi scindé le Renouvellement du CIPC en deux initiatives :

Modernisation du CIPC

Projet 1 – Protection des communications

Projet 2 – Modernisation du CIPC

Index national de justice pénale (INJP)

Version 1 (connexion de l'ADRC, de CIC et de la GRC)

Autres versions à définir.

En septembre 2002, on a formé une nouvelle équipe de gestion de projet et on a entrepris la restructuration des plans et de l'ensemble des travaux du projet.

À compter de l'exercice 2003-2004, les éléments du CIPC portant précisément sur l'INJP ont été séparés du projet. L'INJP relève maintenant d'une initiative et d'un programme distincts du Renouvellement du CIPC.

2. Organismes responsables et participants

La GRC est l'organisme responsable du projet. Le chef des Services nationaux de police de la GRC en est le parrain, tandis que le dirigeant principal de l'Information de la GRC est responsable des améliorations technologiques qui y sont associées. Les comités directeurs du Renouvellement du CIPC sont composés de représentants de la GRC, du ministère du Solliciteur général, du Secrétariat du Conseil du Trésor et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Le Comité consultatif du CIPC et le Comité directeur de l'IJI participent également à la supervision du projet.

3. Principaux entrepreneurs et sous-traitants

Les principaux entrepreneurs sont :

ADGA (Québec) Ltée
200 - 200, boul. Montcalm
Hull (Québec) J8Y 3B5

CGI Group Inc
275, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1P 5H9

EDS Canada Inc
45, rue O'Connor, bureau 500
Ottawa (Ontario) K1P 1A4

FMP/Flaman Management Partners Ltd.
503 - 331, rue Cooper
Ottawa (Ontario) K2P 0G5

Des contrats ont été attribués à Microtime Inc., à Helix Management Consulting Services Inc. et à DIS Dunroboin Integration Services Ltd pour que ces firmes fournissent à la GRC des services informatiques professionnels sur demande à l'appui des travaux de développement de la phase 2 du Projet 2. Ces travaux sont terminés.

En avril 2002, on a diffusé une demande de soumissions par voie concurrentielle pour les travaux de mise en oeuvre de la phase 3 du Projet 2 (Modernisation du CIPC) dans le Système électronique d'appels d'offres du gouvernement. Des contrats ont été attribués à Ridge Falls House Inc. et à Zedd Comm Inc. pour que ces firmes fournissent à la GRC des services informatiques professionnels sur demande, selon quatre catégories, à l'appui des travaux de développement de la phase 3. Aucun travail n'a été autorisé pour cette phase.

4. Principaux jalons

Le 15 avril 1999, les ministères du Conseil du Trésor a donné leur approbation préliminaire à l'ensemble du projet et leur approbation effective au Projet 1 et aux étapes de définition des projets 2, 3 et 4. On prévoyait que le projet s'étendrait sur 48 mois et coûterait 115 M$. Le 29 mars 2001, ils ont donné leur approbation effective à un montant de 52,6 M$ pour les phases 1 et 2 du Projet 2. Après révision, on estime qu'il faudra 130,1 M$ et 72 mois au total pour exécuter le projet. Cette hausse de coût et la prolongation du projet peuvent s'expliquer par différents facteurs, dont la complexité imprévue du développement et des tests, ainsi que les événements du 11 septembre qui ont obligé le personnel opérationnel affecté au Projet à retourner à d'autres priorités opérationnelles.

Calendrier d'exécution :	**Date révisée :**
Projet 1 – Protection des communications	Mars 2002 (terminé)
Projet 2 – Modernisation du CIPC Phase 1 – Modernisation des services d'interface	Exercice 2003-2004
Phase 2 – Réduction du risque associé au PRISM	Exercice 2003-2004
Phase 3 – Modernisation du CIPC	Exercice 2004-2005

Index national de justice pénale : Le 15 janvier 2003, on a obtenu l'approbation préliminaire du projet d'INJP et, en juin 2003, le Conseil du Trésor a accordé une approbation effective en vigueur jusqu'en octobre 2003. L'équipe prépare actuellement la demande d'approbation effective qui sera présentée au Conseil du Trésor à l'automne 2003.

5. Rapport d'étape et explication des écarts

Dans la présentation au Conseil du Trésor d'avril 1999, on indiquait que l'approbation effective des projets 2, 3 et 4 serait demandée en mai 2000. De nombreuses sources, dont une équipe d'experts externes engagés pour examiner le projet, ont alors signalé que l'approche préconisée entraînerait un risque inutile. Pour réduire ce risque, on a divisé le Projet 2 en trois phases : les deux premières visant à remplacer la technologie du CIPC, vielle de 30 ans, par de nouveaux matériels et logiciels, et la troisième consistant à ajouter de nouvelles fonctionnalités au CIPC. De plus, on a procédé à une série de validations de principe pour tester la conception du système dans son ensemble. Conséquence directe de la complexité du projet et du désir de réduire les risques, la prolongation du projet en a aussi accru les coûts d'infrastructure et de soutien. On estime à 130,1 M$ la somme nécessaire pour exécuter le projet, contre 115 M$ prévus à l'origine. Des nouvelles exigences de sécurité visant le contrôle de l'accès en fonction du rôle et l'identification et l'authentification fortes ont aussi contribué à faire augmenter les coûts.

Le Projet 1 a pris fin en mars 2002. On a terminé la conception organique des phases 1 et 2 du Projet 2. Le développement lié à la phase 2 est aussi terminé. Des tests sont en cours, et on planifie la mise en oeuvre de cette phase. Des difficultés techniques survenues dans le développement ont reporté d'un an la livraison des phases 1 et 2. Par conséquent, l'équipe de gestion du projet a axé ses efforts sur ces problèmes et réduit les dépenses de façon importante afin que le projet puisse toujours être livré selon le budget prévu de 130,1 M$.

La conception fonctionnelle de la phase 3 du Projet 2 sera terminée à l'été 2003. La méthode de développement et de mise en oeuvre de cette phase a été mise au point, et on procède actuellement à sa validation. On demandera l'approbation effective de la phase 3 à l'automne 2003.

On termine actuellement la définition de projet pour la version 1 de l'INJP. L'approbation effective de la première version devrait intervenir au cours du troisième trimestre de 2003-2004 si l'on parvient à obtenir l'engagement des organismes fédéraux participants.

1999-2000

Les dépenses prévues étaient de 28,1 M$, ce qui correspondait au niveau de financement initial.
Les dépenses autorisées étaient de 15,5 M$ après un report de 12,6 M$ sur l'exercice 2000-2001.
Les dépenses réelles étaient de 20,2 M$.
Des fonds additionnels ont été prélevés sur les ressources internes de la GRC pour couvrir le manque à gagner.

2000-2001

Les dépenses prévues étaient de 46,2 M$, ce qui correspondait au niveau de financement initial.
Les dépenses autorisées étaient de 27,0 M$ après un report de 31,8 M$ sur l'exercice 2001-2002.
Les dépenses réelles étaient de 18,4 M$.
Après remboursement du prêt interne consenti par la GRC en 1999-2000, on a dégagé un surplus de 3,5 M$.

2001-2002

Les dépenses prévues étaient de 34,1 M$, ce qui correspondait au niveau de financement initial.
Les dépenses autorisées étaient de 25,6 M$ après un report de 31,8 M$ de l'exercice 2000-2001 et de 40,3 M$ sur les exercices futurs (20,7 M$ sur l'exercice 2002-2003 et 19,6 M$ sur l'exercice 2003-2004).
Les dépenses réelles étaient de 27,8 M$.
Le manque à gagner a été couvert par le report de 3,5 M$ de l'exercice 2000-2001 et des fonds supplémentaires de 0,7 M$ prélevés sur les ressources internes de la GRC. On a dégagé un surplus de 1,9 M$.

2002-2003*

Les dépenses prévues étaient de 6,3 M$, ce qui correspondait au niveau de financement initial.
Les dépenses autorisées étaient de 25,1 M$ après un report de 20,7 M$ de l'exercice 2001-2002 et un report de 1,9 M$ en immobilisations sur l'exercice 2003-2004.
Les dépenses réelles étaient de 22,5 M$.
Après le report en avant de 1,9 M$ en immobilisations, on a dégagé un surplus de 1,6 M$.

2003-2004

Selon le plan initial, le Projet de renouvellement du CIPC devait être terminé en 2002-2003.
Les dépenses autorisées sont de 21,5 M$, après un report de 19,6 M$ de l'exercice 2001-2002 et le report de 1,9 M$ en immobilisations de l'exercice 2002-2003.
Les dépenses prévues sont de 25,4 M$.

2004-2005

Selon le plan initial, le Projet de renouvellement du CIPC devait être terminé en 2002-2003.
Les dépenses prévues sont de 41,1 M$.

*Les dépenses réelles et prévues pour l'exercice 2002-2003 et les exercices suivants indiquées dans les rapports précédents ont été révisées à la suite de la vérification et de la replanification du projet. Les dépenses réelles des exercices antérieurs n'ont toutefois pas été revues. En tenant compte de la révision des exercices précédents, le coût total estimé du Renouvellement du CIPC est de 130,1 M$.

6. Avantages industriels

Il n'y a aucun avantage industriel particulier lié au Projet de renouvellement du CIPC.

Section 7 : Autres renseignements

Priorités stratégiques

- Terrorisme/crime organisé
- Jeunesse
- Services de police internationaux
- Justice alternative
- Services de police intégrés

Objectifs stratégiques

- Prévention et éducation
- Renseignements
- Enquêtes
- Application de la loi
- Protection

Pour plus de renseignements sur ce rapport :

Renseignements sur le rendement :

Geoff Gruson, sous-commissaire par interim
Orientation stratégique
Gendarmerie royale du Canada
Immeuble Nicholson, bureau H 409
1200, promenade Vanier
Ottawa (Ont.) K1A 0R2
Téléphone : (613) 993-2323
Télécopieur : (613) 993-4453
Courriel : geoff.gruson@rcmp-grc.gc.ca

Renseignements financiers :

Brian Seaby, directeur général des Finances par intérim
Gestion générale et Contrôle
Gendarmerie royale du Canada
Immeuble Coventry, 4e étage
440, chemin Coventry
Ottawa (Ont.) K1A 0R2
Téléphone : (613) 993-3193
Télécopieur : (613) 993-4030
Courriel : brian.seaby@rcmp-grc.gc.ca

À propos des publications mentionnées dans ce rapport :

Services nationaux de communication
Téléphone : (613) 993-1088
Télécopieur : (613) 993-0953

Pour des renseignements généraux sur la GRC :

Téléphone : (613) 993-7267
Internet : **www.rcmp-grc.gc.ca/contact/index_e.htm**
www.rcmp-grc.gc.ca/contact/index_f.htm

Autres sites Internet de la GRC :

Services de police communautaires
www.rcmp-grc.gc.ca/ccaps/compol_e.htm
Programme des représentants des relations fonctionnelles
www.rcmp-grc.gc.ca/html/srr_e.htm
Comité externe d'examen
www.erc-cee.gc.ca
Site d'apprentissage
www.rcmp-learning.org
Initiative d'apprentissage relative à la lutte au crime organisé
www.rcmp-grc.gc.ca/organizedcrime/index_e.htm

Sites Internet d'organismes partenaires :

Service canadien du renseignement de sécurité
www.csis-scrs.gc.ca
Service correctionnel Canada
www.csc-scc.gc.ca
Ministère de la Justice
www.canada.justice.gc.ca
Ministère du Solliciteur général du Canada
www.sgc.gc.ca
Ministère des affaires étrangères et du Commerce international
www.dfait-maeci.gc.ca
Commission nationale des libérations conditionnelles
www.npb-cnlc.gc.ca
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
www.tbs-sct.gc.ca

Autres sites d'intérêt :

Rapport annuel du SCRC sur le crime organisé au Canada -2001
www.cisc.gc.ca
Commission des plaintes du public contre la GRC
www.cpc-cpp.gc.ca
Fais le bon CHOIX... pour la vie (CHOIX)
www.deal.org
Site sur le Renouvellement de la justice pour les jeunes du ministère de la Justice
www.canada.justice.gc.ca/fr/ps/yj/index.html
Santé Canada
www.hc-sc.gc.ca
Développement des Ressources humaines Canada
www.hrdc-drhc.gc.ca
Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues
www.cicad.oas.org
International Center for Crime Prevention
www.crime-prevention-intl.org/english
Interpol
www.interpol.int/default.asp
Centre national de prévention du crime
www.crime-prevention.org
Centre national d'information sur la violence dans la famille
www.hc-sc.gc.ca/pphb-dgspsp/publicat/ffh-sfa/vol6-1/ff6-1d_e.html
Bénévoles Canada
www.volunteer.ca

Acronymes

ACIIS ..... Automated Criminal Intelligence System
ACCP ..... Association canadienne des chefs de police
ACDI ..... Agence canadienne de développement international
ACIFP ..... Association canadienne des intervenants en formation policière
ADN ..... Acide désoxyribonucléique
ADRC ..... Agence des douanes et du revenu du Canada
ASA ..... Agent de la sûreté aérienne
BATF ..... Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms des É.-U.
BCBP ..... Bureau of Customs and Border Protection
BCP ..... Bureau du Conseil privé
BMFC ..... Bureau de la modernisation de la fonction de contrôleur
BNDC ..... Banque nationale de données criminelles
BNDG ..... Banque nationale de données génétiques
CANAFE ..... Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada
CBRN ..... Chimique, biologique, radiologique et nucléaire
CCP ..... Collège canadien de police
CHOIX ..... Fais le bon CHOIX... pour la vie (site Web)
CIC ..... Citoyenneté et Immigration Canada
CICAD ..... Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (acronyme espagnol)
CIIDS/ROADS .. Système intégré de répartition de l'information / Système de bureautique et de répartition à distance
CIPC ..... Centre d'information de la police canadienne
CNC ..... Comité national de coordination
CODIS ..... Combined DNA Index System
CPM ..... Cabinet du Premier ministre
CST ..... Centre de la sécurité des télécommunications
DARE ..... Programme de sensibilisation aux dangers de la drogue
DGBS ..... Direction de la gestion des biens saisis
DGJ ..... Direction de la gestion juricomptable
DND ..... Ministère de la Défense nationale
EC ..... Environnement Canada
EIELI ..... Équipe intégrée de l'exécution de la *Loi sur l'immigration*
EIPF ..... Équipe intégrée de la police des frontières
EIPM ..... Équipe intégrée de la police des marchés
EISN ..... Équipe intégrée de la sécurité nationale
ENSALA ..... Équipe nationale de soutien à l'application de la Loi sur les armes
ESG ..... Enquête sociale générale
ESPPC ..... Équipe spéciale de perfectionnement de la police du Commonwealth
ETP ..... Équivalent temps plein
FBI ..... Federal Bureau of Investigation
GAIFEC ..... Groupe d'action international pour la formation en enquêtes sur la cybercriminalité
GES ..... Gaz à effet de serre
GLFT ..... Groupe de lutte contre le financement du terrorisme
GRC ..... Gendarmerie royale du Canada
GRDC ..... Groupe de la réception des dossiers de cas
GRPAC ..... Groupe des renseignements relatifs à la protection de l'aviation civile
GSS ..... Gendarme spécial surnuméraire
IAS ..... Initiative d'amélioration des services
IICPC ..... Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité
IJI ..... Initiative sur la justice intégrée
ILAC ..... Initiative de lutte anticontrebande
ILETS ..... International Law Enforcement Telecommunications Seminar
INJP ..... Index national de justice pénale
IRTC ..... Initiative de recherche et de technologie CBRN
ISB ..... Initiative sur le secteur bénévole
ITR ..... Identification en temps réel
LDI ..... Laser Diagnostics Inc.
LIPR ..... *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*
LSJPA ..... *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*

MAECI ..... Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
MAINC ..... Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
MICA ..... Système Market Integrity Computer Analysis
MJ ..... Ministère de la Justice
NIST ..... National Institute of Standards and Technology
NORAD ..... Défense aérospatiale de l'Amérique du Nord
OIGPC ..... Outil d'information de gestion pour la Police de la circulation
ONG ..... Organisation non gouvernementale
ONU ..... Organisation des Nations Unies
OPC ..... Opération policière conjointe
OPP ..... Police provinciale de l'Ontario
PCDS ..... Prévention du crime par le développement social
PDQ ..... Paint Data Query
PE ..... Protocole d'entente
PITO ..... Police Information Technology Organization
PPI ..... Personne jouissant d'une protection internationale
PPTAC ..... Programme de protection des transporteurs aériens canadiens
PSEPM ..... Participation du secteur à l'élaboration des politiques ministérielles
RECOL ..... Signalement en direct des crimes économiques
RMR ..... Rapport ministériel sur le rendement
RPP ..... Rapport sur les plans et les priorités
RSO ..... Rapports statistiques sur les opérations
SAC ..... Système d'alarme centralisé
SAF ..... Syndrome d'alcoolisme foetal
SAID ..... Système automatisé d'identification dactyloscopique
SARC ..... Système automatisé de renseignements sur la criminalité
SARSAID ..... Système d'accès régional au SAID
SCC ..... Service correctionnel du Canada
SCIC II ..... Système centralisé d'interception des communications
SCRC ..... Service canadien de renseignements criminels
SCRS ..... Service canadien du renseignement de sécurité
SCT ..... Secrétariat du Conseil du Trésor
SDD ..... Stratégie de développement durable
SEM ..... Section de l'évaluation des menaces
SGC ..... Solliciteur général du Canada
SGIL ..... Système de gestion de l'information des laboratoires
SIG-III ..... Système intégré de gestion
SIMCCJ/ED ..... Système d'inscription, de mise à jour et de contrôle des casiers judiciaires / d'entrée directe
SIRP ..... Système d'incidents et de rapports de police
SLJ ..... Service des laboratoires judiciaires
SNP ..... Services nationaux de police
SPAT ..... Sécurité publique et antiterrorisme
SPDO ..... Système de priorisation des dossiers opérationnels
SRPC ..... Système de renseignements protégés sur la criminalité
SRRJ ..... Système de récupération de renseignements judiciaires
SURS ..... Système universel de rapports simplifiés
TC ..... Transports Canada
TPSGC ..... Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
UMECO ..... Unité mixte d'enquête sur le crime organisé
USBP ..... Patrouille frontalière des É.-U.
USCG ..... Garde côtière des É.-U.
USCS ..... Service des douanes des É.-U.
USINS ..... Service d'immigration et de naturalisation des É.-U.
WITS ..... Working Group on International Technical Support